

République et canton de Genève

Projet de budget 2017

Tome

2

- Budget d'investissement
par politique publique



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Sommaire

Vue d'ensemble des investissements	3
Introduction à la lecture du document	13
Investissements par politique publique (hors prêts à caractère général)	19
A - Formation	21
B - Emploi	33
C - Action sociale	37
D - Personnes âgées	43
E - Handicap	47
F - Environnement	51
G - Aménagement et logement	57
H - Sécurité et population	65
I - Justice	75
J - Mobilité	79
K - Santé	97
L - Economie	107
M - Finance et impôts	111
N - Culture, sport et loisirs	115
O - Autorités et gouvernance	119
P - Etats-majors et prestations de moyens	127
Q - Energie	135
Récapitulations chiffrées	139
Vue d'ensemble des prêts à caractère général	181
Prêts à caractère général par politique publique	185
A - Formation	187
F - Environnement	189
G - Aménagement et logement	191
O - Autorités et gouvernance	193
Q - Energie	195
Récapitulations chiffrées des prêts à caractère général	197
Annexes	209
1. Récapitulation des investissements par politique publique	211
2. Tableau des investissements par loi et catégorie	215
3. Investissements par nature	223
4. Projets inscrits au projet de budget 2016 sans base légale votée	227
5. Investissements de l'OBA et de la DGSI	231
6. Tableau des durées d'amortissement	237

Vue d'ensemble des investissements

Vue d'ensemble des investissements

Ces dernières années, le canton de Genève a maintenu ses investissements à un niveau élevé afin de rattraper le retard accumulé en la matière durant les décennies antérieures. Le Conseil d'Etat a fixé ses priorités en matière d'investissements essentiels au développement du canton et à la qualité de vie de ses habitants.

Le gouvernement a adopté une stratégie équilibrée entre ses priorités et la maîtrise de l'endettement. Il a revu en 2016 sa planification pluriannuelle des investissements pour la période 2016-2025. Cet exercice est nécessaire dans la mesure où les incertitudes sur les perspectives économiques impliquent un pilotage rigoureux des finances publiques.

Le projet de budget 2017 des investissements est issu de cette planification pluriannuelle. Les projets intégrés concernent des lois votées et des projets de loi déposés au Grand Conseil, ainsi que des projets de loi en cours de validation par le Conseil d'Etat.

Les investissements nets du projet de budget 2017 s'établissent ainsi à 748 millions, soit 763 millions de dépenses et 15 millions de recettes. Ils sont stables par rapport à 2016 (-0.4%).

	<i>en millions</i>		
Projet de budget d'investissement	PB 2016 amendé	PB 2017	Ecart
Dépenses d'investissement	773	763	-10
Recettes d'investissement	21	15	-7
Investissements nets	752	748	-3

Malgré le fait que le budget 2016 n'ait pas été voté, on rappelle que les dépenses d'investissement sont engagées conformément aux bases légales qui les ont autorisées (LGAF art. 42)¹. Aussi, le principe des douzièmes provisoires ne s'applique pas au budget des investissements. A des fins de comparabilité, les données retenues pour 2016 sont celles relatives au projet de budget 2016 complété des amendements du Conseil d'Etat (cette référence étant la meilleure estimation possible des décaissements).

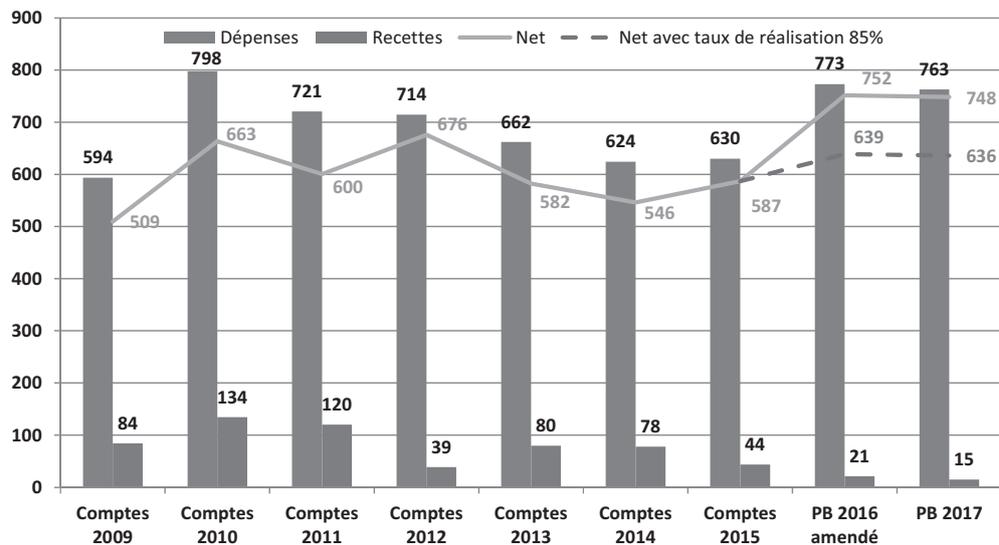
Enfin, depuis 2014, les prêts du patrimoine administratif, comptabilisés en investissement en vertu des normes comptables, ne sont plus intégrés au projet de budget des investissements mais font l'objet d'une présentation spécifique dans la seconde partie de ce tome 2. Les prêts totalisent 34 millions de dépenses et 3 millions de recettes en 2017.

¹ Il convient de rappeler que le budget d'investissement n'a pas la même portée contraignante que le budget de fonctionnement. Le budget d'investissement constitue une prévision des dépenses et des recettes d'investissement. Il exprime le rythme d'engagement des crédits votés par le Grand Conseil, selon les prévisions du Conseil d'Etat, contrairement au budget de fonctionnement qui octroie des autorisations de dépense annuelles.

1. Stabilisation des investissements à un niveau élevé

Les dépenses d'investissement se poursuivent à un niveau élevé permettant au canton de mener les chantiers en cours, d'amorcer la réalisation des nouvelles infrastructures essentielles et d'assurer l'entretien de son patrimoine existant.

Evolution des investissements 2009-2017 en millions
(hors transferts d'actifs, locations financement et prêts au patrimoine administratif)

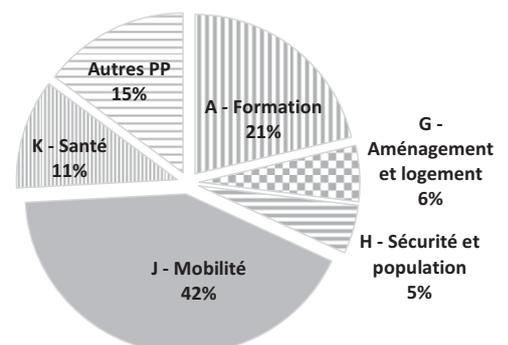


Divers aléas peuvent interférer sur le déroulement des projets en cours (oppositions, recours, problèmes techniques ou géologiques,...). Par ailleurs, le temps de traitement des projets de lois par le Grand Conseil (examen et vote) n'est pas toujours facilement estimable et peut induire des retards de mise en œuvre par rapport aux calendriers prévus. Pour tenir compte de ces incertitudes, un taux de réalisation de 85% des investissements nets a été retenu sur la base des observations historiques. Il se matérialise en pointillé sur le graphique ci-dessus. On constate ainsi que, pour 748 millions nets inscrits au projet de budget, la réalisation effective en 2017 devrait atteindre 636 millions.

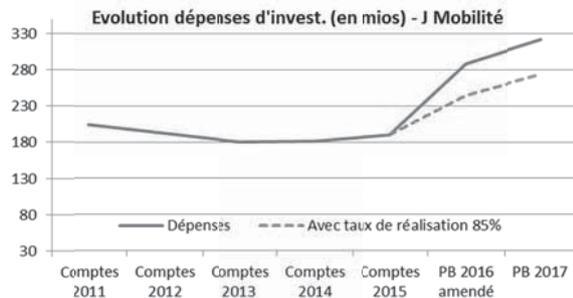
2. Dépenses par politique publique et principaux projets en 2017

Les dépenses d'investissement 2017 s'établissent à 763 millions. Elles sont légèrement inférieures à celles du projet de budget 2016 (-10 millions, soit -1.3%). Elles se concentrent à 85% sur 5 politiques publiques.

L'effort d'investissement porte sur les infrastructures de mobilité du territoire genevois et de son agglomération (J), sur la mise à disposition de moyens importants dans les domaines de la formation et de la recherche (A), sur le soutien au système de santé (K), sur l'adaptation de la capacité d'accueil en milieu carcéral (H) et sur la création de logement pour faire face aux enjeux démographiques (G).



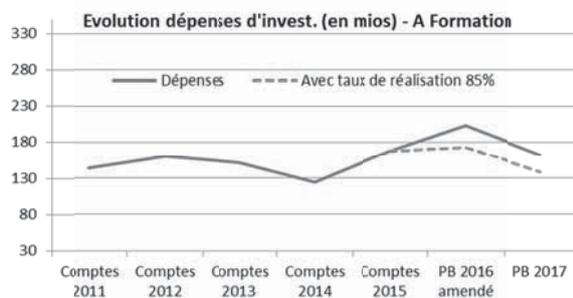
Dans le domaine de la **mobilité**, les dépenses progressent de manière significatives (+12%, soit 34 millions, entre 2016 et 2017) en raison de la montée en puissance de projets en cours et le démarrage de nouveaux projets. Les principaux projets se poursuivent : les chantiers du CEVA (110 millions), le



projet d'agglomération de première génération avec notamment le démarrage de la route des Nations en début d'année 2017 (46 millions). La construction du dépôt TPG *En Chardon* (subvention de 30 millions), les études et la réalisation du réseau ferroviaire (26 millions) et du réseau de tramways (21 millions), les mesures de lutte contre les

nuisances sonores (15 millions) ainsi que les mesures d'infrastructures autour du maillon routier des communaux d'Ambilly (13 millions) font partie des enjeux de la mobilité pour l'année 2017. Par ailleurs, de nouveaux projets devraient démarrer comme le plan d'action du réseau routier (11 millions), le TOSA (8 millions) ou la réalisation d'aménagements inscrits dans le plan d'action de la mobilité douce (1 million).

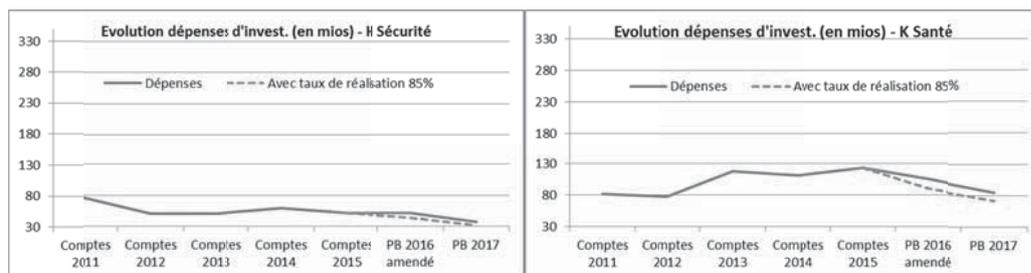
Les dépenses pour la **formation** diminuent de manière prononcée, en raison essentiellement du chantier du CMU qui, après avoir atteint sa pleine intensité en 2016, entame dès 2017 sa finalisation avec des mises en services progressives de locaux.



Les principales réalisations se composent de la finalisation des 5^{ème} et 6^{ème} étapes du CMU (45 millions), de la construction de l'école de commerce de Frontenex (17 millions) et de son équipement (3 millions), de la rénovation de l'école de médecine (13 millions) et de la finalisation des travaux de la HEG à Battelle (4 millions) et de

l'observatoire de Sauverny (1.5 million). De nouveaux projets démarrent en 2017 comme les études pour la démolition-reconstruction du CO renard (0.5 million) et pour la rénovation du collège Rousseau (2 millions), ainsi que les rénovations d'Uni Bastion (1 million) et du CO Budé (4 millions). Les études pour le remplacement du système d'information et de communication pour l'éducation et la formation (SIC EF) débutent en 2017 (0.5 million).

Dans les domaines de la **santé** et de la **sécurité**, le niveau des dépenses est tendanciuellement à la baisse. En effet, des projets importants arrivent bientôt à leur terme : l'extension de la Brenaz +100 et le nouveau bâtiment des lits (BDL 2).



Pour 2017, les infrastructures de **santé** poursuivent leur développement avec la finalisation des travaux du nouveau bâtiment des lits des HUG (24 millions) et de la phase 3.3 de la maternité (17 millions). On note également la création d'une nouvelle plate-forme de chirurgie interventionnelle (4 millions) et la réalisation d'un système d'automation de la microbiologie (2 millions). L'offre d'hébergement avec accompagnement pour les personnes âgées s'accroît (2 millions).

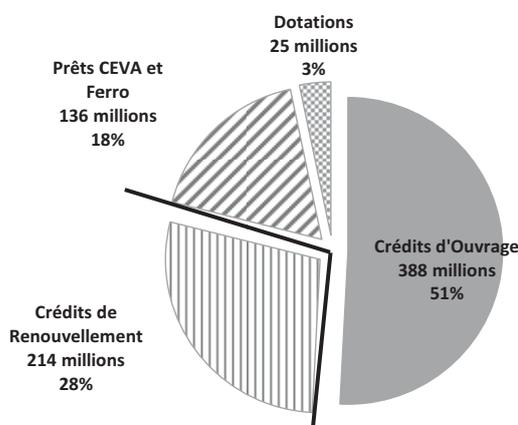
En ce qui concerne la **sécurité**, les études pour la réalisation des Dardelles se poursuivent (10 millions) et les travaux d'extension de la Brenaz se finalisent (3 millions). Par ailleurs, des études débutent pour la construction d'un bâtiment administratif pour la Police Internationale (0.5 million).

Le développement de l'offre de **logement** d'utilité publique se poursuit par le biais d'achats de terrains et de dotations aux communes et aux fondations (33 millions). Les aménagements autour des interfaces CEVA se poursuivent aux Eaux-vives, à Lancy-Pont-Rouge et à Carouge-Bachet (6 millions).

3. Dépenses par catégorie

Les dépenses d'investissement prévues pour 2017 soutiennent à 72% la création de nouveaux actifs au travers de crédits d'ouvrage, de dotations et de prêts pour le CEVA et les infrastructures ferroviaires.

Le renouvellement et l'entretien du patrimoine existant concerne un peu plus du quart des dépenses.



4. Principaux investissements (hors crédits de renouvellement)

Les dix principaux projets (hors crédits de renouvellement) inscrits au projet de budget concentrent 48% des dépenses planifiées pour 2017.

Libellé loi	PB 2017 en millions	% dépenses totales
Liaison CEVA	110	14%
Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	46	6%
CMU 5ème & 6ème étapes	45	6%
Construction de logements d'utilité publique - LUP II	33	4%
Dépôt TPG En Chardon	30	4%
Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	26	3%
BDL2 - Construction	24	3%
Construction lignes de tramways (H 1 50)	21	3%
Ecole de commerce de Frontenex	17	2%
HUG - maternité - 3ème étape (phase 3.3)	16	2%
TOTAL	366	48%

Ces projets s'inscrivent dans les priorités fixées par les autorités afin d'assurer le développement du canton en offrant à ses habitants les infrastructures leur garantissant un cadre de vie agréable et pratique.

CEVA (part cantonale) – lois 8719 et 10444

Le chantier de la liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) a démarré en 2012. Fin 2015, ce sont 420 millions qui ont été dépensés auxquels s'ajouteront encore 125 millions en 2016 et 110 millions en 2017. Dès 2018, les dépenses vont progressivement diminuer. La mise en service de la ligne est prévue pour fin 2019.

Le CEVA est le chantier en cours le plus important du canton, tant en terme financier qu'au niveau des impacts qu'il aura sur l'organisation de la mobilité sur le territoire genevois et frontalier.

CMU 5^{ème} et 6^{ème} étapes

Les lois 9995 et 10822 ont été votées respectivement en 2007 et 2011 pour un crédit d'investissement total de 342 millions. Les travaux, démarrés en 2009, ont permis la réalisation des étapes 5 et 6 du centre médical universitaire (CMU). Au terme de l'exercice 2015, 184 millions ont été dépensés sur les deux lois. Pour 2016, 76 millions de travaux ont été planifiés. Dès 2017, les moyens consacrés à ce projet diminuent (45 millions en 2017) et une mise en service partielle est prévue pour la rentrée 2016. On relève que dans le cadre de ces projets, des subventions fédérales de 58 millions sont attendues.

Ecole de commerce de Frontenex

La loi 11264 a été votée fin 2013 pour un montant d'investissement de 82 millions et les travaux ont démarré en 2014. Quelques 30 millions ont été dépensés fin 2015 tandis que 30 et 17 millions sont encore prévus en 2016 et 2017. La mise en service du bâtiment est prévue pour la rentrée 2017. Ce projet bénéficiera de subventions fédérales à hauteur de 9 millions. En parallèle, le

projet de loi 11865 a été déposé en 2016 afin d'acquérir les équipements pédagogiques et informatiques pour cet ouvrage.

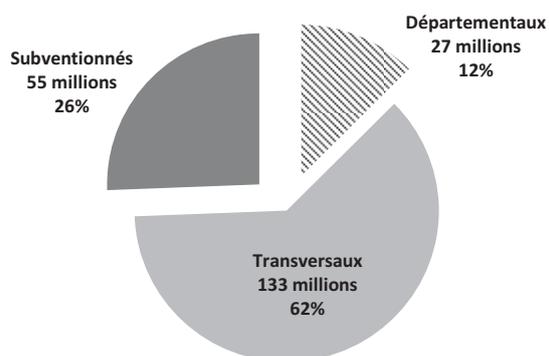
Nouveau bâtiment des lits aux HUG (BDL2)

La loi 10703 a été votée fin 2010 pour 252 millions et les travaux ont débuté dès 2011. Fin 2015, 168 millions ont été dépensés. Ce sont encore 51 puis 24 millions qui sont planifiés pour 2016 et 2017 pour une finalisation des travaux en 2018. La mise en service du bâtiment est prévue pour septembre 2016.

Avec cet ouvrage, ce sont plus de 350 lits supplémentaires qui viendront renforcer la capacité d'accueil des HUG, dans des conditions respectant les normes en vigueur.

5. Crédits de renouvellement

Les crédits de renouvellement s'établissent à 214 millions de dépenses, légèrement en dessous de 2016 (-1.4%), mais à un niveau conforme à la planification pluriannuelle des investissements retenue par le Conseil d'Etat (216 millions par an en moyenne).



Les crédits de renouvellement transversaux de l'office des bâtiments, de la direction générale des systèmes d'information et de la direction générale du génie civil concentrent presque 2/3 des dépenses prévues.

Les crédits de renouvellement des entités subventionnées, quant à eux, représentent 1/4 des dépenses tandis que les crédits de renouvellement départementaux se partagent les 12% restant.

A préciser que les crédits de renouvellement pour les HUG et les cliniques ne sont pas encore adoptés par le Grand Conseil. Les montants retenus au projet de budget 2017 sont ceux prévus dans les projets de loi et ceux retenus dans la planification pluriannuelle.

6. Recettes d'investissement

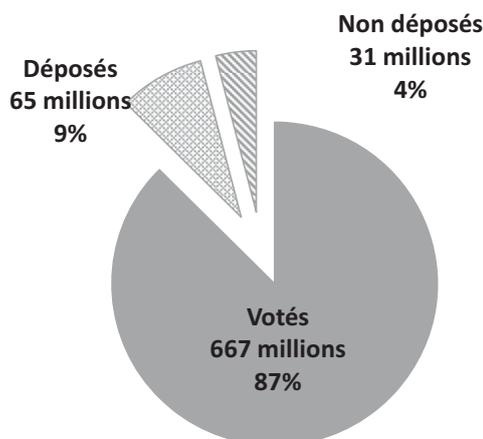
Les recettes prévues pour 2017 s'établissent à 15 millions, contre 21 millions en 2016, soit une diminution de 31%. Cet écart s'explique par la baisse de subvention de la Confédération notamment dans le domaine de la mobilité et de la formation.

<i>En millions</i>	PB 2017	%
Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	3.7	25%
Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement	2.5	17%
HEG Battelle - bâtiment B	2.4	16%
Mesures OPB	1.9	13%
CMU - 6ème étape	1.3	9%
Crédits de renouvellement	1.2	8%
TOSA	0.9	6%
Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny	0.5	3%
Requalification de la route Suisse à Versoix	0.2	2%
Ouvrages de protection contre les dangers naturels	0.1	1%
TOTAL	14.7	100%

Les recettes concernent essentiellement la formation (48%) et la mobilité (46%) et se répartissent entre crédits d'ouvrage (92%) et crédits de renouvellement (8%).

7. Composition du projet de budget

Le projet de budget est composé à 96% de crédits d'investissements votés ou déposés au Grand Conseil.



Les projets qui n'ont pas été déposés totalisent 31 millions de dépenses, soit 4% des dépenses. Ce niveau démontre la faible marge de manœuvre dont disposent les autorités dans le cadre du projet de budget. La liste exhaustive de ces projets est présentée en annexe 4 du Tome 2. Les principaux sont les suivants :

- des crédits d'ouvrages à venir pour les systèmes d'information et de communication (9 millions),
- un projet de loi visant l'acquisition de terrains et bâtiments prenant le relais de la loi 10775 dont le crédit devrait s'épuiser en 2016 (5 millions),
- le début de la rénovation du CO Budé (4 millions),
- la poursuite du programme d'efficacité énergétique (3 millions),
- les études pour la rénovation du collège Rousseau (2 millions).

Introduction à la lecture du document

Introduction à la lecture du document (tome 2)

La présentation du projet de budget est effectuée par politique publique, par catégorie d'investissement et par loi.

1. Définitions

Les **lois d'investissement** ouvrent des crédits destinés à des buts précis. Chaque loi est rattachée à une catégorie. Si une loi comporte plusieurs volets dont la finalité est différente, alors chaque part du crédit y relatif est, sauf s'il n'est pas possible de les distinguer, attribuée à la politique publique correspondant à la destination finale des dépenses.

Les **crédits d'investissement** comprennent des dépenses et, parfois, des recettes. Leur validité couvre généralement plusieurs exercices budgétaires et comptables. De ce fait la tranche annuelle inscrite au budget ne constitue qu'une partie du crédit total voté ou à voter et n'a dès lors qu'une valeur indicative.

Le **crédit total** comprend le crédit initial voté et les éventuels crédits complémentaires ou le montant prévu dans un projet de loi pas encore voté. Pour les prêts à caractère générale, le crédit total n'est pas mentionné dès lors qu'il n'est pas spécifié dans le dispositif légal.

Les **investissements nets** expriment le montant total des dépenses brutes diminuées des éventuelles recettes.

2. Catégories d'investissement

Les **catégories** permettent de regrouper les différents investissements par familles homogènes en fonction de leur nature, soit :

- **Crédits d'ouvrage et d'acquisition**

Cette catégorie regroupe les investissements qui permettent de créer de nouveaux actifs. Il s'agit de crédits d'étude, de construction ou d'équipement ainsi que de subventions de même nature.

- **Crédits de renouvellement**

Cette catégorie comprend tous les investissements destinés au remplacement, au renouvellement, à la rénovation et à la transformation (sous certaines limites définies dans un règlement d'application) des actifs existants qui figurent au bilan de l'Etat de Genève. Les crédits de renouvellement ont une durée maximum de 5 ans.

- **Dotations**

Il s'agit de participations permanentes dans des fondations qui contribuent à l'action publique.

- **Prêts CEVA et ferroviaires**

Cette catégorie comprend les financements de la liaison Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse (CEVA) et du développement des infrastructures ferroviaires du Canton.

- **Prêts à caractère général (ou prêts du patrimoine administratif)**

Il s'agit de prêts inscrits au patrimoine administratif en faveur des étudiants et apprentis, de l'agriculture et l'environnement, de l'énergie et du logement. Ce sont des financements provisoires octroyés à des entités ou des particuliers dans le cadre de politiques publiques.

3. Politiques publiques

Les politiques publiques représentent les grands domaines d'action de l'Etat et recouvrent les missions inscrites dans des lois de portée générale. Elles sont utilisées pour présenter les investissements en fonction de leur **finalité** ainsi que pour classer les immobilisations (actifs) y relatives au patrimoine administratif du bilan de l'Etat.

Les investissements sont répartis, en fonction de la destination finale des actifs, dans les 17 politiques publiques.

4. Structure du document

Le document est divisé en 4 parties :

- *L'introduction générale du projet de budget*
- *Les investissements (hors prêts à caractère général) :*
 - introductions et exposés des motifs par politique publique,
 - récapitulations chiffrées (papiers de fête) par politique publique.
- *Les prêts à caractère général :*
 - introduction générale,
 - exposés des motifs par politique publique,
 - récapitulations chiffrées (papiers de fête) par politique publique.
- *Les Annexes :*
 - ANNEXE 1 – Récapitulation des investissements par politique publique.
 - ANNEXE 2 – Récapitulation par loi et catégorie.
 - ANNEXE 3 – Investissements par nature.
 - ANNEXE 4 – Projets sans base légale votée.
 - ANNEXE 5 – Investissements OBA et DGSI.
 - ANNEXE 6 – Catégories d'immobilisations.

5. Structure des exposés des motifs

Les lois et projets de lois (PL) sont répartis dans les politiques publiques qui constituent les têtes de chapitre du projet de budget. Ils sont ensuite regroupés par catégorie. L'office ou la direction générale en charge de l'investissement est mentionné en regard de chaque loi ou projet de loi.

Si une loi (ou PL) donne lieu à plusieurs crédits portés par des investisseurs différents, elle est alors décomposée par investisseurs.

Les crédits de renouvellement sont présentés soit au niveau des secrétariats généraux, soit des investisseurs transversaux ou soit des directions générales octroyant des subventions d'investissement (exemples : secrétariat général du DIP pour le crédit de renouvellement départemental, office des bâtiments pour le crédit de renouvellement transversal et direction générale de la santé pour le crédit de renouvellement de l'IMAD)

Ainsi, la présentation des investissements est effectuée, pour chaque politique publique, selon la structure suivante :

Politique publique (A->Q)

- 1 – Crédit d'ouvrage
 - Loi (ou PL) xxxxxx
 - Investisseur 1
 - Investisseur 2
 - ...
 - ...
- 2 – Crédit de renouvellement
 - Loi (ou PL) xxxxxx
 - ...
- 3 – Dotation
 - Loi (ou PL) xxxxxx
 - ...
- 4 – Prêts CEVA et ferroviaire
 - Loi (ou PL) xxxxxx
 - ...

Les crédits d'investissement sont classés selon l'ordre séquentiel des lois, de la plus ancienne à la plus récente. Les nouveaux projets de loi, qui viennent à la suite des lois votées, sont identifiés au moyen d'un numéro provisoire. Les numéros de projet qui identifient les lois votées ou les projets de loi à voter sont précédés d'un préfixe :

10 : crédit d'ouvrage ou d'acquisition octroyé dans une loi votée ou un projet de loi déposé

19 : crédit d'ouvrage ou d'acquisition sollicité par un projet de loi à déposer (numéro provisoire)

20 : crédit de renouvellement octroyé dans une loi votée ou un projet de loi déposé

29 : crédit de renouvellement sollicité par un projet de loi à déposer (numéro provisoire)

30 : dotation correspondant à une loi votée ou un projet de loi déposé

39 : dotation faisant l'objet d'un projet de loi à déposer

40 : prêt accordé sur la base d'une loi spécifique

6. Contenu des exposés des motifs

En guise d'introduction à chaque politique publique, figure une récapitulation comprenant les éléments suivants:

- description succincte,
- principaux projets et priorités,
- répartition des investissements par catégorie.

Pour chaque loi ou projet de loi ayant une tranche inscrite au projet de budget, l'exposé des motifs présente :

- l'identification de la loi ou du projet de loi concerné (préfixe + numéro + libellé),
- la direction en charge de l'investissement (numéro du CR + libellé),
- des données financières (crédit total, cumul au 31/12/2015, projet de budget 2016, projet de budget 2017, proportion des montants prévus en 2017 par rapport au crédit total, écart entre les montants inscrits au projet de budget 2016 et les tranches budgétaires inscrites pour 2017),
- le résumé de la loi et but du crédit,
- les objectifs annuels 2017,
- les objectifs annuels 2016.

**Investissements par politique publique
(hors prêts à caractère général)**

A Formation

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- A01 Enseignement obligatoire et orientation
- A02 Enseignement secondaire II et formation continue
- A03 Suivi éducatif et soutien aux familles
- A04 Hautes écoles
- A05 Enseignement spécialisé
- A06 Programme transversal à la politique A

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Dans le cadre des crédits de renouvellement, démarrer les rénovations par parties d'ouvrage et poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours.

Démarrer les travaux sur les étapes 1 à 4 dans le cadre des crédits du CMU 5^{ème} étape et 6^{ème} étape.

En ce qui concerne la rénovation et l'agrandissement de l'ancienne école de médecine, débiter les travaux de construction de l'Auditorium, de l'Aile Sud et Est.

Achever les travaux de l'école de commerce de Frontenex pour une mise en service du bâtiment à la rentrée scolaire 2017.

Réaliser le concours et démarrage des études pour la reconstruction du CO Renard.

Traiter les PL d'investissement pour la rénovation du CO Budé, l'étude de la rénovation du collège Rousseau et la rénovation d'Uni Bastions, suite à leur adoption par le Grand Conseil.

b) Systèmes d'information et de communication

Assurer la maintenance évolutive d'applications informatiques ainsi que le renouvellement des équipements pédagogiques et administratifs.

Finaliser l'installation de l'école de commerce de Frontenex (déploiement de 800 ordinateurs pédagogiques) pour une mise en service du bâtiment à la rentrée scolaire 2017.

Rééquipement des écoles primaires rénovées en 2017, soit Crêts de Champel et Val d'Arve.

c) Equipements

Maintenir des conditions d'accueil et de sécurité adéquates et équitables pour les élèves et les collaborateurs. Renouveler le matériel pédagogique en s'adaptant progressivement aux prescriptions de la CIIP, notamment dans les laboratoires de sciences et les TIC.

Poursuivre le renouvellement des instruments scientifiques, des machines/gros outillage, des appareils audiovisuels et du mobilier et du matériel informatique dans le cadre du crédit de renouvellement des HES.

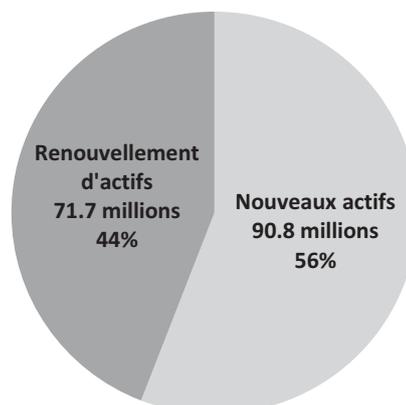
Poursuivre le renouvellement d'un très grand nombre d'équipements utilisés dans le cadre des activités d'enseignement et de recherche dans le cadre du crédit de renouvellement de l'Université.

Acquérir les équipements dès la livraison du bâtiment de l'ancienne école de médecine.

Acquérir les équipements de l'école de commerce de Frontenex à Chêne-Bougeries, pour une ouverture de l'école à la rentrée scolaire 2017.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 162.5 millions



A - Formation

Crédit d'ouvrage

1009995 - UNI - CMU 5ème étape

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	177'887'000	113'482'094	25'000'000	24'000'000	13%	-1'000'000
Recettes	37'000'000	27'957'000	5'000'000	0	0%	-5'000'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 9995, votée le 25/05/2007, ouvrant un crédit d'investissement de 193'483'000 F en vue de la construction de la 5e étape du Centre médical universitaire (crédit de construction = 177'887'000 F).

Construire la 5e étape du CMU pour accueillir l'Ecole romande de pharmacie, la section de médecine dentaire et l'animalerie à l'horizon 2014.

Objectifs annuels 2017

Réaliser les décomptes finaux pour les locaux livrés en 2016. Livraison de la CUMD et démarrage des travaux sur les étapes 1 à 4.

Objectifs annuels 2016

Terminer le second-oeuvre, les aménagements extérieurs, remettre l'ouvrage à l'utilisateur, hors animalerie et obtenir les subventions fédérales en fonction de l'avancement des travaux.

1010516 - HEG Battelle - bâtiment B

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	49'232'487	39'564'087	8'054'815	3'668'400	7%	-4'386'415
Recettes	10'800'000	3'383'465	2'712'069	2'416'535	22%	-295'534

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10516, votée le 26/05/2011, ouvrant un crédit d'investissement de 52'172'000 F pour la construction et l'équipement d'un bâtiment pour la Haute école de gestion (HEG) et d'un parking sur le site de Battelle à Carouge (crédit de construction = 49'232'487 F).

Construire et mettre à disposition de la HEG Battelle, pour la rentrée 2015, un bâtiment de 7'340 m2 pour faire face à l'augmentation continue du nombre d'étudiants ainsi que du nombre de collaborateurs et de spécialistes externes.

Objectifs annuels 2017

Traiter les décomptes finaux, suivre la période de garantie et obtenir le solde des subventions fédérales HES.

Objectifs annuels 2016

Traiter les décomptes finaux, suivre la période de garantie et obtenir le solde des subventions fédérales HES.

A - Formation

1010822 - CMU - 6ème étape

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	133'604'000	69'974'134	25'000'000	21'000'000	16%	-4'000'000
Recettes	21'500'625	13'392'405	4'000'000	1'269'365	6%	-2'730'635

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10822, votée le 23/06/2011, ouvrant un crédit d'investissement de 148'937'000 F en vue de la construction de la 6ème étape du Centre médical universitaire (CMU) (crédit de construction = 133'604'000 F).

Construire la 6ème étape du Centre médical universitaire (CMU) pour accueillir l'investigation clinique, l'ISMMS et compléter l'Ecole de pharmacie, la section de médecine dentaire, et agrandir l'animalerie à l'horizon 2016.

Objectifs annuels 2017

Réaliser les décomptes finaux pour les locaux livrés en 2016. Livraison de la CUMD et démarrage des travaux sur les étapes 1 à 4.

Objectifs annuels 2016

Terminer le second-oeuvre, les aménagements extérieurs, remettre l'ouvrage à l'utilisateur et obtenir les subventions fédérales en fonction de l'avancement des travaux.

1010875 - Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	29'700'000	627'883	10'000'000	11'000'000	37%	1'000'000
Recettes	7'000'000	0	2'500'000	2'500'000	36%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10875, votée le 16/03/2012, ouvrant un crédit d'investissement de 29'700'000 F en vue des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'ancienne école de médecine sise au 20, rue de l'Ecole-de-Médecine et ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2'184'000 F pour son équipement.

Rénover et agrandir de l'ancienne école de médecine sise au 20, rue de l'Ecole-de-Médecine (investissement propre).

Financer l'équipement mobilier et informatique nécessaire en vue de la rénovation et de l'agrandissement de l'ancienne école de médecine. (subvention d'investissement à l'Université)

Objectifs annuels 2017

Débuter les travaux de construction de l'Auditorium, de l'Aile Sud et Est.

Objectifs annuels 2016

Concernant le budget prévu 2016, l'objectif est de réaliser toute la phase de démolition de l'auditorium et de la superstructure devant le bâtiment existant. Il est prévu aussi de faire des reprises structurelles en sous-oeuvre du bâtiment existant.

A - Formation

CR 0326 - Université

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'184'000	0	0	1'500'000	69%	1'500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10875, votée le 16/03/2012, ouvrant un crédit d'investissement de 29'700'000 F en vue des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'ancienne école de médecine sise au 20, rue de l'Ecole-de-Médecine et ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2'184'000 F pour son équipement.

Rénover et agrandir de l'ancienne école de médecine sise au 20, rue de l'Ecole-de-Médecine (investissement propre).

Financer l'équipement mobilier et informatique nécessaire en vue de la rénovation et de l'agrandissement de l'ancienne école de médecine. (subvention d'investissement à l'Université)

Objectifs annuels 2017

Acquérir les équipements de laboratoires d'optique, d'équipement d'une salle blanche, de mobilier bureaux et salles de cours et d'équipement actifs informatiques, dès la livraison du bâtiment.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011264 - Ecole de commerce de Frontenex

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	81'806'316	29'836'034	19'218'269	16'532'483	20%	-2'685'786
Recettes	8'954'058	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11264, votée le 28/11/2013, ouvrant un crédit de 82'122'000 F destiné à la construction d'une école de commerce et au déplacement d'installations sportives (crédit de construction = 81'806'313 F). La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en septembre 2017.

Objectifs annuels 2017

Achèvement des travaux et mise en service du bâtiment.

Objectifs annuels 2016

Achèvement des travaux de gros-oeuvre et poursuite du second-oeuvre de l'école de commerce.

A - Formation

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	315'684	0	0	215'684	68%	215'684
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11264, votée le 28/11/2013, ouvrant un crédit de 82'122'000 F destiné à la construction d'une école de commerce et au déplacement d'installations sportives (crédit câblage informatique = 315'684). La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en septembre 2017.

Objectifs annuels 2017

Finaliser l'installation de 53 commutateurs réseau, 90 antennes wifi et 34 téléphones.

Finaliser les travaux nécessaires à une double introduction de câbles fibres optiques pour relier le bâtiment au réseau Cantonal.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011325 - Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	17'554'000	8'014'838	6'500'000	1'500'000	9%	-5'000'000
Recettes	2'250'000	1'250'000	750'000	450'000	20%	-300'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11325, votée le 14/03/2014, ouvrant un crédit de construction de 17'554'000 F et une subvention d'équipement de 480'000 F destiné à l'extension de l'observatoire de Genève situé à Sauverny. La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en mars 2017.

Objectifs annuels 2017

Traiter les décomptes finaux, suivre la période de garantie et obtenir le solde des subventions fédérales du SEFRI.

Objectifs annuels 2016

Terminer le second-oeuvre, les aménagements extérieurs, remettre l'ouvrage à l'utilisateur et obtenir les subventions fédérales en fonction de l'avancement des travaux.

A - Formation

1011732 - Etudes pour le remplacement du système d'information et de communication pour l'éducation et la formation (SIC EF)

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	959'000	0	459'000	500'000	52%	41'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 23/09/2015, ouvrant un crédit d'étude de 959'000 F pour le remplacement du système d'information et de communication pour l'éducation et la formation (SIC EF).

Objectifs annuels 2017

Dès le vote du crédit d'étude, rédaction du cahier des charges à hauteur de 60% en vue d'une publication de l'appel d'offres associé au premier semestre 2018, sous réserve que les travaux d'analyse débutent en 2017.

Objectifs annuels 2016

Le vote par le Grand Conseil est prévu au dernier trimestre 2016.

1011865 - Equipement de l'école de commerce de Frontenex

CR 0323 - Enseignement secondaire II

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'276'000	0	0	1'876'000	82%	1'876'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 23/03/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 3'590'000 F pour l'acquisition de l'équipement de l'école de commerce de Frontenex à Chêne-Bougeries. Un crédit de 2'276'000 F est prévu pour les équipements pédagogiques.

Objectifs annuels 2017

Acquérir les équipements de l'école de commerce de Frontenex à Chêne-Bougeries, pour une ouverture de l'école à la rentrée scolaire 2017.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

A - Formation

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'314'000	0	0	1'200'000	91%	1'200'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 23/03/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 3'590'000 F pour l'acquisition de l'équipement de l'école de commerce de Frontenex à Chêne-Bougeries. Un crédit de 1'314'000 F est prévu pour les équipements informatiques.

Objectifs annuels 2017

Réalisation du projet en 2017, sous réserve du vote de la loi d'ici fin 2016.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011944 - Reconstruction du CO Renard - étude

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	5'494'800	0	0	500'000	9%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit d'étude de 5'494'800 F, en vue de la construction du cycle d'orientation du Renard à Vernier (site de Balxert).

Objectifs annuels 2017

Réalisation du concours et démarrage des études.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

A - Formation

1917008 - Rénovation du CO Budé

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	22'700'000	0	0	4'000'000	18%	4'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit de 22'700'000 F pour la rénovation du cycle d'orientation de Budé.

Objectifs annuels 2017

Traitement et adoption du PL Investissement par le Grand-Conseil.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1917009 - Rénovation du collège Rousseau - étude

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	6'000'000	0	0	2'000'000	33%	2'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'étude de 6'000'000 F pour la rénovation du collège Rousseau.

Objectifs annuels 2017

Traitement et adoption du PL Investissement par le Grand-Conseil.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

A - Formation

1917011 - Rénovation d'Uni Bastions

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	72'700'000	0	0	1'300'000	2%	1'300'000
Recettes	10'000'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit de 72'700'000 F pour la rénovation d'Uni Bastions.

Objectifs annuels 2017

Traitement et adoption du PL Investissement par le Grand-Conseil.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011512 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DIP

CR 0311 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	32'710'600	6'352'969	7'554'300	6'332'100	19%	-1'222'200
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11512, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 36'319'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Une enveloppe est prévue dans ce crédit pour divers investissements liés de la politique publique A.

Objectifs annuels 2017

Maintenir des conditions d'accueil et de sécurité adéquates et équitables pour les élèves et les collaborateurs. Renouveler le matériel pédagogique en s'adaptant progressivement aux prescriptions de la CIIP, notamment dans les laboratoires de sciences et les TIC. Poursuivre le renouvellement et la modernisation de l'ensemble des cafétérias de l'ESII. Renouveler des véhicules de l'OMP et l'OEJ.

Objectifs annuels 2016

Renouveler les équipements et le mobilier dans les services et écoles du DIP en priorisant selon le critère de vétusté. Maintenir des conditions d'accueil et de sécurité adéquates et équitables pour les élèves et les collaborateurs. Renouveler des véhicules de l'OMP et l'OEJ. Poursuivre le renouvellement et la modernisation de l'ensemble des cafétérias de l'enseignement secondaire II.

A - Formation

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	235'771'535	29'374'016	56'002'009	47'233'782	20%	-8'768'227
Recettes	2'000'000	0	400'000	400'000	20%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 235'771'535 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique A.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours
- poursuivre les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- verser les subventions aux communes, en cas de demande

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours
- démarrer les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- verser les subventions aux communes, en cas de demande

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'858'435	2'282'282	3'287'459	3'287'459	21%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 15'858'435 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique A.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

A - Formation

2011523 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - HES-SO

CR 0325 - Haute école spécialisée de Genève

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'300'000	2'601'925	3'050'000	3'050'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11523, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 15'300'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de la HES-SO Genève.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement des instruments scientifiques, des machines/gros outillage, des appareils audiovisuels et du mobilier et du matériel informatique (serveurs, salles de cours équipées d'ordinateurs dédiés à la DAO-CAO) selon les moyens alloués.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement des instruments scientifiques, des machines/gros outillage, des appareils audiovisuels et du mobilier et du matériel informatique (serveurs, salles de cours équipées d'ordinateurs dédiés à la DAO-CAO) selon les moyens alloués.

2011524 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - Université

CR 0326 - Université

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	59'950'000	9'673'643	12'623'200	11'790'300	20%	-832'900
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11524, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 59'950'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'université de Genève.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement d'un très grand nombre d'équipements utilisées dans le cadre des activités d'enseignement et de recherche.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement d'un très grand nombre d'équipements utilisés dans le cadre des activités d'enseignement et de recherche.

B Emploi

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre du programme suivant:

B01 Réinsertion des demandeurs d'emplois

Principaux projets et priorités pour 2017

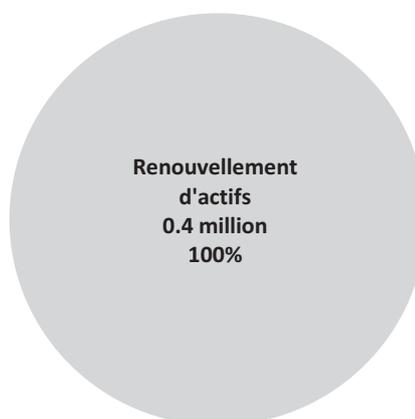
a) Bâtiments et constructions

Réaliser les travaux de transformation des locaux de l'office cantonal de l'emploi (OCE).

b) Equipements et Systèmes d'information et de communication

Renouveler le mobilier, les équipements et le parc informatique de l'OCE.
Assurer les évolutions des applications informatiques de l'OCE.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 0.4 million



B - Emploi

Crédit de renouvellement

2011516 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS

CR 0701 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	850'000	17'054	80'000	80'000	9%	0
Recettes	770'000	0	64'000	64'000	8%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11516, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'477'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé.

Une enveloppe de 850'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique B.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement du parc informatique et des applications métiers pour la part fédérale ainsi que du mobilier et des équipements de l'ensemble de l'Office cantonal de l'emploi (OCE).

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du parc et des applications informatiques ainsi que du mobilier et des équipements de l'Office cantonal de l'emploi (OCE).

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	855'620	3'263	171'124	171'124	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 855'620 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique B.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

B - Emploi

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	646'490	12'180	161'623	161'623	25%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 646'490 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique B.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

C Action sociale

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- C01 Accès à l'assurance maladie
- C02 Soutien à la famille
- C03 Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale
- C04 Protection des personnes adultes sous curatelle
- C05 Actions en matière d'asile et de migration

Principaux projets et priorités pour 2017

- a) Bâtiments et construction

Aucun projet particulier.

- b) Systèmes d'information et de communication

Renouveler le parc et les applications informatiques de l'Hospice général (HG).

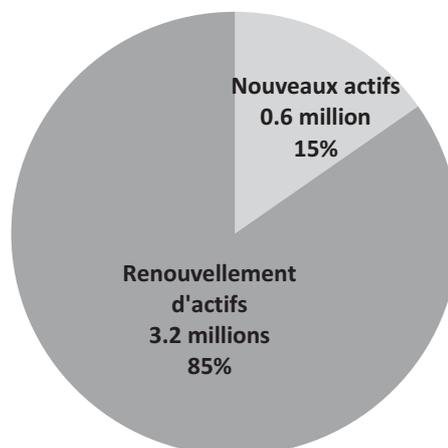
Déployer le module « eDossier Usager » de façon transversale à l'Hospice général.

Continuer les travaux de mise en place d'une solution de gestion électronique de documents à l'Hospice général.

Mettre en place une infrastructure sécurisée permettant la mise à disposition d'outils de mobilité à l'Hospice général.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 3.8 millions



C - Action sociale

Crédit d'ouvrage

1011608 - Informatique à l'hospice général (GED, environnement collaboratif et extranet)

CR 0714 - Direction générale de l'action sociale

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'500'000	0	1'145'000	575'000	23%	-570'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi votée le 04/12/2015, ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement de 2'500'000F pour les années 2015 à 2018 destiné à la mise en place d'une solution de gestion électronique de documents, d'un environnement collaboratif et d'un extranet à l'Hospice général.

Ce crédit d'investissement doit permettre le développement informatique de l'Hospice général.

Objectifs annuels 2017

- Déployer le module "eDossier Usager" de façon transversale à l'Hospice général (aussi bien pour les bénéficiaires de l'action sociale que pour les requérants d'asile).

- Adapter les applications de l'Hospice général de manière à intégrer les nouveaux processus reposant sur l'échange de documents électroniques et non plus physiques.

Objectifs annuels 2016

Commencer les travaux de mise en place d'une solution de gestion électronique de documents (GED), d'un environnement collaboratif et d'un extranet dans le cadre du développement du système d'information de l'Hospice général (HG).

Crédit de renouvellement

2011516 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS

CR 0701 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	700'000	41'847	140'000	140'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11516, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'477'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé.

Une enveloppe de 700'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique C.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de la direction générale de l'action sociale (DGAS) et des services rattachés.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de la direction générale de l'action sociale (DGAS) et des services rattachés.

C - Action sociale

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	4'537'565	379'430	434'765	395'109	9%	-39'656
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 4'537'565 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique C.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs, et quelques travaux mineurs de mises aux normes.

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs, et quelques travaux mineurs de mises aux normes.

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	4'389'345	89'239	1'055'086	1'055'086	24%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 4'389'345 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique C.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

C - Action sociale

2011526 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - Hospice général

CR 0714 - Direction générale de l'action sociale

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	7'240'000	1'076'248	1'200'000	1'600'000	22%	400'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11526, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'240'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements liés de l'Hospice général.

Objectifs annuels 2017

- Renouveler le parc bureautique (postes de travail) selon leur rythme d'obsolescence.
- Assurer l'entretien du socle applicatif en adaptant les applications d'aide sociale et des métiers de support.
- Finaliser le remplacement de l'infrastructure technique (projet Infra Evolutive).
- Mettre en place une infrastructure sécurisée nécessaire pour la mise à disposition d'outils de mobilité.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du parc et des applications informatiques de l'Hospice général (HG) et l'amélioration de son système d'information.

D Personnes âgées

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

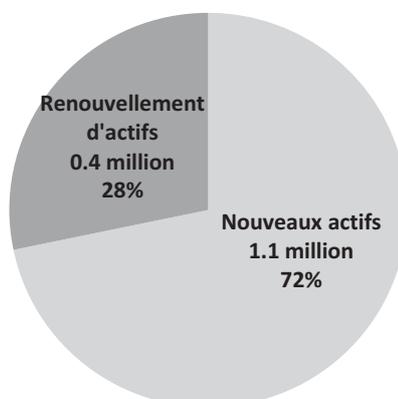
- D01 Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes âgées
- D02 Soutien financier individuel aux personnes âgées

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Entreprendre les travaux de transformation de l'EMS Nant d'Avril, immeuble propriété de l'Etat de Genève.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 1.5 million



D - Personnes âgées

Crédit d'ouvrage

1010309 - EMS Prieuré - Fondation Clair Bois - Subvention

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	28'214'000	23'402'580	4'093'220	1'076'920	4%	-3'016'300
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10309, votée le 14/11/2008, ouvrant un crédit global maximum au titre d'indemnité cantonale d'investissement de 28'214'000 F, comprenant une subvention de 8'284'000 F pour la Fondation Clair Bois, (création d'un foyer de 24 places) en faveur des jeunes enfants jeunes adultes IMC et une subvention de 19'930'000 F pour la reconstruction de l'EMS existant Le Prieuré.

Démolir et reconstruire l'EMS Le Prieuré à la Gradelle offrant une capacité de 144 lits (+43 lits supplémentaires).

Construire un nouveau foyer de 24 places en faveur de Clair Bois.

Objectifs annuels 2017

Payer le solde de la subvention.

Objectifs annuels 2016

Payer le solde de la subvention d'investissement correspondant à la fin des travaux.

Crédit de renouvellement

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	119'450	19'967	23'890	23'890	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 119'450 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique D.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue), par ex: transformation de l'EMS Nant d'Avril (Ch.Merdisel 30)

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

D - Personnes âgées

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction
générale des systèmes
d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'941'405	246'180	399'851	399'851	21%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 1'941'405 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique D.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

E Handicap

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- E01 Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées
- E02 Soutien financier individuel aux personnes handicapées

Principaux projets et priorités pour 2017

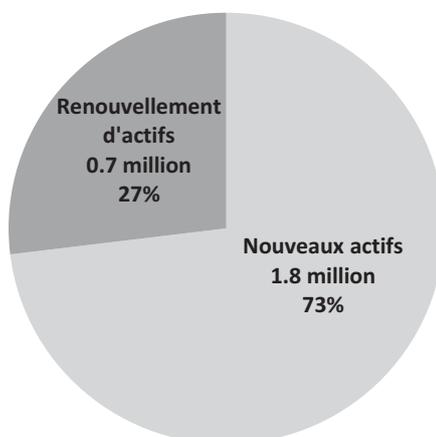
a) Bâtiments et constructions

Financer les travaux de transformation des bâtiments des Etablissements publics pour l'intégration (EPI) « La Combe » et « Thônex I ».

b) Équipements

Renouveler les équipements des ateliers en faveur des établissements pour personnes handicapées (EPH) et des établissements publics pour l'intégration (EPI).

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 2.5 millions



E - Handicap

Crédit d'ouvrage

1917004 - Subventions d'investissement aux EPI

CR 0714 - Direction
générale de l'action
sociale

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	9'170'450	0	0	1'834'090	20%	1'834'090
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit de 9'170'450 F au titre de subvention d'investissement aux EPI.

Objectifs annuels 2017

Commencer les travaux de transformation des bâtiments "La Combe" et "Thônex I", ainsi que ceux relatifs à l'évolution du système d'information des EPI.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011516 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS

CR 0701 - Secrétariat
général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'277'000	651'607	655'400	655'400	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11516, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'477'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé.

Une enveloppe de 3'277'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique E.

Objectifs annuels 2017

Verser les tranches annuelles de la subvention d'investissement destinée au renouvellement des équipements, du mobilier et de l'agencement des ateliers des établissements pour personnes handicapées (EPH) et des établissements publics pour l'intégration (EPI), selon les besoins exprimés et justifiés.

Objectifs annuels 2016

Verser les tranches annuelles de la subvention d'investissement destinée au renouvellement des équipements, du mobilier et de l'agencement des ateliers des établissements pour personnes handicapées (EPH) et des établissements publics pour l'intégration (EPI), selon les besoins exprimés et justifiés.

E - Handicap

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	102'470	0	20'494	20'494	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 03/09/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 102'470 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique E.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux : transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

F Environnement

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- F01 Protection de l'environnement
- F03 Gestion des eaux
- F04 Nature et paysage
- F05 Politique agricole

Principaux projets et priorités pour 2017

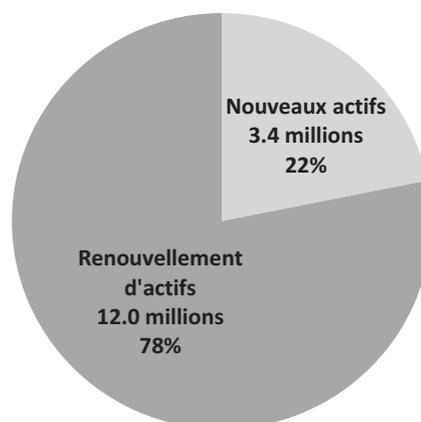
Poursuivre les études pour les besoins futurs de stockage en décharge contrôlée bioactive.

Effectuer les versements aux communes de la subvention autofinancée pour le renouvellement et l'adaptation du réseau secondaire.

Procéder à des travaux de régénération des chênaies et des biotopes forestiers, maintenir les actifs nécessaires à la gestion forestière et à la préservation de la biodiversité. Mettre en place les corridors biologiques.

Promouvoir les infrastructures agricoles durables en subventionnant des projets d'améliorations foncières et un programme de développement régional.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 15.3 millions



F - Environnement

Crédit d'ouvrage

1008269 - Etude nouvelle décharge bioactive

CR 0612 - Direction générale de l'environnement

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	780'000	245'091	207'733	207'733	27%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 8269, votée le 23/03/2001, ouvrant un crédit d'étude autofinancé de 780'000 F visant à assurer les besoins futurs de stockage en décharge contrôlée bioactive.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les investigations de détail du site sélectionné et définir l'avant-projet.

Objectifs annuels 2016

Finaliser la priorisation sur les dix sites présélectionnés par analyse multicritère et débiter les investigations de détail du site sélectionné.

1010850 - Infrastructures agricoles durables

CR 0614 - Direction générale de l'agriculture et de la nature

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'700'000	6'811'172	2'180'000	2'945'000	19%	765'000
Recettes	0	168'000	0	0		0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10850, votée le 24/02/2012, accordant une subvention d'investissement de 15'700'000 F en vue de la modernisation des infrastructures de production agricole.

Soutenir les investissements d'infrastructures agricoles permettant le développement d'une agriculture périurbaine compétitive, durable et respectueuse de l'environnement.

Les dépenses consenties par le canton permettent d'obtenir un soutien financier de la Confédération sous forme de subventions à redistribuer.

Objectifs annuels 2017

Subventionner à hauteur de 15 à 50% différentes mesures programmées dans le projet de développement régional (plateforme Genève Région Terre Avenir (GRTA), serres maraîchères, césures vertes et bleues) et une vingtaine d'ouvrages collectifs ou privés d'améliorations foncières.

Objectifs annuels 2016

Subventionner à hauteur de 15 à 50% différentes mesures programmées dans le projet de développement régional (plateforme Genève Région Terre Avenir (GRTA), serres maraîchères, césures vertes et bleues), une vingtaine d'ouvrages collectifs ou privés d'améliorations foncières ainsi que des ouvrages de protection des eaux (bioépuration).

F - Environnement

1011790 - Ouvrages de protection contre les dangers naturels

CR 0614 - Direction générale de l'agriculture et de la nature

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	4'800'000	0	0	200'000	4%	200'000
Recettes	1'469'340	0	0	100'000	7%	100'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11790, votée le 22/04/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 4'800'000 F destiné à financer des travaux de protection contre les dangers naturels.

Objectifs annuels 2017

Réaliser des études d'avant-projet, de projet de détail et de demande d'autorisation pour la confortation des mesures contre les glissements de terrains à Champel.

Mettre en place et remplacer les instruments de monitoring des mouvements de terrains (falaise, glissement et mur de soutènement).

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011515 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA

CR 0601 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	34'186'800	6'606'438	6'441'600	7'166'400	21%	724'800
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11515, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 51'504'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'environnement, des transports et de l'agriculture.

Une enveloppe de 34'186'800 F est prévue dans ce crédit pour divers investissements de la politique publique F qui comprend entre autres des dépenses nécessaires au renouvellement d'équipements spécifiques (faucheuses, équipements de laboratoires, cuverie du vignoble de l'État, matériel faune et pêche), au maintien des infrastructures existantes comme celles du patrimoine forestier et d'ouvrages du domaine de la renaturation.

Objectifs annuels 2017

Renouveler du matériel métier, procéder à des travaux de régénération des chênaies et des biotopes forestiers, maintenir les actifs nécessaires à la préservation de la biodiversité, renouveler des infrastructures portuaires et d'activités de plein air. Effectuer des travaux suite à des événements pluviométriques d'importance entraînant la crue de cours d'eau et pouvant provoquer des dégâts.

Objectifs annuels 2016

Renouveler du matériel métier, procéder à des travaux de régénération des chênaies et des biotopes forestiers, maintenir les actifs nécessaires à la préservation de la biodiversité, renouveler des infrastructures portuaires. Effectuer des travaux suite à des événements pluviométriques d'importance entraînant la crue de cours d'eau et pouvant provoquer des dégâts.

F - Environnement

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'633'269	28'854	669'076	342'188	13%	-326'888
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 2'633'269 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique F.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- travaux mineurs de mises aux normes

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- travaux mineurs de mises aux normes

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGS

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGS)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'468'210	415'750	466'303	466'303	19%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 2'468'210 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique F.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

F - Environnement

2011525 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - Communes

CR 0608 - Direction
générale de l'eau

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	20'000'000	4'000'000	4'000'000	4'000'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11525, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 20'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, concernant la subvention d'investissement de l'État de Genève au renouvellement et à l'adaptation du réseau secondaire des communes, autofinancé par la taxe d'épuration perçue par SIG.

Objectifs annuels 2017

Verser la tranche 2017 de la subvention d'investissement due aux communes conformément à l'article 124C, alinéa 1, de la loi sur les eaux (L 2 05).

Objectifs annuels 2016

Verser la tranche 2016 de la subvention d'investissement due aux communes.

G Aménagement et logement

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- G01 Accès au logement
- G02 Aménagement du territoire
- G03 Conformité des constructions et des chantiers
- G04 Géodonnées de référence et garantie des droits réels
- G05 Protection du patrimoine

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Logement (acquisitions & dotations)

Acquérir des parcelles, doter les fondations immobilières et participer au financement d'opérations afin de permettre la réalisation de logements d'utilité public (LUP) en vue d'atteindre l'objectif des 20% de LUP sur le parc locatif cantonal, fixé par la loi.

Octroyer des financements aux coopératives afin de mettre sur le marché de nouveaux logements et faciliter l'accès au logement coopératif.

b) Aménagement du territoire

Préparer le cadre opérationnel nécessaire à la réalisation des aménagements autour des interfaces CEVA.

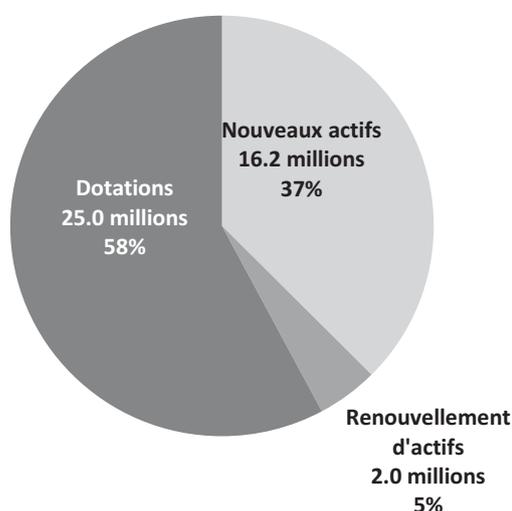
Participer avec les communes au développement urbain en permettant le financement d'infrastructures publiques liées à la réalisation de nouveaux logements

c) Équipements et autres investissements

Renouveler et compléter, d'une part le mobilier et les équipements y compris informatiques et, d'autre part, maintenir les applications informatiques des offices de l'urbanisme, du logement et de la planification foncière, du registre foncier et de la mensuration officielle, du patrimoine et des sites.

Pour le registre foncier, il s'agira de poursuivre les travaux de communication et de réquisitions électroniques; pour l'office de l'urbanisme, avec l'appui de la mensuration officielle, l'objectif est de réaliser les phases suivantes du référentiel projets urbains ainsi que le monitoring.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 43.2 millions



G - Aménagement et logement

Crédit d'ouvrage

1010460 - Construction de logements d'utilité publique - LUP II

CR 0506 - Office cantonal du logement et de la planification foncière

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	4'598'506	8'000'000	8'000'000		0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10460, votée le 14/05/2009, prévoyant l'attribution annuelle de 35'000'000 F à un fonds propre affecté pour la constitution d'un parc de LUP jusqu'à ce que dernier atteigne 20% du parc locatif cantonal.

Acquérir des terrains, construire, acquérir et gérer des logements d'utilité publique, financer toute opération destinée à concourir à la réalisation du parc de logements d'utilité publique par l'Etat ou, au moyen de dotations de l'Etat, par des fondations de droit public ou des communes. Le projet considéré ici porte sur une partie seulement des objectifs de la loi, soit l'acquisition de terrains et/ou DDP par l'Etat permettant à terme la réalisation de LUP.

L'attribution annuelle de 35 mios F au fonds a d'abord été financée par la loi 10008 ouvrant un crédit d'investissement de 300 mios F (LUP I : 1010008 & 3010008) jusqu'à son épuisement en 2015. La loi 10460 permet la continuité de la politique de constitution d'un parc de LUP en assurant le financement de l'attribution annuelle au fonds.

Le fonds peut bénéficier d'attributions financières supplémentaires au montant annuel de 35 mios F, pour autant qu'il soit compensé sur une durée de 5 ans. Tel a été le cas en 2014 avec une attribution de 45 mios F, ramenant le budget 2015 à 33 mios F (LUP I & LUP II, 2 mios F de moins de 2015 à 2019, sous réserve du solde disponible du fonds).

Objectifs annuels 2017

Acquérir des parcelles ou des DDP permettant de développer des logements d'utilité publique, notamment dans les grands périmètres d'urbanisation, pour environ 8'000 m2 de terrain.

Objectifs annuels 2016

Acquérir des parcelles ou des DDP permettant de développer des logements d'utilité publique, notamment dans les grands périmètres d'urbanisation, pour environ 8'000 m2 de terrain.

1011679 - Aménagement autour des interfaces CEVA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	658'470	0	658'470	358'470	54%	-300'000
Recettes	658'470	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11679, votée le 18/12/2015, ouvrant un crédit de 41'039'601 F, destiné à la mise en oeuvre de l'aménagement des nouveaux quartiers urbains autour des gares et haltes du réseau express régional, dont 30'508'863 F pour la politique publique G.

Ces aménagements doivent être prêts au moment de la mise en service ferroviaire du réseau express régional afin d'intégrer CEVA dans son tissu urbain. Cela permet également au canton de respecter ses engagements pris avec les sociétés de valorisation.

Ces aménagements comportent la création d'espaces publics et la mise en oeuvre de mesures visant à permettre le développement de l'urbanisation et les interconnexions avec les autres réseaux de transport.

Objectifs annuels 2017

Finaliser les démolitions commencées en 2016.

Entreprendre les démolitions de Peillonex 41 et Mousse 14.

Objectifs annuels 2016

Initier les démolitions prévues.

G - Aménagement et logement

CR 0515 - Office de l'Urbanisme

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	29'850'393	0	11'398'031	5'857'001	20%	-5'541'030
Recettes	5'229'843	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11679, votée le 18/12/2015, ouvrant un crédit de 41'039'601 F, destiné à la mise en oeuvre de l'aménagement des nouveaux quartiers urbains autour des gares et haltes du réseau express régional, dont 30'508'863 F pour la politique publique G.

Ces aménagements doivent être prêts au moment de la mise en service ferroviaire du réseau express régional afin d'intégrer CEVA dans son tissu urbain. Cela permet également au canton de respecter ses engagements pris avec les sociétés de valorisation.

Ces aménagements comportent la création d'espaces publics et la mise en oeuvre de mesures visant à permettre le développement de l'urbanisation et les interconnexions avec les autres réseaux de transport.

Objectifs annuels 2017

Finaliser l'ensemble des conventions et finaliser les modalités pour les prêts avec les opérateurs.

Réalisation du passage inférieur nord et études pour le passage inférieur central à Lancy Pont-Rouge.

Démarrage des travaux de la dalle supérieure à Carouge-Bachet.

Objectifs annuels 2016

Financer des prêts en faveur des bénéficiaires des droits à bâtir

Effectuer le préterrassment du secteur ouest (Eaux-Vives)

Commencer les accès logistiques à Lancy-Pont-Rouge (route d'accès et passages piétons)

Modifier les émergences à Carouge-Bachet.

1011941 - Contribution du canton au fond de développement urbain

CR 0501 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	20'000'000	0	0	2'000'000	10%	2'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 20'000'000 F au Fonds intercommunal pour le développement urbain pour le financement d'infrastructures publiques rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements.

Objectifs annuels 2017

Participer au développement urbain en collaboration avec l'ACG.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

G - Aménagement et logement

Crédit de renouvellement

2011514 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE

CR 0501 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	4'819'000	651'704	1'070'700	830'200	17%	-240'500
Recettes	325'000	303'897	65'000	65'000	20%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11514, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 5'156'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie.

Une enveloppe de 4'819'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique G.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre la mise à jour des données de la mensuration officielle, réaliser les travaux fixés dans la convention programme 2016-2019 avec la Confédération.

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements.

Acquérir les équipements pour passer à la numérisation des dossiers aux autorisation de construire.

Poursuivre la mise à jour des données de la mensuration officielle, réaliser les travaux fixés dans la convention programme et compléter les équipements de mesure et l'acquisition des ouvrages d'art en 3D. Renouveler l'orthophotographie.

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	781'690	29'555	28'172	558'172	71%	530'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 781'690 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique G.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- mettre en conformité diverses habitations louées

- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- mettre en conformité diverses habitations louées

- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

G - Aménagement et logement

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'017'350	157'691	633'088	633'088	21%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 3'017'350 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique G.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

G - Aménagement et logement

Dotations

3010460 - Construction de logements d'utilité publique - LUP II

CR 0506 - Office cantonal du logement et de la planification foncière

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	6'283'168	25'000'000	25'000'000		0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10460, votée le 14/05/2009, prévoyant l'attribution annuelle de 35'000'000 F à un fonds propre affecté pour la constitution d'un parc de LUP jusqu'à ce que dernier atteigne 20% du parc locatif cantonal.

Acquérir des terrains, construire, acquérir et gérer des logements d'utilité publique, financer toute opération destinée à concourir à la réalisation du parc de logements d'utilité publique par l'Etat ou, au moyen de dotations de l'Etat, par des fondations de droit public ou des communes. Le projet considéré ici porte sur une partie seulement des objectifs de la loi soit l'octroi de dotations permettant aux fondations de droit public et aux communes d'acquérir des terrains nus et/ou des immeubles ou de construire des logements d'utilité publique.

L'attribution annuelle de 35 mios F au fonds a d'abord été financée par la loi 10008 ouvrant un crédit d'investissement de 300 mios F (LUP I : 1010008 & 3010008) jusqu'à son épuisement en 2015. La loi 10460 permet la continuité de la politique de constitution d'un parc de LUP en assurant le financement de l'attribution annuelle au fonds.

Le fonds peut bénéficier d'attributions financières supplémentaires au montant annuel de 35 mios F, pour autant qu'il soit compensé sur une durée de 5 ans. Tel a été le cas en 2014 avec une attribution de 45 mios F, ramenant le budget 2015 à 33 mios F (LUP I & LUP II, 2 mios F de moins de 2015 à 2019, sous réserve du solde disponible du fonds).

Objectifs annuels 2017

Dans les limites de l'alimentation du fonds, doter les fondations immobilières de droit public et les communes pour acquérir des terrains, réaliser de nouveaux logements et/ou acquérir des logements existants :

FPLC : env. 10'000m2 de terrains.

FIDP : 165 logements pour nouveaux projets et/ou acquisition de logements existants.

Communes : 2'500 m2 de terrains et financer entre 1 et 3 projets.

Objectifs annuels 2016

Dans les limites de l'alimentation du fonds, doter les fondations immobilières de droit public et les communes pour acquérir des terrains, réaliser de nouveaux logements et/ou acquérir des logements existants :

FPLC : env. 10'000m2 de terrains.

FIDP : 165 logements pour nouveaux projets et/ou acquisition de logements existants.

Communes : 2'500 m2 de terrains et financer entre 1 et 3 projets.

H Sécurité et population

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- H01 Population, droit de cité et migration
- H02 Sécurité publique
- H05 Admission à la circulation routière et à la navigation
- H06 Exécution des poursuites et faillites
- H07 Privation de liberté et mesures d'encadrement
- H09 Sécurité civile et armée

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et construction

Poursuivre les travaux et les études liés à la relocalisation de la caserne des Vernets.
Achever les études concernant le nouvel établissement pénitentiaire Les Dardelles.
Réaliser le concours et démarrer les études pour le bâtiment administratif de la police internationale, le Centre de coopération policière et douanière franco-suisse (CCPD) et le centre de rapatriement à l'aéroport.

b) Systèmes d'information et de communication

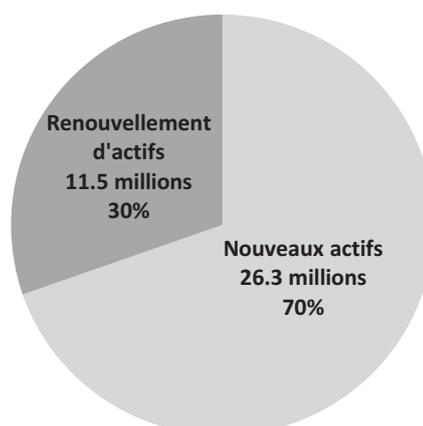
Poursuivre les travaux d'évolution des outils informatiques du service des contraventions afin d'améliorer le taux de recouvrement.
Poursuivre les travaux dans le cadre de la lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité.
Sous réserve de l'acceptation du projet de loi, démarrer les travaux permettant l'optimisation des prestations de l'office cantonal de la population et des migrations.
Mettre en place un nouvel outil de gestion des objets trouvés.
Poursuivre les travaux d'amélioration et de stabilisation de l'application de l'office des poursuites.
Migrer le système de communication et d'information de l'office des faillites sur la dernière version du logiciel.

c) Equipements

Poursuivre le renouvellement du mobilier, du matériel, des équipements spécifiques et des véhicules des différents offices.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 37.8 millions



H - Sécurité et population

Crédit d'ouvrage

1011254 - Les Dardelles (Brenaz III) - étude

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	16'500'000	1'013'052	10'000'000	10'286'948	62%	286'948
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11254, votée le 29/11/2013, ouvrant un crédit d'étude de 16'500'000 F pour la conception d'un établissement fermé d'exécution de sanctions pénales de 450 places, nommé Les Dardelles, sur le site pénitentiaire rive gauche. La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en juillet 2017.

Objectifs annuels 2017

Mise au point du marché et réalisation des études et instruction de la modification de zone.

Objectifs annuels 2016

Adjuger les travaux à une entreprise totale et démarrer les études nécessaires au vue de l'obtention de l'autorisation de construire.

1011272 - Brenaz +100 (extension de 100 places)

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	67'299'100	54'668'778	15'700'000	2'584'089	4%	-13'115'911
Recettes	32'000'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11272, votée le 08/11/2013, ouvrant un crédit de 69'954'000 F pour la construction et l'équipement d'un nouvel établissement de détention administrative. Il s'agit de l'agrandissement de l'établissement d'exécution de peines actuel (Brenaz 1, 68 places) de 100 places supplémentaires, ce qui portera le total des places à 168 (crédit de construction = 67'299'100 F). La mise en exploitation aura lieu début 2015.

Jusqu'à la mise en exploitation de l'établissement de 450 places (Pré-marquis) prévu en 2017, cet établissement prévu pour la détention administrative fonctionnera d'abord pour l'exécution de peines (2015 - 2017). La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en mars 2015.

Objectifs annuels 2017

Traiter les décomptes finaux et suivre la période de garantie.

Objectifs annuels 2016

Traiter les décomptes finaux et suivre la période de garantie.

H - Sécurité et population

CR 0405 - Office cantonal de la détention

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'352'520	1'205'611	800'000	200'000	9%	-600'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11272, votée le 08/11/2013, ouvrant un crédit de 69'954'000 F pour la construction et l'équipement d'un nouvel établissement de détention administrative. Il s'agit de l'agrandissement de l'établissement d'exécution de peines actuel (Brenaz 1, 68 places) de 100 places supplémentaires, ce qui portera le total des places à 168 (crédit d'équipement = 2'352'520 F). La mise en exploitation aura lieu début 2015.

Jusqu'à la mise en exploitation de l'établissement de 450 places (Pré-marquis) prévu en 2017, cet établissement prévu pour la détention administrative fonctionnera d'abord pour l'exécution de peines (2015 - 2017). La mise à disposition du bâtiment aux utilisateurs est prévue en mars 2015.

Objectifs annuels 2017

Terminer l'acquisition des équipements nécessaires au bon fonctionnement de la prison de la Brenaz (168 places), qui a été mise en exploitation en 2 phases en automne 2015 et au printemps 2016.

Objectifs annuels 2016

Acquérir les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la prison de la Brenaz (extension de 100 places et adaptation de la Brenaz 1), dont la mise en exploitation est prévue début printemps 2016.

1011578 - Relocalisation caserne des Vernets - Epeisses - études

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'905'000	30'138	1'900'000	885'000	30%	-1'015'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11578 votée le 16/04/2015, ouvrant un crédit d'étude de 2'905'00 F pour la réalisation de bâtiments pour le centre d'instruction d'aide en cas de catastrophe sur le site d'Epeisses contribuant à la libération du site des Vernets pour la construction de logements.

Objectifs annuels 2017

Dépôt et traitement du PL Investissement et instruction de l'autorisation de construire auprès de la Confédération.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre les études au vue de l'établissement du projet final avec le devis général et l'obtention de l'autorisation de construire.

H - Sécurité et population

1011579 - Relocalisation caserne des Vernets - Aire-la-Ville - études

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'390'000	10'605	800'000	390'000	28%	-410'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11579 votée le 16/04/2015, ouvrant un crédit d'étude de 1'390'000 F en vue de la transformation des infrastructures du centre de logistique civile et militaire d'Aire-la-Ville contribuant à la libération du site des Vernets pour la construction de logements.

Objectifs annuels 2017

Dépôt et traitement du PL Investissement et instruction de l'autorisation de construire auprès de la Confédération.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre les études au vue de l'établissement du projet final avec le devis général et l'obtention de l'autorisation de construire.

1011580 - Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	18'736'000	0	3'400'000	9'000'000	48%	5'600'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi votée le 16/04/2015, ouvrant un crédit d'ouvrage de 20'869'000 F pour la reconstruction d'un bâtiment de stationnement de troupe sur le site de Meyrin-Mategnin contribuant à la libération du site des Vernets pour la construction de logements. Un crédit de 18'736'000 F est prévu pour la construction.

Objectifs annuels 2017

Réalisation du gros-oeuvre et démarrage du second-oeuvre.

Objectifs annuels 2016

Selon issue du référendum.

H - Sécurité et population

1011686 - Aménagement du poste de police de la Servette

CR 0404 - Corps de police

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'150'000	0	500'000	650'000	57%	150'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11686 votée le 16/10/2015, ouvrant un crédit d'investissement de 1'395'000 F en vue de l'aménagement du poste de police de la Servette à la route de Meyrin. Les crédits prévus sont de 1'150'000 F pour l'équipement et 245'000 F pour l'informatique.

Objectifs annuels 2017

Terminer l'acquisition des équipements nécessaires au bon fonctionnement du poste de police de la Servette, qui a été mis en exploitation le 1er mai 2016.

Objectifs annuels 2016

Acquérir les équipements nécessaires au bon fonctionnement du poste de police de la Servette, dont la mise en exploitation est prévue courant 2016.

1011702 - Système d'information du service des contraventions

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'200'000	0	300'000	500'000	42%	200'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11702 votée le 29/01/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 1'200'000 F pour compléter les outils informatiques du service des contraventions, afin d'améliorer le taux de recouvrement de ses affaires.

Le code de procédure pénale attribue au service des contraventions le statut et les responsabilités d'autorité de poursuite pénale compétente en matière de contraventions.

Le projet de loi déposé au Grand-Conseil vise à améliorer encore les outils et en automatisant au mieux certaines activités chronophages, le service des contraventions pourra revoir son organisation et ré-allouer des forces de travail à des activités d'enquêtes, et donc au traitement d'un plus grand nombre d'affaires.

Objectifs annuels 2017

Réalisation de la prestation en ligne permettant aux citoyens de déclarer les détenteurs. Finaliser l'analyse détaillée des modifications apportant une meilleure efficacité au service des contraventions. Implémentation de l'interface vers le pouvoir judiciaire.

Objectifs annuels 2016

Être en conformité avec la réglementation en vigueur qui est en constante évolution.

Automatiser des processus pour libérer du personnel et l'assigner à d'autres tâches pour une performance supérieure.

Automatiser les flux d'information avec d'autres services de l'Etat pour en accroître l'efficacité et la fiabilité

Prendre en compte des recommandations SAI

H - Sécurité et population

1011788 - Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'200'000	0	0	500'000	42%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11788, votée le 22/04/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 1'200'000 F pour la lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité.

Objectifs annuels 2017

Mettre en place l'infrastructure de stockage de masse, réaliser l'analyse détaillée de la solution pour le SPEC, mettre en place l'infrastructure pour la solution de décryptage et de recherche numérique, procéder à l'acquisition de logiciels spécialisés pour les nouveaux collaborateurs de la Brigade de Criminalité Informatique (BCI).

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011942 - Bâtiment PI, SARA 50, CCPD - étude

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'233'230	0	0	500'000	15%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit d'étude de 3'233'230 F en vue de la construction d'un bâtiment administratif pour la Police Internationale, du Centre de Coopération policière et douanière franco-suisse (CCPD), ainsi que d'un centre rapatriement à l'aéroport de 50 places sur le site de Bois-Brulé, commune du Grand-Saconnex.

Objectifs annuels 2017

Réalisation du concours et démarrage des études.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

H - Sécurité et population

1011945 - Optimisation des prestations de l'OCPM

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'330'000	0	0	810'000	35%	810'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 2'330'000 F pour l'optimisation des prestations de l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM).

Objectifs annuels 2017

Sous réserve du vote et du démarrage mi 2017, les objectifs sont de terminer la phase d'initialisation du projet avec la mise en place de l'organisation et la description précise du périmètre ainsi que le démarrage de la phase de conception (recherche de solution et définition de l'architecture)

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011511 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF

CR 0221 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	500'000	16'400	130'000	80'000	16%	-50'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11511, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 2'500'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département des finances.

Une enveloppe de 500'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique H pour divers investissements liés des offices de poursuites et faillites.

Objectifs annuels 2017

Renouveler le mobilier et les équipements des offices des poursuites et faillite. Compléter l'adaptation des installations de caisses utilisées pour le public de l'office des poursuites.

Objectifs annuels 2016

Renouveler le mobilier et les équipements des offices des poursuites et faillite. Compléter l'adaptation des installations de caisses utilisées pour le public de l'office des poursuites.

H - Sécurité et population

2011513 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE

CR 0401 - Présidence,
secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	18'799'500	3'279'264	4'225'000	3'566'000	19%	-659'000
Recettes	650'000	0	0	650'000	100%	650'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11513, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 26'185'570 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de la sécurité et de l'économie.

Une enveloppe de 18'799'500 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique H.

Objectifs annuels 2017

Renouveler le mobilier, le matériel, les équipements spécifiques et les véhicules des différents offices.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre et procéder aux renouvellements du mobilier, matériel, équipements spécifiques et des véhicules à la police, l'OCPM, l'OCD et l'OCPPAM. Pour ce dernier, entretenir également les barrages antipollutions.

2011515 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA

CR 0601 - Secrétariat
général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	192'000	34'683	38'400	38'400	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11515, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 51'504'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'environnement, des transports et de l'agriculture.

Une enveloppe de 192'000 F est prévue dans ce crédit pour divers investissements de la politique publique H qui comprend entre autres l'acquisition et le renouvellement de matériel et mobilier nécessaires à la direction générale des véhicules.

Objectifs annuels 2017

Renouveler les équipements de la halle technique et le mobilier de la direction générale des véhicules.

Objectifs annuels 2016

Renouveler les équipements de la halle technique et le mobilier de la direction générale des véhicules.

H - Sécurité et population

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	35'706'710	2'672'431	9'654'609	6'354'084	18%	-3'300'525
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 35'706'710 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique H.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours (pénitentiaire, police)
- poursuivre les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours (pénitentiaire, police)
- démarrer les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	7'378'260	1'372'029	1'426'240	1'426'240	19%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 7'378'260 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique H.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

I Justice

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre du programme suivant:

I01 Pouvoir judiciaire

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Poursuivre les travaux d'adaptation et d'entretien des surfaces mises à disposition du pouvoir judiciaire.

Réaliser les travaux d'assainissement dans les locaux les plus anciens, l'actuel Palais de justice ayant été considéré comme une priorité dans l'ordre des bâtiments de l'État à assainir.

b) Systèmes d'information et de communication

Mise en œuvre d'une GED métier en lien avec l'application de gestion des procédures judiciaires.

Consolidation de la chaîne d'exécution des décisions pénales et interfaçage de l'application métier du PJ avec les applications informatiques des partenaires étatiques et non étatiques.

c) Equipements

Poursuivre l'aménagement des places de travail et des espaces communs de la justice.

Adapter ergonomiquement les bureaux pour deux juridictions par année.

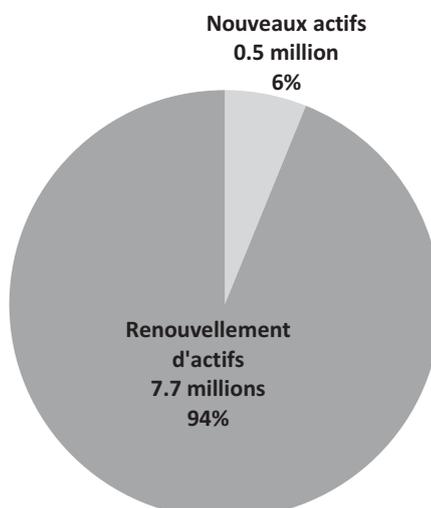
Améliorer le niveau de sécurité des bâtiments et des salles d'audiences, ainsi que la circulation des différents publics, notamment par l'acquisition d'outils de contrôle.

Equiper les locaux d'archives.

Aménager les surfaces relais mises à disposition dans le cadre de la rénovation de l'actuel Palais de justice.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 8.2 millions



I - Justice

Crédit d'ouvrage

1914007 - Nouveau Palais de justice - Etude

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	11'000'000	0	0	500'000	5%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'étude de 11'000'000 F pour la réalisation du nouveau palais de justice.

Objectifs annuels 2017

Finaliser l'étude de faisabilité et d'implantation.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011519 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - PJ

CR 1401 -
Administration du
Pouvoir judiciaire

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	10'000'000	1'284'578	2'212'500	2'212'500	22%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11519, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 10'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du pouvoir judiciaire.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre l'adaptation des applications informatiques conformément à la priorisation de la commission des systèmes d'information du pouvoir judiciaire (COMSIC).

Acquérir les équipements pour l'aménagement des places de travail, salles d'audiences et d'attentes, ainsi que pour la sécurité et l'archivage. Intégrer les coûts indirects liés à l'assainissement du Palais de justice en vieille ville.

Objectifs annuels 2016

En matière de système d'information, poursuivre l'adaptation des applications conformément à la priorisation de la COMSIC du pouvoir judiciaire, en application du ROGSIC.

Acquérir les nouveaux équipements nécessaires à l'aménagement des places de travail, notamment liés à l'assainissement des bâtiments de l'actuel Palais de justice programmé par l'OBA et des déménagements qui en découleront.

I - Justice

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	23'833'740	401'295	3'161'263	5'470'470	23%	2'309'207
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 23'833'740 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique I.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- Poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours
- démarrer les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- Poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours
- démarrer les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

J Mobilité

Description succincte

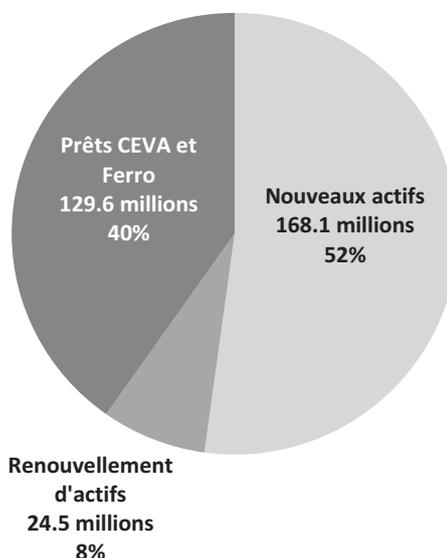
Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- J01 Transports et mobilité
- J02 Infrastructures routières et de transports publics

Principaux projets et priorités pour 2017

Poursuivre la réalisation de la liaison ferroviaire CEVA.
Poursuivre les études et procédures pour le tram Saint-Julien, le Bus à haut niveau de service (BHNS) des Grands-Esserts et adaptation des lignes de trams pour les interfaces CEVA.
Démarrer les travaux de l'interface du tram à Moillesulaz et poursuivre la modification sur le secteur Eaux-Vives.
Verser la quatrième tranche de subvention pour la construction du dépôt TPG "En Chardon".
Poursuivre les études sur le développement du réseau ferroviaire (loi H 1 60) dans le cadre du programme Léman 2030 et les études sur la gare Cornavin tenant compte du choix d'un développement en souterrain.
Poursuivre les travaux permettant le passage à la cadence au ¼ d'heure de l'offre ferroviaire entre Genève et Coppet (construction des points de croisement de Mies (VD) et de Chambésy).
Poursuivre les études et réalisations concernant les infrastructures cantonales de transport issues du projet d'agglomération de première génération: réaménagement des interfaces de la ligne CEVA, route des Nations, route des Communaux d'Ambilly, route Suisse, requalification d'espaces publics et mesure d'accompagnement paysagère.
Poursuivre les études des nouvelles liaisons routières entre la route de Saconnex-d'Arve et Pierre-Grand (secteur Genève-Sud).
Continuer l'assainissement des nuisances sonores des routes cantonales.
Démarrer la réalisation des mesures d'accompagnement du barreau routier Mon-Ideée - Communaux-d'Ambilly (MICA).
Déploiement de la technologie TOSA sur une ligne pilote des Transports publics genevois.
Poursuivre les études du projet d'aménagement des infrastructures de mobilité du quartier de l'Etang.
Poursuivre la réalisation des aménagements cyclables du Plan d'actions de la mobilité douce.
Mener les études de réalisation concernant les mesures du projet d'agglomération de deuxième génération: barreau routier de Bernex Nord, requalification de la route de Chêne, 2^e étape de la requalification de la route Suisse, réorganisation du réseau routier dans le secteur du PAV.
Déploiement d'une nouvelle régulation lumineuse sur des carrefours à feux, d'une centrale régionale de gestion du trafic et mise en conformité de la signalisation directionnelle.
Poursuivre les travaux d'entretien et le renouvellement des infrastructures en faveur de la mobilité du réseau cantonal afin d'en assurer la sécurité et son utilisation pour les piétons, les cyclistes, les transports publics et le trafic motorisé.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 322.2 millions



J - Mobilité

Crédit d'ouvrage

1000150 - Construction lignes de tramways (H 1 50)

CR 0603 - Direction
générale des
transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	7'600'000	23'282'722	1'700'000	2'630'000	35%	930'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 50, votée le 17/03/1988. L'ensemble des modes de transports collectifs et semi-collectifs est organisé de manière à offrir un réseau complet au service des déplacements des personnes. D'entente avec les entreprises exploitant des lignes de transports publics, le Conseil d'Etat établit un plan directeur du réseau qui détermine son évolution pour une période pluriannuelle.

Renforcer le réseau des transports publics dans le but d'améliorer la desserte urbaine, régionale et transfrontalière de l'agglomération et de façon à augmenter significativement la capacité d'accueil. Développer des lignes de tramway par étapes, partout où cela est possible en site protégé, tout en réservant des possibilités d'extension aux extrémités et d'interconnexion de lignes supplémentaires.

Objectifs annuels 2017

Extension du tram vers Saint-Julien: lever les oppositions pour obtenir la décision d'approbation des plans (DAP) sur le tronçon Palettes-Ziplo.

Aménagements des interfaces sur l'axe du Léman Express: obtenir la DAP sur le secteur Eaux-Vives.

Tram Nations-Grand-Saconnex: désigner les mandataires pour la phase d'avant-projet.

Rebroussement du tram à Rive: poursuivre les études.

Objectifs annuels 2016

Extension du tram vers Saint-Julien: déposer le dossier actualisé en procédure d'approbation des plans (PAP) et obtenir la décision d'approbation des plans (DAP).

Section Palettes-Ziplo: lever les oppositions en vue du démarrage des travaux fin 2017.

Aménagements des interfaces sur l'axe du Léman Express: obtenir les DAP.

Extension du tram à Bernex: finaliser les levées d'opposition.

J - Mobilité

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'572'612'000	1'048'028'373	13'430'000	18'000'000	1%	4'570'000
Recettes	353'570'070	354'698'454	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 50, votée le 17/03/1988. L'ensemble des modes de transports collectifs et semi-collectifs est organisé de manière à offrir un réseau complet au service des déplacements des personnes. D'entente avec les entreprises exploitant des lignes de transports publics, le Conseil d'Etat établit un plan directeur du réseau qui détermine son évolution pour une période pluriannuelle.

Renforcer le réseau des transports publics dans le but d'améliorer la desserte urbaine, régionale et transfrontalière de l'agglomération de façon à augmenter significativement la capacité d'accueil. Développer des lignes de tramway par étape, partout où cela est possible en site protégé, tout en réservant des possibilités d'extension aux extrémités et d'interconnexion de lignes supplémentaires.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les projets de modification des infrastructures tramway en lien avec le CEVA (Léman Express).

Poursuivre les études de réalisation du bus à haut niveau de service (BHNS) des Grands-Esserts.

Objectifs annuels 2016

Poursuite de la construction de l'aiguillage de la route de Meyrin pour le dépôt TPG sur le site En Chardon.

Début de la réalisation des modifications des infrastructures tramway en lien avec le CEVA (Léman Express).

Etudes de réalisation du bus à haut niveau de service (BHNS) des Grands-Esserts.

1000160 - Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)

CR 0603 - Direction
générale des transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	40'115'000	11'465'711	3'973'872	3'509'147	9%	-464'725
Recettes	32'510'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi LDIF-GE (rsGE H 1 60), votée le 27/01/2011, sur le développement des infrastructures ferroviaires.

Favoriser le développement de l'offre et des infrastructures ferroviaires bénéficiant et susceptibles de bénéficier de financements fédéraux, notamment dans le cadre du nouveau Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) suite à l'entrée en vigueur du Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF).

Financer la participation cantonale aux différents projets sous forme de subventions ou de prêts remboursables sous conditions.

Une mise à jour de cette loi est en cours de traitement dans le cadre du projet de loi 11912 ouvrant un crédit d'étude et d'investissement de 425'280'000 F relatif à l'extension de capacité du noeud ferroviaire de Genève.

L'objectif est d'actualiser la loi existante avec les nouvelles bases légales fédérales et l'étape 2025 du programme de développement stratégique (PRODES) qui prévoit notamment le financement fédéral de l'extension de capacité du noeud de Genève (gare souterraine à Cornavin).

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les études d'avant-projet sur l'extension de capacité du noeud de Genève.

Objectifs annuels 2016

Démarrer la phase d'avant-projet: lancer l'appel d'offres et désigner le mandataire dans le cadre de la conception du projet d'extension de la gare Cornavin.

J - Mobilité

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	8'581'000	2'250'000	3'126'651	2'761'004	32%	-365'647
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi LDIF-GE (rsGE H 1 60), votée le 27/01/2011, sur le développement des infrastructures ferroviaires. Favoriser le développement de l'offre et des infrastructures ferroviaires bénéficiant et susceptibles de bénéficier de financements fédéraux, notamment dans le cadre du nouveau Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) suite à l'entrée en vigueur du Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF).

Financer la participation cantonale aux différents projets sous forme de subventions ou de prêts remboursables sous conditions.

Une mise à jour de cette loi est en cours de traitement dans le cadre du projet de loi 11912 ouvrant un crédit d'étude et d'investissement de 425'280'000 F relatif à l'extension de capacité du noeud ferroviaire de Genève.

L'objectif est d'actualiser la loi existante avec les nouvelles bases légales fédérales et l'étape 2025 du programme de développement stratégique (PRODES) qui prévoit notamment le financement fédéral de l'extension de capacité du noeud de Genève (gare souterraine à Cornavin).

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les travaux de construction du point de croisement de Chambésy et du poste d'enclenchement de Versoix.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre la réalisation sous le pilotage de la direction générale des transports (DGT) du projet de mise en cadence au 1/4 d'heure Coppet-Genève.

1000170 - Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)

CR 0515 - Office de
l'Urbanisme

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	68'438'860	9'148'873	80'000	8'659'000	13%	8'579'000
Recettes	0	40'000	0	1'885'000		1'885'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 70, votée le 31/01/2011, sur les infrastructures de transport issues du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

La présente loi a pour but de mettre en oeuvre la réalisation sur le territoire cantonal des mesures d'infrastructure issues du Projet d'agglomération.

Objectifs annuels 2017

Débuter les travaux de réalisation des 3 haltes CEVA (mesure 10-3) : Lancy-Pont-Rouge, Carouge-Bachet et Chêne-Bourg. Pour cette dernière, les travaux seront engagés fin 2017.

Demandes de versements à percevoir de la confédération pour les haltes Lancy-Pont-Rouge et Carouge-Bachet suivant l'Accord sur les prestations et les conventions de financement signées avec l'OFROU (totalité des recettes).

Objectifs annuels 2016

Les études des interfaces CEVA seront finalisées en 2016 afin d'obtenir les autorisations de construire nécessaires pour leur réalisation.

J - Mobilité

CR 0603 - Direction générale des transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'990'000	0	890'000	1'828'000	61%	938'000
Recettes	0	0	363'347	0		-363'347

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 70, votée le 31/01/2011, sur les infrastructures de transport issues du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

La présente loi a pour but de mettre en oeuvre la réalisation sur le territoire cantonal des mesures d'infrastructure issues du Projet d'agglomération.

Objectifs annuels 2017

Renforcer la mobilité douce sur les pénétrantes cyclables de la Ville de Genève (divers aménagements de sécurisation, marquages au sol et signalisation directionnelle) : mesure 30-5 et mesure 35-6

Objectifs annuels 2016

Renforcer la mobilité douce sur les pénétrantes cyclables de la Ville de Genève (divers aménagements de sécurisation, marquages au sol et signalisation directionnelle).

Percevoir les subventions fédérales pour cette mesure.

CR 0611 - Direction générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	199'585'000	13'430'205	30'230'000	31'541'000	16%	1'311'000
Recettes	51'020'000	1'045'294	1'612'774	1'819'000	4%	206'226

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 70, votée le 31/01/2011, sur les infrastructures de transport issues du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

La présente loi a pour but de mettre en oeuvre la réalisation sur le territoire cantonal des mesures d'infrastructure issues du Projet d'agglomération.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre la réalisation d'une liaison piétonne souterraine entre la halte CEVA de Champel-Hôpital et l'avenue de Beau-Séjour.

Engager les travaux de génie civil de la Place des Particules (route de Meyrin - CERN).

Débuter les travaux d'aménagement sur la route des Communaux d'Ambilly.

Poursuivre le projet d'exécution, adjudication et début des travaux de la route des Nations.

Objectifs annuels 2016

Pour les interfaces CEVA, finaliser les projets, adjudication des travaux et ouverture des premiers chantiers de réalisation.

Poursuivre la réalisation de la Place des Particules (route de Meyrin - CERN).

Débuter les travaux pour la liaison piétonne souterraine Champel-Hôpital.

Poursuivre le projet d'exécution, adjudication des travaux et premiers travaux préparatoires pour la route des Nations.

J - Mobilité

CR 0614 - Direction générale de l'agriculture et de la nature

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	14'000'000	569'877	1'511'000	4'000'000	29%	2'489'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi H 1 70, votée le 31/01/2011, sur les infrastructures de transport issues du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

La présente loi a pour but de mettre en oeuvre la réalisation sur le territoire cantonal des mesures d'infrastructure issues du Projet d'agglomération.

Objectifs annuels 2017

Acquisition foncière pour la Mesure d'accompagnement paysager (MAP) du futur parc agro-urbain de Bernex.

Démarrer le projet MAP14 pont biologique sur la A40 (sud de Genève-pied du Salève).

Poursuivre les travaux d'aménagement du cheminement paysager matérialisant l'amélioration du paysage de la MAP Foron.

Réaliser un passage à faune sous la route de Monniaz en partenariat avec la commune de Jussy.

Objectifs annuels 2016

Lancer l'étude de projet d'exécution du pont biologique A40 (sud du canton de Genève-pied du Salève).

Poursuivre la mise en oeuvre des projets de la mesure d'accompagnement paysagère du Foron: dépôts d'autorisations de construire et phases d'exécution au lieu-dit "Mapraz", à l'aval de Moillesulaz pour l'aménagement d'un belvédère et au centre de la commune de Thônex pour la pose de signalétique.

1008644 - Mesures OPB

CR 0611 - Direction générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	85'000'000	37'644'063	13'000'000	14'800'000	17%	1'800'000
Recettes	21'500'000	11'040'884	1'900'000	1'900'000	9%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 8644, votée le 28/03/2003, ouvrant un crédit d'investissement de 85'000'000 F sur une période de 11 ans (2002-2012) avec subvention pour les études et les mesures d'assainissement des nuisances sonores des routes cantonales et nationales.

Assainir les nuisances sonores des routes cantonales et nationales en application de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) du 7 octobre 1983 et de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) du 15 décembre 1986.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les études et la mise en place des mesures préconisées pour 2017, notamment par la pose d'enrobés phono-absorbants, la modération de trafic, les murs antibruit, pour assainir les tronçons des routes du réseau cantonal selon le programme pluriannuel et la convention de programme entre l'État de Genève et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

Objectifs annuels 2016

Poursuivre les études et la mise en place des mesures préconisées pour 2016, notamment par la pose d'enrobés phono-absorbants, la modération de trafic, les murs antibruit, pour assainir les tronçons de route du réseau cantonal selon le programme pluriannuel et la convention de programme entre l'État de Genève et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

J - Mobilité

1010834 - Dépôt TPG En Chardon

CR 0603 - Direction
générale des
transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	150'000'000	27'392'866	30'000'000	30'000'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10834, votée le 15/03/2012, ouvrant une subvention d'investissement de 150'000'000 F pour la construction du dépôt « En Chardon » au profit des Transports publics genevois (TPG).

Objectifs annuels 2017

Verser la subvention selon l'avancement des travaux.

Objectifs annuels 2016

Verser la troisième tranche de subvention pour la phase des travaux de terrassement et gros-oeuvre.

1011310 - Etudes liaisons L1 & L2 dans le secteur Genève-Sud

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'331'000	569'782	600'000	162'000	12%	-438'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11310, votée le 27/06/2014, ouvrant un crédit d'étude de 1'331'000 F en vue de mener les études d'une liaison entre la route de Saconnex-d'Arve et la route d'Annecy, dite L1, et d'une liaison entre la route d'Annecy et la route de Pierre-Grand, dite L2, dans le cadre des projets d'infrastructures de mobilité dans le secteur de Genève-Sud.

Objectifs annuels 2017

Boucler le dossier d'avant-projet.

Objectifs annuels 2016

Finaliser les études d'avant-projets pour les liaisons L1 et L2 et leurs mesures d'accompagnement. Choix de la variante enterrée ou en surface et dépôt d'une demande de crédit de réalisation.

J - Mobilité

1011679 - Aménagement autour des interfaces CEVA

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	10'018'866	0	60'000	545'000	5%	485'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11679, votée le 18/12/2015, ouvrant un crédit de 41'039'601 F, destiné à la mise en oeuvre de l'aménagement des nouveaux quartiers urbains autour des gares et haltes du réseau express régional, dont 10'530'738 F pour la politique publique J.

Ces aménagements doivent être prêts au moment de la mise en service ferroviaire du réseau express régional afin d'intégrer CEVA dans son tissu urbain. Permet au canton de respecter ses engagements pris avec la société de valorisation.

Aménagements comportant la création d'espaces publics et la mise en oeuvre de mesures visant à permettre le développement de l'urbanisation ainsi que des interconnexions avec les autres réseaux de transport.

Objectifs annuels 2017

Etude des mesures de mobilité à la route de la Chapelle.

Poursuivre les études sur les accès logistiques de Lancy-Pont-Rouge en lien avec le Plan localisé de quartier (PLQ) de Lancy-Pont-Rouge (voie d'accès 1 et 2).

Objectifs annuels 2016

Débuter les études sur les accès logistiques à Lancy-Pont-Rouge (route d'accès et passages piétons)

1011690 - Route de Challex

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'935'000	0	1'160'000	2'735'000	70%	1'575'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11690, votée le 18/12/2015, ouvrant un crédit d'investissement de 3'935'000 F pour le déplacement d'un tronçon de la route de Challex (RC 86).

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les travaux de génie civil et mettre en service.

Objectifs annuels 2016

Débuter et finaliser le projet d'exécution.

Débuter la réalisation du projet autorisé.

J - Mobilité

1011691 - Requalification de la route Suisse à Versoix

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	24'800'000	0	3'480'000	5'600'000	23%	2'120'000
Recettes	2'792'000	0	0	233'000	8%	233'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11691, votée le 02/06/2016, ouvrant un crédit de 24'800'000 F pour la requalification de la route Suisse à Versoix (mesure 52-1 du Projet d'agglomération).

Objectifs annuels 2017

Débuter les travaux de génie civil dès la signature de la convention de financement entre la Confédération et le Canton.

Percevoir les recettes de la Confédération sur la base d'un décompte.

Finaliser le projet de signalisation.

Objectifs annuels 2016

Finaliser la convention de financement avec l'Office fédéral des routes (OFROU) et le projet d'exécution. Débuter la réalisation du projet autorisé.

1011692 - MIMRCA - Mesures d'infrastructures autour du maillon routier des Communaux d'Ambilly

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	23'450'000	0	3'000'000	13'000'000	55%	10'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11692, votée le 29/01/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 23'450'000 F pour la réalisation des mesures d'infrastructures autour du maillon routier des Communaux d'Ambilly.

Objectifs annuels 2017

Débuter les travaux d'aménagement.

Finaliser le projet de signalisation.

Lancer l'étude des mesures de compensations forestières et d'aménagements paysagers.

Objectifs annuels 2016

Débuter et finaliser le projet d'exécution.

J - Mobilité

1011720 - TOSA

CR 0603 - Direction
générale des
transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses						
Recettes	3'400'000	0	2'000'000	900'000	26%	-1'100'000

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11720, votée le 04/12/2015, ouvrant un crédit d'investissement de 15'000'000 F pour le déploiement de la technologie TOSA (système d'alimentation électrique des trolleybus sans lignes de contact) sur une ligne pilote des Transports publics genevois.

Objectifs annuels 2017

Prevoir la subvention octroyée par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN).

Objectifs annuels 2016

Début de la mise en oeuvre des infrastructures.

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'000'000	0	7'200'000	7'800'000	52%	600'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11720, votée le 04/12/2015, ouvrant un crédit d'investissement de 15'000'000 F pour le déploiement de la technologie TOSA (système d'alimentation électrique des trolleybus sans lignes de contact) sur une ligne pilote des Transports publics genevois.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre la construction des infrastructures TOSA.

Objectifs annuels 2016

Début de la mise en oeuvre des infrastructures.

J - Mobilité

1011758 - Mesures d'accompagnement au développement du quartier de l'Etang

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	16'299'000	0	478'000	500'000	3%	22'000
Recettes	3'499'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi votée le 29/01/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 11'989'000 F pour l'aménagement des infrastructures de mobilité nécessaires au développement du quartier de l'Etang et un crédit au titre de subvention d'investissement de 4'310'000 F versés aux CFF destiné à la reconstruction et la conservation du pont CFF franchissant le chemin Philibert-de-Sauvage à Vernier.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les études du projet.
Déposer la demande d'autorisation de construire.
Suivre les travaux ferroviaires.

Objectifs annuels 2016

Appel d'offres mandataires et début de l'avant-projet.

1011791 - Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 80

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	7'835'000	0	800'000	1'000'000	13%	200'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi 11791, déposé le 16/12/2015, ouvrant un crédit d'investissement de 8'000'000 F pour la réalisation d'aménagements inscrits dans le Plan d'actions de la mobilité douce 2015-2018.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre la réalisation des aménagements cyclables du Plan d'actions de la mobilité douce, en coordination avec les travaux d'assainissement du bruit routier.

Objectifs annuels 2016

Réaliser les aménagements cyclables du Plan d'actions de la mobilité douce en coordination avec les travaux d'assainissement du bruit routier.

J - Mobilité

1011863 - Projet d'agglomération de deuxième génération

CR 0122 - Direction générale de l'extérieur

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	270'610'000	0	0	7'800'000	3%	7'800'000
Recettes	21'690'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi 11863, déposé le 23/03/2016, ouvrant des crédits d'étude et d'investissement de 187'970'000 F et un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 82'640'000 F relatifs à la mise en oeuvre du projet d'agglomération de deuxième génération (PA2).

Dans l'attente du vote du PL, la totalité du crédit est affecté de manière provisoire sur le centre de responsabilité du service des affaires extérieures et fédérales, responsable de la coordination du projet. Dès le vote du PL, les crédits y relatifs seront imputés sur les directions générales et offices responsables de la mise en oeuvre opérationnelle des projets, à savoir l'office de l'urbanisme (DALE), la direction générale des transports (DETA), la direction générale du génie civil (DETA) et la direction générale de l'agriculture et de la nature (DETA).

Objectifs annuels 2017

Débuter la mise en oeuvre du PA2 sur le territoire avec le démarrage de 16 projets (mobilité et paysage) pour un total de 7,8 millions F dont les principaux sont :

- 34-8 Barreau nord (1.31 Mio F)
- 36-1-17 Requalification de la route de Chêne (1.42 Mio F)
- 30-29 Espaces publics Cornavin (0.20 Mio F)
- MAP7-02 Connexions biologiques bois de Jussy (0.77 Mio F)

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016

1011868 - Aménagements routiers et centrale régionale de trafic (PARR)

CR 0603 - Direction générale des transports

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	50'000'000	0	0	11'000'000	22%	11'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi 11868, déposé le 23/03/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 50 000 000 F pour la réalisation de mesures d'exploitation inscrites dans le plan d'actions du réseau routier 2015-2018.

Objectifs annuels 2017

Nouvelle régulation lumineuse de carrefours à feux: remplacer le matériel obsolète et reprogrammer les contrôleurs de carrefours (5.6 Mio F).

Centrale régionale de gestion du trafic: finaliser l'infomobilité et adapter les infrastructures souterraines (4.4 Mio F).

Schéma directeur du jalonnement: mettre en conformité la signalisation directionnelle avec le schéma directeur (1 Mio F).

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

J - Mobilité

1917001 - Jonction autoroutière de Lancy et infrastructures Genève Sud

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	79'100'000	0	0	200'000	0%	200'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'investissement de 79'100'000 F pour la réalisation de la jonction autoroutière de Lancy et le développement des infrastructures de Genève Sud.

Objectifs annuels 2017

Dès la validation de l'avant-projet, élaborer un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement. Établir un appel d'offre pour les mandataires pluridisciplinaires pour les études et la réalisation.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011515 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA

CR 0601 - Secrétariat
général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'353'600	4'440'200	2'936'800	3'160'000	21%	223'200
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11515, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 51'504'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'environnement, des transports et de l'agriculture.

Une enveloppe de 15'353'600 F est prévue dans ce crédit pour divers investissements de la politique publique J qui comprend spécifiquement le renouvellement, l'adaptation et le remplacement d'équipements de signaux lumineux, de sécurité routière et de signalisation routière.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement et la modernisation des signaux lumineux et de la signalisation routière (pont de Carouge, ondes vertes: U Lacustre et route de Malagnou, rue du Fort-Barreau, adapter la signalisation lumineuse pour les deux-roues motorisés dans les voies de bus).

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement et la modernisation des signaux lumineux et de la signalisation routière.

J - Mobilité

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'212'044	234'433	336'659	1'193'549	54%	856'890
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 2'212'044 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique J.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergie CVSE en fin de vie
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergie CVSE en fin de vie
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'550'010	105'369	598'753	598'753	23%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 2'550'010 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique J.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

J - Mobilité

2011522 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGCC

CR 0611 - Direction générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	100'745'000	22'196'801	22'146'250	19'586'250	19%	-2'560'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11522, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 100'745'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de la direction générale du génie civil: le renouvellement des routes cantonales, le gros entretien des ouvrages d'art, le renouvellement du patrimoine arboré, la maintenance des infrastructures du réseau des transports publics et le remplacement des véhicules et engins nécessaires à l'entretien du réseau routier cantonal.

Objectifs annuels 2017

Réaliser les études et les travaux correspondants à la tranche annuelle 2017 répartie comme suit : 6'046'250 F pour les chaussées, 4'660'000 F pour les ouvrages d'art, 7'300'000 F pour les infrastructures et transports publics, 900'000 F pour le remplacement des véhicules ainsi que 680'000 F pour l'activation des charges de personnel.

Objectifs annuels 2016

Réaliser les études et les travaux correspondants à la tranche annuelle 2016 répartie comme suit : 9'746'250 F pour les chaussées, 3'800'000 F pour les ouvrages d'art, 7'000'000 F pour les infrastructures et transports publics, 900'000 F pour le remplacement des véhicules ainsi que 700'000 F pour l'activation des charges de personnel.

Prêts

4000160 - Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)

CR 0611 - Direction générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	47'835'000	3'497'743	22'229'477	19'629'849	41%	-2'599'628
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi LDIF-GE (rsGE H 1 60), votée le 27/01/2011, sur le développement des infrastructures ferroviaires. Favoriser le développement de l'offre et des infrastructures ferroviaires bénéficiant et susceptibles de bénéficier de financements fédéraux, notamment dans le cadre du nouveau Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) suite à l'entrée en vigueur du Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF).

Financer la participation cantonale aux différents projets sous forme de subventions ou de prêts remboursables sous conditions.

Une mise à jour de cette loi est en cours de traitement dans le cadre du projet de loi 11912 ouvrant un crédit d'étude et d'investissement de 425'280'000 F relatif à l'extension de capacité du noeud ferroviaire de Genève.

L'objectif est d'actualiser la loi existante avec les nouvelles bases légales fédérales et l'étape 2025 du programme de développement stratégique (PRODES) qui prévoit notamment le financement fédéral de l'extension de capacité du noeud de Genève (gare souterraine à Cornavin).

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les travaux de construction du point de croisement de Chambésy et du poste d'enclenchement de Versoix.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre la réalisation sous le pilotage de la direction générale des transports (DGT) du projet de mise en cadence au 1/4 d'heure Coppet-Genève.

J - Mobilité

4010444 - Liaison CEVA

CR 0611 - Direction
générale du génie civil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	478'970'000	420'312'416	125'000'000	110'000'000	23%	-15'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10444, votée le 26/06/2009, ouvrant un crédit complémentaire de 113'470'000 F à la loi 8719, votée le 26/08/2002, ouvrant un crédit de 365'500'000 F en vue de la réalisation de la liaison ferroviaire Cornavin - Annemasse via La Praille - les Eaux-Vives (CEVA) par les chemins de fer fédéraux (CFF). Ce prêt doit permettre de couvrir la partie des coûts supplémentaires incombant au canton de Genève. Ils se décomposent de la manière suivante: améliorations du projet - renforcement des mesures de lutte contre les vibrations et les sons solidiens - renforcement de la dalle de couverture - charges de l'office fédéral des transports.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les travaux de génie civil selon le programme actualisé.
Mise en service partielle au 1/4 d'heure de la gare de Lancy-Pont-Rouge.
Poursuivre les travaux de second oeuvre.
Poursuivre et terminer les travaux de la voie verte.
Poursuivre les travaux de réalisation des sorties de secours.
Information sur le projet et sur la mise en service du Léman Express.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre les travaux de génie civil selon le programme actualisé.
Poursuivre les travaux de second oeuvre.
Débuter les travaux de la voie verte.
Poursuivre les travaux de réalisation des sorties de secours.
Participer à l'information CEVA+ (campagne d'information sur le RER franco-valdo-genevois CEVA).

K Santé

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- K01 Réseau de soin
- K02 Régulation sanitaire
- K03 Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Réaliser les rénovations et les renouvellements des bâtiments exploités par les hôpitaux universitaires de Genève (HUG) y compris ceux de la clinique de Montana.

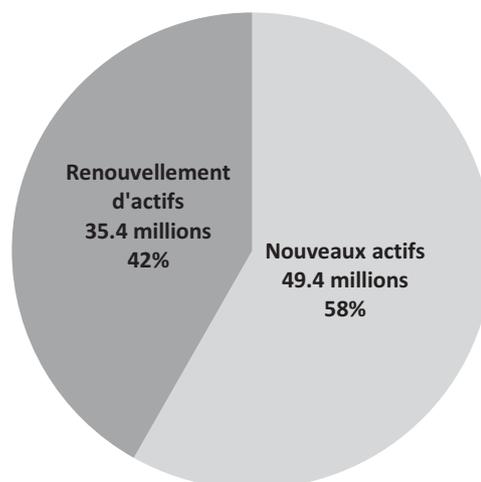
b) Systèmes d'information et de communication

Renouveler les applications et le matériel informatiques de l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD) et des HUG.
Débuter la réalisation de l'application GEHHC destinée à la gestion des hospitalisations hors canton.
Commencer l'acquisition des centraux téléphoniques et du matériel informatiques destinés aux IEPA gérés par l'IMAD.

c) Équipements

Terminer la réalisation de la nouvelle plateforme de chirurgie interventionnelle.
Finir l'acquisition et l'installation des équipements en lien avec la phase 3.3 de la maternité et du bâtiment des lits 2 (BDL 2).
Renouveler le mobilier et les équipements de l'IMAD, des HUG y compris les cliniques de Joli-Mont et de Montana ainsi que du service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV).
Commencer l'acquisition et l'installation des équipements nécessaires à la mise en place d'un système d'automatisation aux HUG.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 84.8 millions



K - Santé

Crédit d'ouvrage

1009422 - HUG - maternité - 3e étape (phases 3.1 et 3.2)

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	74'119'000	70'815'862	500'000	1'720'046	2%	1'220'046
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 9422, votée le 20/05/2005, ouvrant un crédit d'investissement de 86'931'000 F pour la construction et l'équipement de la 3e étape (phases 3.1 et 3.2) de la maternité. (crédit de construction = 74'119'000 F).

Objectifs annuels 2017

Suivre la période de garantie et réalisation de travaux ponctuels suite à la mise en service de l'étape 3.3.

Objectifs annuels 2016

Traiter les décomptes finaux et suivre la période de garantie.

1010667 - HUG - maternité - 3ème étape (phase 3.3)

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	66'676'000	29'364'349	18'000'000	14'766'000	22%	-3'234'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10667, votée le 18/03/2011, ouvrant un crédit d'investissement de 73'726'000 F pour la construction et l'équipement de la 3e étape de la maternité (phase 3.3) (crédit de construction = 66'676'000 F).

Mettre en oeuvre les travaux de transformation et d'équipements planifiés dans la phase 3 du programme de rénovation de la Maternité avec mise à disposition prévue à la mi 2014.

Objectifs annuels 2017

Traiter les décomptes finaux et suivre la période de garantie.

Objectifs annuels 2016

Terminer le second-oeuvre, les aménagements extérieurs et remettre l'ouvrage à l'utilisateur .

K - Santé

CR 0715 - Direction
générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	7'050'000	467'775	5'000'000	779'000	11%	-4'221'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10667, votée le 18/03/2011, ouvrant un crédit d'investissement de 73'726'000 F pour la construction et l'équipement de la 3e étape de la maternité (phase 3.3) (Crédit d'équipement = 7'050'000 F)

Acquérir les équipements planifiés dans la phase 3 du programme de rénovation de la Maternité avec mise à disposition prévue à la mi 2014.

Objectifs annuels 2017

Terminer les acquisitions et installations d'équipements en lien avec la 3ème étape de la Maternité (phase 3.3) et assurer l'ouverture progressive des services médicaux.

Objectifs annuels 2016

Acquérir et installer les équipements planifiés dans le cadre de la phase 3 du programme de rénovation de la Maternité des hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

1010703 - BDL2 - Construction

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	227'334'269	165'898'399	38'500'000	16'161'110	7%	-22'338'890
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10703, votée le 19/11/2010, ouvrant un crédit d'investissement de 253 687 000 F en vue de la construction et l'équipement du nouveau bâtiment des lits (BDL2) (crédit de construction = 227'334'269 F).

Construire le bâtiment des lits 2 (BDL2) d'une capacité de 420 lits selon les normes actuellement en vigueur (chambres à 2 lits avec sanitaire), pour être mis à disposition à l'horizon 2015 début 2016.

Objectifs annuels 2017

Traiter les décomptes finaux et suivre la période de garantie.

Objectifs annuels 2016

Terminer le second-oeuvre, les aménagements extérieurs et remettre l'ouvrage à l'utilisateur .

K - Santé

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	26'352'731	1'815'538	13'000'000	7'390'599	28%	-5'609'401
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10703, votée le 19/11/2010, ouvrant un crédit d'investissement de 253'687'000 F en vue de la construction et l'équipement du nouveau bâtiment des lits (BDL2). (crédit d'équipement = 26'352'731 F). Construire le bâtiment des lits 2 (BDL/2) d'une capacité de 368 lits selon les normes actuellement en vigueur (chambres à 2 lits avec sanitaire), pour être mis à disposition à l'horizon fin 2015 début 2016.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre les acquisitions et installations d'équipements nécessaires, notamment à l'ouverture progressive des services médicaux (hospitalisation en février 2017, soins intensifs en avril 2017 et blocs opératoires en septembre 2017).

Objectifs annuels 2016

Acquérir et installer les équipements planifiés dans le cadre de la construction du bâtiment des lits 2 (BDL 2).

1010865 - Crédits d'Ouvrages 2012-2015 des HUG

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	17'400'000	9'914'066	1'300'000	3'700'000	21%	2'400'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi votée le 29/06/2012, ouvrant un crédit de 17'400'000 pour le subventionnement de divers crédits d'ouvrage des HUG :

- Nouvelles modalités d'imagerie IRM (4'200'000 F);
- IRM Hôpital des Trois-Chêne (4'200'000 F);
- Salle d'opération hybride avec imagerie préopératoire (5'000'000 F);
- Poste pneumatique : lignes dédiées échantillons et poches de sang (1'500'000 F);
- Salle de réveil (2'500'000 F)

Objectifs annuels 2017

Terminer les travaux relatifs à la création d'une nouvelle plate-forme de chirurgie interventionnelle constitué d'une salle d'opération couplée à une salle d'imagerie péri-opératoire en vue d'une mise en service début 2018.

Objectifs annuels 2016

- Commencer les travaux relatifs à la création d'une nouvelle plate-forme de chirurgie interventionnelle, constitué d'une salle d'opération couplée à une salle d'imagerie péri-opératoire.
- Finaliser les travaux relatifs à l'extension et la rénovation de la salle de réveil.
- Mettre en place un système de climatisation adapté aux transports sanguins dans le cadre du projet "Poste pneumatique".

K - Santé

1011015 - Equipement de deux immeubles avec accompagnement pour personnes âgées

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	600'000	0	0	600'000	100%	600'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11015, voté le 13/12/2012, ouvrant un crédit d'investissement de 600'000 F pour l'équipement de deux immeubles avec encadrement pour personnes âgées permettant leur exploitation par la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD).

Objectifs annuels 2017

Finaliser l'installation des équipements de l'IEPA du 16 route de Meyrin et commencer celle de l'IEPA de la promenade des Artisans. La réalisation de ce dernier objectif dépend de la classification effective de l'immeuble concerné, sis à la promenade des Artisans, en tant qu'IEPA géré par imad.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011946 - Gestion des hospitalisations hors canton (GEHHC)

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	578'000	0	0	445'629	77%	445'629
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 578'000 F pour la réalisation d'une gestion électronique des hospitalisations hors canton.

Objectifs annuels 2017

Réaliser le projet GEHHC en 2017, sous réserve du vote de la loi d'ici fin 2016

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011957 - Crédits d'ouvrage 2016-2019 - HUG

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	18'500'000	0	0	2'300'000	12%	2'300'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 31/08/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 18'500'000 F au titre de subvention d'investissement aux hôpitaux universitaires de Genève pour financer les crédits d'ouvrage suivants :

- système d'automatisation de la microbiologie (5'500'000 F)
- développement des équipements d'imagerie aux blocs opératoires (13'000'000 F)

Objectifs annuels 2017

Commencer l'acquisition et l'installation des équipements biomédicaux et informatiques nécessaires à la mise en place du système d'automatisation de la microbiologie.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

K - Santé

1917012 - Equipement IEPA et informatique (IMAD)

CR 0715 - Direction
générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	19'900'000	0	0	1'500'000	8%	1'500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'investissement de 19'900'000 F au titre de subvention d'investissement à l'IMAD pour l'équipement d'immeubles avec encadrement pour personnes âgées (IEPA) et l'informatique.

Objectifs annuels 2017

Commencer l'acquisition et l'installation des équipements spécifiques en lien avec les IEPA suivants: Les Vergers B13 et C3, La Plaine, Satigny et Clair Val. Il s'agit notamment de la mise en place d'un système de sécurité dans les appartements, d'un central téléphonique et du matériel informatique nécessaire aux professionnels de l'IMAD.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

K - Santé

Crédit de renouvellement

2011516 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS

CR 0701 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'500'000	448'430	500'000	500'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11516, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'477'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé.

Une enveloppe de 2'500'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique K.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de la direction générale de la santé (DGS) et du service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV).

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de la direction générale de la santé (DGS) et du service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV).

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'175'984	190'157	226'601	225'880	19%	-721
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 1'175'984 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique K.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer des locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs.

Remarque : les travaux pour le renouvellement des bâtiments HUG sont pris en charge par le crédit de renouvellement des HUG

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer des locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs.

Remarque : les travaux pour le renouvellement des bâtiments HUG sont pris en charge par le crédit de renouvellement des HUG

K - Santé

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'110'380	47'857	255'095	255'095	23%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 1'110'380 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique K.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

2011527 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - IMAD

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	8'000'000	1'625'098	1'629'000	1'709'000	21%	80'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11527, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 8'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'institution genevoise de maintien à domicile.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre l'entretien et le renouvellement des appareils de sécurité à domicile et dans les immeubles à encadrement, des équipements spécifiques, du mobilier, des outils de communication numérique, du parc bureautique et des serveurs, ainsi que des matériels nécessaires au bon fonctionnement du système d'information de l'IMAD. Poursuivre les travaux d'agencement des locaux.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre l'entretien et le renouvellement des appareils de sécurité à domicile, des appareils de sécurité dans les immeubles à encadrement, des équipements, du mobilier, des outils de communication numérique, du parc bureautique, des serveurs, ainsi que des matériels nécessaires au bon fonctionnement du système d'information de l'IMAD. Améliorer l'agencement des locaux.

K - Santé

2011957 - Crédits de renouvellement 2016-2019 - HUG

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	119'200'000	0	26'400'000	32'000'000	27%	5'600'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 31/08/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 119'200'000 F au titre de crédit de renouvellement relatif aux équipements, équipements médicaux, équipements informatiques et à l'entretien des bâtiments exploités par les Hôpitaux universitaires de Genève.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement des équipements médico-techniques et informatiques des hôpitaux universitaires de Genève (HUG), ainsi que l'entretien des bâtiments qu'ils exploitent.

Objectifs annuels 2016

Procéder au renouvellement des équipements médico-techniques et informatiques des hôpitaux universitaires de Genève (HUG), ainsi qu'à l'entretien des bâtiments qu'ils exploitent.

2916002 - Crédits de renouvellement 2017-2019 - CLINIQUES

CR 0715 - Direction générale de la santé

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'040'000	0	760'000	760'000	25%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration ouvrant un crédit d'investissement de 3'040'000 F pour le renouvellement et l'entretien des bâtiments et équipements des cliniques de Joli-Mont et Montana sur la période 2016-2019.

Objectifs annuels 2017

Ce crédit sera transféré dès 2017 aux hôpitaux universitaires de Genève (HUG) dans le cadre de leur fusion avec les cliniques. La tranche annuelle 2017 sera allouée au renouvellement et à l'entretien des équipements et bâtiments transférés, selon la stratégie et la planification globale définies en la matière par les HUG.

Objectifs annuels 2016

Procéder au renouvellement des équipements des cliniques Joli-Mont et Montana ainsi qu'à l'entretien des bâtiments exploités par la clinique de Montana.

L Economie

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- L01 Développement et soutien à l'économie
- L02 Mise à disposition et exploitation d'infrastructures économique
- L03 Régulation du commerce
- L04 Surveillance du marché du travail

Principaux projets et priorités pour 2017

- a) Bâtiments en constructions

Aucun projet particulier.

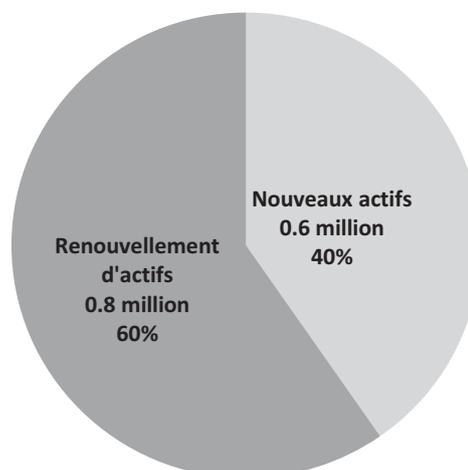
- b) Systèmes d'information et de communication

Poursuivre la réalisation des premiers lots du projet de refonte du répertoire des entreprises.

- c) Equipements

Poursuivre le renouvellement des équipements scientifiques pour la Fondation Ecllosion ainsi que le remplacement du mobilier et des véhicules des différents services.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 1.4 million



L - Économie

Crédit d'ouvrage

1010514 - Refonte du répertoire des entreprises

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'517'100	1'961'658	1'300'000	560'000	16%	-740'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10514, votée le 02/09/2010, ouvrant un crédit d'investissement de 3'517'100 F pour la refonte du répertoire des entreprises et le développement d'un référentiel adapté à l'administration en ligne. Mettre en place un réseau d'information sur les entreprises, en assurant la liaison entre le REG et les autres bases de données de l'administration cantonale et fédérale ainsi qu'avec le registre du commerce.

Objectifs annuels 2017

Le projet a redémarré mi 2016; l'année 2017 va servir à définir et réaliser les premiers modules de la solution, à savoir le référentiel et les interfaces de la solution globale.

Objectifs annuels 2016

Le projet est gelé au moment où le budget 2016 est construit. Une étude et une analyse de marché sont en cours pour déterminer l'option la plus appropriée pour continuer le projet.

Le montant inscrit en 2016 sera nécessaire si le projet redémarre. Cette décision ne sera connue qu'à l'automne 2015 après présentation aux députés et acceptation par la/les commission/s ad hoc.

Crédit de renouvellement

2011513 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE

CR 0401 - Présidence, secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'242'500	135'982	220'000	207'500	17%	-12'500
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11513, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 26'185'570 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de la sécurité et de l'économie.

Une enveloppe de 1'242'500 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique L.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre et procéder aux renouvellements du matériel, du mobilier et des véhicules pour les services du commerce, de promotion économique et de l'OCIRT ainsi que des équipements spécifiques pour la Fondation Eclosion.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre et procéder aux renouvellements du matériel, du mobilier et des véhicules pour les services du commerce, de promotion économique et de l'OCIRT ainsi que des équipements spécifiques pour la Fondation Eclosion.

L - Économie

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'601'670	234'829	520'334	520'334	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 2'601'670 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique L.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux : transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux : transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (pas de rénovation prévue).

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	545'980	93'246	101'495	101'495	19%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 545'980 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique L.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

M Finance et impôts

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- M01 Impôts, taxes et droits
- M02 Gestion des actifs et des passifs des patrimoines administratif et financier
- M03 Péréquation financière intercantonale
- M04 Production et perception des impôts

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE (Chauffage, Ventilation, Sanitaire, Electricité) en fin de vie et effectuer des travaux de rénovation et de transformation dans l'hôtel des finances.

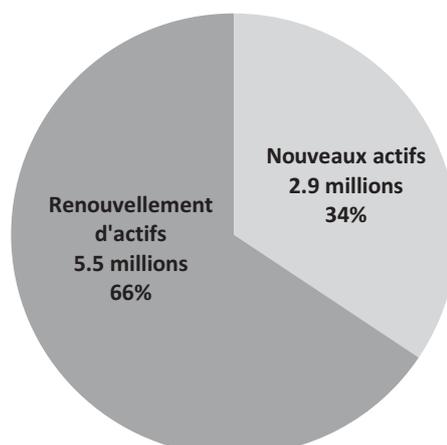
b) Systèmes d'information et de communication

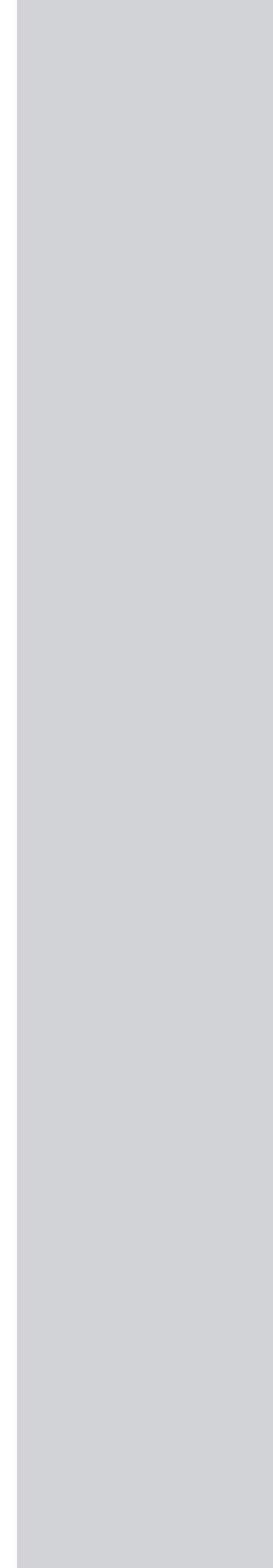
Prendre en compte les modifications légales et jurisprudentielles dans le SIC fiscal tout en maintenant les différents composants techniques de la solution et en optimisant la productivité de l'administration fiscale.

c) Equipements

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de l'administration fiscale cantonale.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 8.4 millions





M - Finance et impôts

Crédit d'ouvrage

1011792 - Evolution du SI fiscal 2016-2019

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	11'520'000	0	0	2'880'000	25%	2'880'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11792, votée le 22/04/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 11'520'000 F pour l'évolution du système d'information et de communication fiscal.

Objectifs annuels 2017

Améliorer la maintenabilité du système comptable; détailler les frais dans la déclaration fiscale; simplifier le paiement de l'impôt en permettant le règlement simultané des acomptes ICC et IFD; réduire les coûts d'exploitation en traitant les informations "au fil de l'eau".

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011511 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF

CR 0221 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	850'000	44'463	200'000	150'000	18%	-50'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11511, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 2'500'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département des finances.

Une enveloppe de 850'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique M pour divers investissements liés de l'administration fiscale cantonale.

Objectifs annuels 2017

Renouveler le mobilier, les bureaux, les chaises de travail, les tables auxiliaires, les éclairages sur pied et les armoires de l'administration fiscale cantonale.

Objectifs annuels 2016

Renouveler le mobilier, les bureaux, les chaises de travail, les tables auxiliaires, les éclairages sur pied et les armoires de l'administration fiscale cantonale.

M - Finance et impôts

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	11'240'137	0	1'292'597	2'836'123	25%	1'543'526
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 11'240'137 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique M.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (HOFIN 1)

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs (HOFIN 1)

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGS

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGS)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	12'804'185	2'670'426	2'507'796	2'507'796	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 12'804'185 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique M.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

N Culture, sport et loisirs

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- N01 Culture
- N02 Sport et loisirs

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Dans le cadre des crédits de renouvellement, plusieurs projets d'assainissement et de mise en conformité des installations techniques de cette politique publique sont prévus.

Démarrer les travaux de réalisation de la digue nord permettant la protection des aménagements situés en aval (port et plage aux Eaux-Vives) une fois les procédures préalables abouties : autorisation en force, vote favorable de l'assemblée générale de la Société nautique de Genève (SNG), convention signée entre les partenaires SNG/Association Genève-Plage/Etat, appels d'offres et adjudication des travaux.

b) Systèmes d'information et de communication

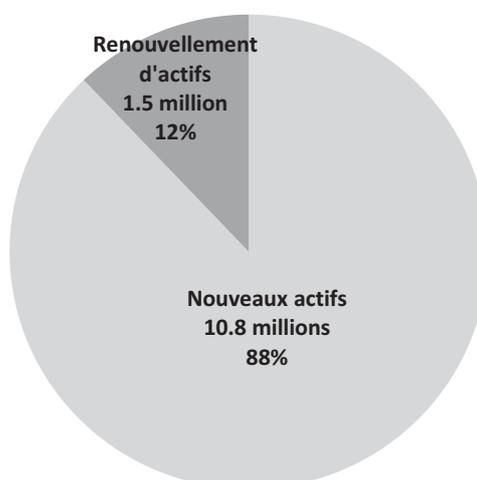
Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux SIC de la présente politique publique.

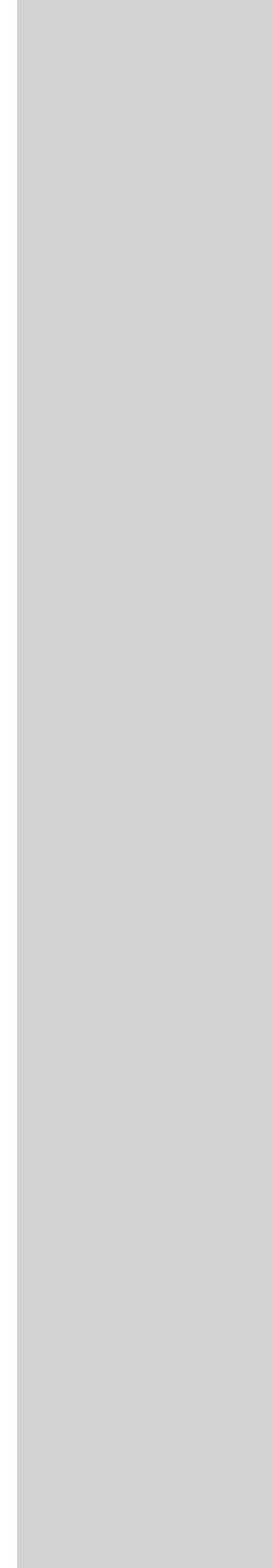
c) Equipements

Acquérir des œuvres mobiles et des œuvres intégrées à l'espace public dans le cadre du Fonds cantonal d'art contemporain (FCAC).

Equiper et aménager les nouveaux bureaux de l'office de la culture et du sport prévus à Conches (le déménagement ayant été reporté à 2017).

Répartition des investissements par catégorie Dépenses totales 2017 : 12.3 millions





N - Culture, sport et loisirs

Crédit d'ouvrage

1010533 - Parc et plage aux Eaux-Vives et agrandissement du port

CR 0608 - Direction générale de l'eau

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	61'022'117	5'369'146	450'000	10'767'896	18%	10'317'896
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 10533, votée le 04/12/2009, ouvrant un crédit d'investissement de 48'156'117 F pour les travaux de création d'un parc et d'une plage aux Eaux-Vives ainsi qu'un crédit d'investissement de 12'866'000 F en vue de l'agrandissement du port au lieu-dit Port Noir, et octroyant à la Société Nautique de Genève une concession d'occupation des eaux publiques d'une durée de 65 ans.

Objectifs annuels 2017

Démarrer les travaux de réalisation de la digue nord permettant la protection des aménagements situés en aval (port et plage) une fois les procédures préalables abouties: autorisation en force, vote favorable de l'assemblée générale de la Société nautique de Genève (SNG), convention signée entre les partenaires SNG / Association Genève-Plage / Etat, appels d'offres et adjudication des travaux.

Objectifs annuels 2016

Accompagner le dossier en demande d'autorisation de construire et obtenir cette autorisation.

Crédit de renouvellement

2011512 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DIP

CR 0311 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'574'000	616'547	904'500	795'000	22%	-109'500
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11512, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 36'319'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Une enveloppe de 3'574'000 F est prévue dans ce crédit pour divers investissements de la politique publique N.

Objectifs annuels 2017

Acquérir des oeuvres mobiles et des ?uvres intégrées à l'espace public dans le cadre du Fonds cantonal d'art contemporain (FCAC). Equiper et aménager les nouveaux bureaux du service prévus à Conches (le déménagement ayant été reporté à 2017).

Objectifs annuels 2016

Acquérir des oeuvres mobiles pour la collection du Fonds cantonal d'art contemporain (FCAC). Équiper et aménager les nouveaux stocks du FCAC aux ports francs et les bureaux du service prévus à Conches.

N - Culture, sport et loisirs

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	5'427'378	200'315	672'036	664'938	12%	-7'098
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments. Une enveloppe initiale de 5'427'738 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique N.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- rénover partiellement les terrains de sport du stade de Balaxert
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs.

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer divers locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs.

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	99'305	0	24'826	24'826	25%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat. Une enveloppe de 99'305 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique N.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

O Autorités et gouvernance

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants :

- O01 Grand Conseil
- O03 Conseil d'Etat
- O04 Surveillance de l'Etat
- O06 Exercice des droits politiques
- O07 Affaires extérieures
- O09 Intérieur

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Démarrer les études en vue de la construction d'un bâtiment à l'Arsenal pour les Archives d'Etat et la rénovation du bâtiment existant.

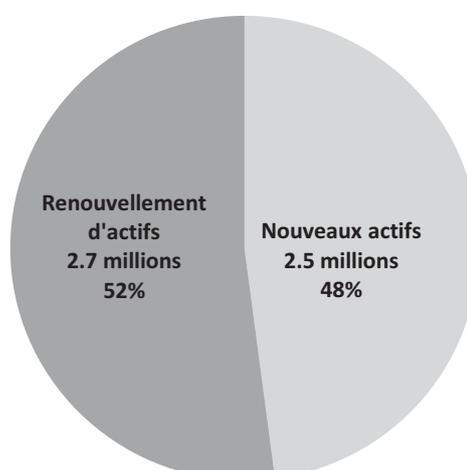
b) Systèmes d'information et de communication

Réaliser la partie logicielle assurant la vérifiabilité universelle dans la transaction de vote électronique et dérouler la phase de conception du futur back office hébergement.

c) Equipements

Procéder au remplacement des équipements tels que prévus dans les crédits de renouvellement spécifiques.

Répartition des investissements par catégorie Dépenses total 2017 : 5.2 millions



O - Autorités et gouvernance

Crédit d'ouvrage

1011472 - Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	18'276'000	0	0	1'000'000	5%	1'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 10/06/2014, ouvrant un crédit d'investissement de 19'356'000 F pour la transformation du bâtiment de l'Hôtel de Ville (18'276'000 F pour les travaux, 1'013'000 F pour les équipements et 67'000 F pour l'informatique).

Objectifs annuels 2017

PL Investissement en suspens auprès du Grand Conseil.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1011867 - Vote électronique de deuxième génération

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	4'740'000	0	0	1'000'000	21%	1'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 23/03/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 4'740'000 F pour la réalisation du vote électronique de 2e génération.

Objectifs annuels 2017

Réalisation de la partie logicielle assurant la vérifiabilité universelle dans la transaction de vote électronique et déroulement de la phase de conception du futur back-office hébergement

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

O - Autorités et gouvernance

1011943 - Archives d'Etat dans le bâtiment de l'arsenal - étude

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'689'000	0	0	500'000	14%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 22/06/2016, ouvrant un crédit d'étude de 3'689'000 F en vue de la construction d'un bâtiment à l'arsenal, rue de l'Ecole-de-Médecine 13, pour les archives d'Etat et la rénovation du bâtiment existant.

Objectifs annuels 2017

Démarrage des études.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011510 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - PRE

CR 0101 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	374'000	39'207	46'800	46'800	13%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11510, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 374'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département présidentiel.

Objectifs annuels 2017

Equiper les places de travail les plus anciennes avec du mobilier adapté.

Objectifs annuels 2016

Assurer le remplacement des éléments mobiliers et des équipements les plus anciens du département.

O - Autorités et gouvernance

2011511 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF

CR 0221 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	50'000	0	10'000	10'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11511, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 2'500'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département des finances.

Une enveloppe de 50'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique O pour divers investissements liés du service de l'audit interne (SAI).

Objectifs annuels 2017

Procéder au renouvellement partiel du mobilier et des équipements du service d'audit interne.

Objectifs annuels 2016

Procéder au renouvellement partiel du mobilier et des équipements du Service d'Audit Interne.

2011517 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - GC

CR 1101 - Grand Conseil

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'800'000	85'581	200'000	200'000	11%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11517, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 1'800'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du Grand Conseil.

Objectifs annuels 2017

Assurer le bon fonctionnement des matériels informatiques dans la Salle du Grand Conseil. Poursuivre le projet d'archivage numérique des documents du Grand Conseil et du SGGC. Préparer le changement de législature au printemps 2018.

Objectifs annuels 2016

Pour l'exercice 2016, il est prévu d'achever la mise à jour de la base de données qui permet la gestion électronique de l'ensemble des documents traités par le Grand Conseil, notamment en vue de leur archivage numérique aux Archives d'Etat. Il est aussi prévu de développer et améliorer la gestion des objets parlementaires et leur flux.

O - Autorités et gouvernance

2011518 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - CdC

CR 1201 - Cour des comptes

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	115'000	4'907	60'000	10'000	9%	-50'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11518, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 115 000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à l'ensemble des investissements de la Cour des comptes.

Objectifs annuels 2017

En 2017, la Cour des comptes réalisera en partie les renouvellements prévus de son parc informatique et du mobilier. Ceci en regard également de la votation populaire du 28 février 2016 attribuant la révision des comptes de l'État de Genève à la Cour des comptes.

Objectifs annuels 2016

Il s'agira en 2016 de continuer les investissements destinés au renouvellement du parc informatique et du mobilier de la Cour des comptes, certains d'entre eux n'ayant pas été réalisés en 2015 du fait qu'ils dépendent du vote du législatif concernant l'attribution de la révision des comptes de l'Etat à la Cour des comptes.

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	8'583'332	251'472	1'840'394	1'953'569	23%	113'175
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 8'583'332 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique O.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer de locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- verser les subventions destinées au financement des mesures de protection des immeubles des organisations internationales sises à Genève

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- remplacer des installations techniques de production d'énergies CVSE qui sont en fin de vie
- transformer de locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs
- verser les subventions destinées au financement des mesures de protection des immeubles des organisations internationales sises à Genève

O - Autorités et gouvernance

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction
générale des systèmes
d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	2'973'825	912'077	495'956	495'956	17%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 2'973'825 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique O.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

P Etats-majors et prestations de moyens

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre des programmes suivants:

- P01 États-majors départementaux
- P02 Gestion transversale et départementale des ressources humaines
- P03 Gestion financière transversale et départementale et achats
- P04 Gestion du patrimoine de l'Etat (bâtiments et biens associés)
- P05 Systèmes d'information et de communication

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Bâtiments et constructions

Acquérir des terrains et des bâtiments en fonction des besoins et des opportunités. Démarrer la phase des études liées à la nouvelle loi d'efficacité énergétique.

Poursuivre les études et les réalisations des projets en cours. Rénover et transformer divers bâtiments administratifs.

b) Systèmes d'information et de communication

La commission de gouvernance interdépartementale priorisera les projets qui feront l'objet de nouveaux crédits d'investissement.

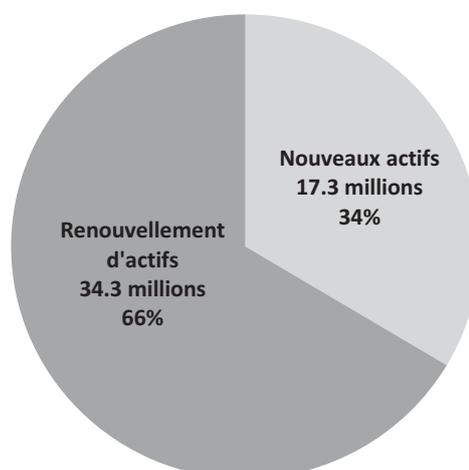
Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de cette politique publique.

c) Equipements

Poursuivre le renouvellement du mobilier, des équipements et des véhicules. Améliorer la qualité et la complétude des données du SITG.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 51.6 millions



P - Etats-majors et prestations de moyens

Crédit d'ouvrage

1011866 - SIRH - refonte technique

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	3'630'000	0	0	500'000	14%	500'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi déposé le 23/03/2016, ouvrant un crédit d'investissement de 3'630'000 F pour la refonte technique du système d'information des ressources humaines (SIRH).

Objectifs annuels 2017

Acquisition de licences complémentaires du progiciel; conception et réalisation du modèle "suisse droit public" du progiciel; conception globale détaillée.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1914015 - Crédits d'ouvrage à venir en matière de systèmes d'information et de communication

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	103'722'000	0	0	8'804'371	8%	8'804'371
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Le présent objet a pour objectif d'englober l'ensemble des crédits d'ouvrage en matière de systèmes d'information et de communication qui n'ont pas été identifiés au moment de l'élaboration du projet de budget. Les montants indiqués dans le tableau correspondent donc au solde de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle qu'entend consacrer le Conseil d'Etat à ce sujet, toutes politiques publiques confondues (16 Mio CHF). Conformément au règlement sur l'organisation et la gouvernance des systèmes d'information et de communication (ROGSIC, B 4 23 03), les besoins de l'administration seront priorités par une commission de gouvernance interdépartementale.

Objectifs annuels 2017

La commission de gouvernance interdépartementale priorisera les nouveaux projets qui feront l'objet de nouveaux crédits d'investissement. Ils seront déduits du montant inscrit au budget.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

P - Etats-majors et prestations de moyens

1917003 - Efficience énergétique

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	35'000'000	0	0	3'000'000	9%	3'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'investissement de 35'000'000 F visant à accroître l'efficience énergétique des bâtiments propriétés de l'Etat.

Objectifs annuels 2017

Démarrage des études.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

1917017 - Acquisitions de terrains et bâtiments

CR 0230 - Office des
bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	50'000'000	0	0	5'000'000	10%	5'000'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'investissement de 50'000'000 F pour l'acquisition de terrains et bâtiments

Objectifs annuels 2017

Dépôt du PL d'acquisition de terrains et bâtiments. Achats en fonction des opportunités et besoins.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

P - Etats-majors et prestations de moyens

Crédit de renouvellement

2011511 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF

CR 0221 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'100'000	90'964	260'000	210'000	19%	-50'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11511, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 2'500'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département des finances.

Une enveloppe de 1'100'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique P pour divers investissements liés du secrétariat général et des différentes directions de support.

Objectifs annuels 2017

Renouveler partiellement le mobilier ainsi que divers équipements audio-visuels ou bureautique.

Objectifs annuels 2016

Renouveler partiellement le mobilier ainsi que divers équipements audio-visuels ou bureautique.

2011513 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE

CR 0401 - Présidence, secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	700'000	39'765	160'000	90'000	13%	-70'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11513, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 26'185'570 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de la sécurité et de l'économie.

Une enveloppe de 700'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique P.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre et procéder aux renouvellements du mobilier, du matériel et d'un véhicule pour la DGSI ainsi que le SG.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre et procéder aux renouvellements du mobilier, du matériel et d'un véhicule pour la DGSI ainsi que le SG.

P - Etats-majors et prestations de moyens

2011514 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE

CR 0501 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	275'000	17'500	39'000	39'000	14%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11514, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 5'156'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie.

Une enveloppe de 275'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique P.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements du secrétariat général et des directions de support.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements du secrétariat général et des directions de support en fonction des besoins, notamment le remplacement de la camionnette de la logistique.

2011515 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA

CR 0601 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	1'771'600	33'818	240'077	241'331	14%	1'254
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11515, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 51'504'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'environnement, des transports et de l'agriculture.

Une enveloppe de 1'771'600 F est prévue dans ce crédit pour divers investissements de la politique publique P, essentiellement pour le renouvellement et le remplacement usuel du matériel et du mobilier.

Objectifs annuels 2017

Améliorer la qualité et la complétude des données du SITG.

Objectifs annuels 2016

Procéder aux regroupements géographiques partiels d'entités du département.

Améliorer la qualité et la complétude des données du SITG.

P - Etats-majors et prestations de moyens

2011516 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS

CR 0701 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	150'000	14'725	30'000	30'000	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11516, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 7'477'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé.

Une enveloppe de 150'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique P.

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements des services de l'Etat-major du département.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements des services de l'état-major du département en fonction des besoins exprimés et dans les limites des montants budgétisés.

2011520 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA

CR 0230 - Office des bâtiments

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	64'417'407	4'312'015	11'654'788	14'519'002	23%	2'864'214
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11520, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 400'000'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement de l'office des bâtiments.

Une enveloppe initiale de 64'417'407 F est prévue dans ce crédit pour des travaux relatifs à la politique publique P.

Objectifs annuels 2017

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours (bâtiments administratifs)
- poursuivre les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

Objectifs annuels 2016

Investissements principaux :

- poursuivre les études et les réalisations qui sont en cours (bâtiments administratifs)
- démarrer les rénovations par parties d'ouvrages (toitures, façades, installations techniques CVSE)
- transformer les locaux pour répondre aux demandes des utilisateurs

P - Etats-majors et prestations de moyens

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSI)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	97'201'130	15'894'133	19'138'506	19'138'506	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 97'201'130 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique P.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Q Energie

Description succincte

Cette politique publique contient l'ensemble des investissements qui concourent à la mise en œuvre du programme suivant:

Q01 Energie

Principaux projets et priorités pour 2017

a) Energie

Poursuivre le soutien aux projets d'infrastructures énergétiques au moyen de prêts et de cautionnements et en développant la collaboration avec la fondation d'aide aux entreprises (FAE)

Participer au financement de l'enfouissement des lignes à haute tension au sud de l'aéroport en profitant des travaux de l'office fédéral des routes (OFROU) sur la jonction autoroutière de Genève et des travaux des services industriels de Genève sur le projet GeniLac. Ce projet rend possible le développement de la façade sud de l'aéroport.

b) Systèmes d'information et de communication

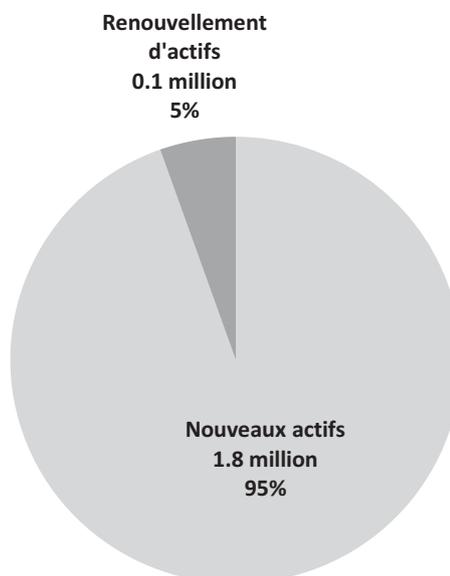
Pour l'office de l'énergie, poursuivre l'étude d'un nouveau SI en appui de la nouvelle organisation. Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux SIC de la présente politique publique.

c) Équipements

Renouveler le mobilier et les équipements de l'office cantonal de l'énergie.

Répartition des investissements par catégorie

Dépenses totales 2017 : 1.9 million



Q - Énergie

Crédit d'ouvrage

1917002 - Axe stratégique réseaux - façade sud aéroport

CR 0520 - Office cantonal de l'énergie (OCEN)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	15'000'000	0	0	1'800'000	12%	1'800'000
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Projet de loi en cours d'élaboration, ouvrant un crédit d'investissement de 15'000'000 F pour l'enfouissement des lignes haute-tension permettant le développement de la façade sud de l'aéroport international de Genève.

Objectifs annuels 2017

Faire adopter le projet de loi par le Grand Conseil et démarrer sa réalisation.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Crédit de renouvellement

2011514 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE

CR 0501 - Secrétariat général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	62'000	0	12'400	12'400	20%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11514, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 5'156'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, destiné à divers investissements de renouvellement du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie.

Une enveloppe de 62'000 F est prévue dans ce crédit au titre de la politique publique Q.

Objectifs annuels 2017

Compléter le mobilier et les équipements de l'office cantonal de l'énergie.

Objectifs annuels 2016

Poursuivre le renouvellement du mobilier et des équipements de l'office cantonal de l'énergie en fonction des besoins.

Q - Énergie

2011521 - Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi

CR 0411 - Direction générale des systèmes d'information (DGSi)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	365'690	0	91'423	91'423	25%	0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11521, votée le 18/12/2014, ouvrant un crédit de renouvellement de 153'350'000 F, pour les exercices 2015 à 2019, relatif aux systèmes d'information et de communication de l'Etat.

Une enveloppe de 365'690 F est prévue dans ce crédit au titre d'investissements pour la politique publique Q.

Objectifs annuels 2017

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Objectifs annuels 2016

Assurer le renouvellement et les évolutions des actifs du patrimoine administratif relatifs aux systèmes d'information et de communication (SIC) de l'Etat de Genève. L'actuelle gouvernance des SIC permet la priorisation des projets liés à la présente politique publique.

Récapitulations chiffrées

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
A FORMATION						
5 Dépenses d'investissement	998.336.370	313.688.298,72	203.296.052	162.486.208	16%	-40.809.844
6 Recettes d'investissement	99.504.683	45.982.870,00	15.362.069	7.035.900	7%	-8.326.169
<i>Investissements Nets</i>	898.831.687	<i>267.705.428,72</i>	<i>187.933.983</i>	155.450.308	17%	<i>-32.483.675</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	638.745.800	263.403.462,84	120.779.084	90.792.567	14%	-29.986.517
6 Recettes d'investissement	97.504.683	45.982.870,00	14.962.069	6.635.900	7%	-8.326.169
<i>Investissements Nets</i>	541.241.117	<i>217.420.592,84</i>	<i>105.817.015</i>	84.156.667	16%	<i>-21.660.348</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	359.590.570	50.284.835,88	82.516.968	71.693.641	20%	-10.823.327
6 Recettes d'investissement	2.000.000		400.000	400.000	20%	
<i>Investissements Nets</i>	357.590.570	<i>50.284.835,88</i>	<i>82.116.968</i>	71.293.641	20%	<i>-10.823.327</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	832.450.138	290.873.084,98	149.775.093	132.734.665	16%	-17.040.428
6 Recettes d'investissement	99.504.683	45.982.870,00	15.362.069	7.035.900	7%	-8.326.169
<i>Investissements Nets</i>	732.945.455	<i>244.890.214,98</i>	<i>134.413.024</i>	125.698.765	17%	<i>-8.714.259</i>
03 - INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT						
5 Dépenses d'investissement	146.933.600	20.250.780,86	49.774.500	24.548.400	17%	-25.226.100
<i>Investissements Nets</i>	146.933.600	<i>20.250.780,86</i>	<i>49.774.500</i>	24.548.400	17%	<i>-25.226.100</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	18.952.632	2.564.432,88	3.746.459	5.203.143	27%	1.456.684
<i>Investissements Nets</i>	18.952.632	<i>2.564.432,88</i>	<i>3.746.459</i>	5.203.143	27%	<i>1.456.684</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 02 Finances</i>						
1009995 Construction 5ème étape CMU. CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	177.887.000	113.482.093,80	25.000.000	24.000.000	13%	-1.000.000
6 Recettes d'investissement	37.000.000	27.957.000,00	5.000.000			-5.000.000
1010516 HEG Battelle - Bât. B CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	49.232.487	39.564.087,20	8.054.815	3.668.400	7%	-4.386.415
6 Recettes d'investissement	10.800.000	3.383.465,00	2.712.069	2.416.535	22%	-295.534
1010822 CMU - 6ème étape CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	133.604.000	69.974.133,55	25.000.000	21.000.000	16%	-4.000.000
6 Recettes d'investissement	21.500.625	13.392.405,00	4.000.000	1.269.365	6%	-2.730.635
1010875 Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	29.700.000	627.882,59	10.000.000	11.000.000	37%	1.000.000
6 Recettes d'investissement	7.000.000		2.500.000	2.500.000	36%	
1011264 Ecole de commerce de Frontenex CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	81.806.316	29.836.034,15	19.218.269	16.532.483	20%	-2.685.786
6 Recettes d'investissement	8.954.058					
1011325 Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	17.554.000	8.014.837,56	6.500.000	1.500.000	9%	-5.000.000
6 Recettes d'investissement	2.250.000	1.250.000,00	750.000	450.000	20%	-300.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1011944 Reconstruction du CO Renard - étude CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	5.494.800			500.000	9%	500.000
1917008 Rénovation du CO Budé CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	22.700.000			4.000.000	18%	4.000.000
1917009 Rénovation du collège Rousseau - étude CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	6.000.000			2.000.000	33%	2.000.000
1917011 Rénovation d'Uni Bastions CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement	72.700.000 10.000.000			1.300.000	2%	1.300.000
CR: 03 Instruction publique, culture et sport						
1009995 Construction 5ème étape CMU. CR 03.26 Université 5 Dépenses d'investissement	15.596.000	701.247,65	11.096.000			-11.096.000
1010516 HEG Battelle - Bât. B CR 03.25 Haute école spécialisée de Genève 5 Dépenses d'investissement	2.604.000	899.474,39	868.000			-868.000
1010822 CMU - 6ème étape CR 03.26 Université 5 Dépenses d'investissement	15.333.000	21.521,55	14.583.000			-14.583.000
1010875 Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement CR 03.26 Université 5 Dépenses d'investissement	2.184.000			1.500.000	69%	1.500.000
1011325 Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny CR 03.26 Université 5 Dépenses d'investissement	480.000					
1011865 Equipement de l'école de commerce de Frontenex CR 03.23 Enseignement secondaire II 5 Dépenses d'investissement	2.276.000			1.876.000	82%	1.876.000
CR: 04 Sécurité et économie						
1010516 HEG Battelle - Bât. B CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGS) 5 Dépenses d'investissement	335.513	282.150,40				
1011264 Ecole de commerce de Frontenex CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGS) 5 Dépenses d'investissement	315.684			215.684	68%	215.684
1011732 Remplacement du SIC éducation et formation - étude CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGS) 5 Dépenses d'investissement	959.000		459.000	500.000	52%	41.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1011865 Equipement de l'école de commerce de Frontenex CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	1.314.000			1.200.000	91%	1.200.000
1917008 Rénovation du CO Budé CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	170.000					
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 02 Finances</i>						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	235.771.535	29.374.016,13	56.002.009	47.233.782	20%	-8.768.227
6 Recettes d'investissement	2.000.000		400.000	400.000	20%	
<i>CR: 03 Instruction publique, culture et sport</i>						
2011512 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'instruction publiq CR 03.11 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	32.710.600	6.352.969,28	7.554.300	6.332.100	19%	-1.222.200
2011523 Crédit de renouvellement 2015-2019 - HES-SO CR 03.25 Haute école spécialisée de Genève 5 Dépenses d'investissement	15.300.000	2.601.924,95	3.050.000	3.050.000	20%	
2011524 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Université CR 03.26 Université 5 Dépenses d'investissement	59.950.000	9.673.643,04	12.623.200	11.790.300	20%	-832.900
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i>						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	15.858.435	2.282.282,48	3.287.459	3.287.459	21%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
B EMPLOI						
5 Dépenses d'investissement	2.352.110	32.497,80	412.747	412.747	18%	
6 Recettes d'investissement	770.000		64.000	64.000	8%	
<i>Investissements Nets</i>	1.582.110	<i>32.497,80</i>	<i>348.747</i>	348.747	22%	0
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	2.352.110	32.497,80	412.747	412.747	18%	
6 Recettes d'investissement	770.000		64.000	64.000	8%	
<i>Investissements Nets</i>	1.582.110	<i>32.497,80</i>	<i>348.747</i>	348.747	22%	0
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	855.620	3.263,40	171.124	171.124	20%	
<i>Investissements Nets</i>	855.620	<i>3.263,40</i>	<i>171.124</i>	171.124	20%	0
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	646.490	12.180,00	161.623	161.623	25%	
<i>Investissements Nets</i>	646.490	<i>12.180,00</i>	<i>161.623</i>	161.623	25%	0
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ						
5 Dépenses d'investissement	850.000	17.054,40	80.000	80.000	9%	
6 Recettes d'investissement	770.000		64.000	64.000	8%	
<i>Investissements Nets</i>	80.000	<i>17.054,40</i>	<i>16.000</i>	16.000	20%	0
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
CR: 02 Finances						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	855.620	3.263,40	171.124	171.124	20%	
CR: 04 Sécurité et économie						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi)						
5 Dépenses d'investissement	646.490	12.180,00	161.623	161.623	25%	
CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé						
2011516 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'emploi, des affair CR 07.01 Secrétariat général						
5 Dépenses d'investissement	850.000	17.054,40	80.000	80.000	9%	
6 Recettes d'investissement	770.000		64.000	64.000	8%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
C ACTION SOCIALE						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	19.366.910 19.366.910	1.586.763,78 <i>1.586.763,78</i>	3.974.851 <i>3.974.851</i>	3.765.195 3.765.195	19% 19%	-209.656 <i>-209.656</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	2.500.000 2.500.000		1.145.000 <i>1.145.000</i>	575.000 575.000	23% 23%	-570.000 <i>-570.000</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	16.866.910 16.866.910	1.586.763,78 <i>1.586.763,78</i>	2.829.851 <i>2.829.851</i>	3.190.195 3.190.195	19% 19%	360.344 <i>360.344</i>
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	4.537.565 4.537.565	379.429,60 <i>379.429,60</i>	434.765 <i>434.765</i>	395.109 395.109	9% 9%	-39.656 <i>-39.656</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	4.389.345 4.389.345	89.238,84 <i>89.238,84</i>	1.055.086 <i>1.055.086</i>	1.055.086 1.055.086	24% 24%	0
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	10.440.000 10.440.000	1.118.095,34 <i>1.118.095,34</i>	2.485.000 <i>2.485.000</i>	2.315.000 2.315.000	22% 22%	-170.000 <i>-170.000</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé</i> 1011608 Projets informatiques à l'hospice général (GED, environnement collaborat CR 07.14 Direction générale de l'action sociale 5 Dépenses d'investissement	2.500.000		1.145.000	575.000	23%	-570.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	4.537.565	379.429,60	434.765	395.109	9%	-39.656
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	4.389.345	89.238,84	1.055.086	1.055.086	24%	
<i>CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé</i> 2011516 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'emploi, des affair CR 07.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	700.000	41.847,34	140.000	140.000	20%	
2011526 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Hospice général CR 07.14 Direction générale de l'action sociale 5 Dépenses d'investissement	7.240.000	1.076.248,00	1.200.000	1.600.000	22%	400.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
D PERSONNES ÂGÉES						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	30.274.855 30.274.855	23.668.726,62 <i>23.668.726,62</i>	4.516.961 <i>4.516.961</i>	1.500.661 1.500.661	5% 5%	-3.016.300 -3.016.300
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	28.214.000 28.214.000	23.402.580,00 <i>23.402.580,00</i>	4.093.220 <i>4.093.220</i>	1.076.920 1.076.920	4% 4%	-3.016.300 -3.016.300
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	2.060.855 2.060.855	266.146,62 <i>266.146,62</i>	423.741 <i>423.741</i>	423.741 423.741	21% 21%	0
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	28.333.450 28.333.450	23.422.546,80 <i>23.422.546,80</i>	4.117.110 <i>4.117.110</i>	1.100.810 1.100.810	4% 4%	-3.016.300 -3.016.300
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	1.941.405 1.941.405	246.179,82 <i>246.179,82</i>	399.851 <i>399.851</i>	399.851 399.851	21% 21%	0
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 02 Finances</i> 1010309 EMS CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	28.214.000	23.402.580,00	4.093.220	1.076.920	4%	-3.016.300
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	119.450	19.966,80	23.890	23.890	20%	
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	1.941.405	246.179,82	399.851	399.851	21%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
E HANDICAP						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	12.549.920 <i>12.549.920</i>	651.607,00 <i>651.607,00</i>	675.894 <i>675.894</i>	2.509.984 <i>2.509.984</i>	20% <i>20%</i>	1.834.090 <i>1.834.090</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	9.170.450 <i>9.170.450</i>			1.834.090 <i>1.834.090</i>	20% <i>20%</i>	1.834.090 <i>1.834.090</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	3.379.470 <i>3.379.470</i>	651.607,00 <i>651.607,00</i>	675.894 <i>675.894</i>	675.894 <i>675.894</i>	20% <i>20%</i>	0
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	102.470 <i>102.470</i>		20.494 <i>20.494</i>	20.494 <i>20.494</i>	20% <i>20%</i>	0
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	12.447.450 <i>12.447.450</i>	651.607,00 <i>651.607,00</i>	655.400 <i>655.400</i>	2.489.490 <i>2.489.490</i>	20% <i>20%</i>	1.834.090 <i>1.834.090</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé</i> 1917004 Subventions d'investissement aux EPI CR 07.14 Direction générale de l'action sociale 5 Dépenses d'investissement	9.170.450			1.834.090	20%	1.834.090
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	102.470		20.494	20.494	20%	
<i>CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé</i> 2011516 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'emploi, des affair CR 07.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	3.277.000	651.607,00	655.400	655.400	20%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
F ENVIRONNEMENT						
5 Dépenses d'investissement	106.012.193	40.113.607,73	14.049.712	15.327.624	14%	1.277.912
6 Recettes d'investissement	1.469.340	10.225.403,89		100.000	7%	100.000
<i>Investissements Nets</i>	104.542.853	<i>29.888.203,84</i>	<i>14.049.712</i>	15.227.624	<i>15%</i>	<i>1.177.912</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	46.723.914	29.062.566,31	2.472.733	3.352.733	7%	880.000
6 Recettes d'investissement	1.469.340	10.225.403,89		100.000	7%	100.000
<i>Investissements Nets</i>	45.254.574	<i>18.837.162,42</i>	<i>2.472.733</i>	3.252.733	<i>7%</i>	<i>780.000</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	59.288.279	11.051.041,42	11.576.979	11.974.891	20%	397.912
<i>Investissements Nets</i>	59.288.279	<i>11.051.041,42</i>	<i>11.576.979</i>	11.974.891	<i>20%</i>	<i>397.912</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	2.633.269	28.853,90	669.076	342.188	13%	-326.888
<i>Investissements Nets</i>	2.633.269	<i>28.853,90</i>	<i>669.076</i>	342.188	<i>13%</i>	<i>-326.888</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	2.468.210	415.749,66	466.303	466.303	19%	
<i>Investissements Nets</i>	2.468.210	<i>415.749,66</i>	<i>466.303</i>	466.303	<i>19%</i>	<i>0</i>
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE						
5 Dépenses d'investissement	100.910.714	39.669.004,17	12.914.333	14.519.133	14%	1.604.800
6 Recettes d'investissement	1.469.340	10.225.403,89		100.000	7%	100.000
<i>Investissements Nets</i>	99.441.374	<i>29.443.600,28</i>	<i>12.914.333</i>	14.419.133	<i>15%</i>	<i>1.504.800</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 06 Environnement, transports et agriculture</i>						
1008269 Etude nouvelle décharge bioactive CR 06.12 Direction générale de l'environnement						
5 Dépenses d'investissement	780.000	245.091,35	207.733	207.733	27%	
1010827 Renaturation de l'Aire étape 3 CR 06.08 Direction générale de l'eau						
5 Dépenses d'investissement	25.443.914	22.006.303,36	85.000			-85.000
6 Recettes d'investissement		10.057.403,89				
1010850 Infrastructures agricoles durables CR 06.14 Direction générale de l'agriculture et de la nature						
5 Dépenses d'investissement	15.700.000	6.811.171,60	2.180.000	2.945.000	19%	765.000
6 Recettes d'investissement		168.000,00				
1011790 Ouvrages de protection contre les dangers naturels CR 06.14 Direction générale de l'agriculture et de la nature						
5 Dépenses d'investissement	4.800.000			200.000	4%	200.000
6 Recettes d'investissement	1.469.340			100.000	7%	100.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 02 Finances</i>						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	2.633.269	28.853,90	669.076	342.188	13%	-326.888
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i>						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi)						

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
5 Dépenses d'investissement	2.468.210	415.749,66	466.303	466.303	19%	
<i>CR: 06 Environnement, transports et agriculture</i>						
2011515 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'environnement, des CR 06.01 Secrétariat général						
5 Dépenses d'investissement	34.186.800	6.606.437,86	6.441.600	7.166.400	21%	724.800
2011525 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Réseau secondaire des communes CR 06.08 Direction générale de l'eau						
5 Dépenses d'investissement	20.000.000	4.000.000,00	4.000.000	4.000.000	20%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
G AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT						
5 Dépenses d'investissement	59.126.903	11.720.625,16	46.788.461	43.236.931	73%	-3.551.530
6 Recettes d'investissement	6.213.313	303.897,05	65.000	65.000	1%	
<i>Investissements Nets</i>	52.913.590	<i>11.416.728,11</i>	<i>46.723.461</i>	43.171.931	<i>82%</i>	<i>-3.551.530</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	50.508.863	4.598.506,00	20.056.501	16.215.471	32%	-3.841.030
6 Recettes d'investissement	5.888.313					
<i>Investissements Nets</i>	44.620.550	<i>4.598.506,00</i>	<i>20.056.501</i>	16.215.471	<i>36%</i>	<i>-3.841.030</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	8.618.040	838.951,16	1.731.960	2.021.460	23%	289.500
6 Recettes d'investissement	325.000	303.897,05	65.000	65.000	20%	
<i>Investissements Nets</i>	8.293.040	<i>535.054,11</i>	<i>1.666.960</i>	1.956.460	<i>24%</i>	<i>289.500</i>
DOTATIONS - 3						
5 Dépenses d'investissement		6.283.168,00	25.000.000	25.000.000		
<i>Investissements Nets</i>		<i>6.283.168,00</i>	<i>25.000.000</i>	25.000.000		<i>0</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	1.440.160	29.555,47	686.642	916.642	64%	230.000
6 Recettes d'investissement	658.470					
<i>Investissements Nets</i>	781.690	<i>29.555,47</i>	<i>686.642</i>	916.642	<i>117%</i>	<i>230.000</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	3.017.350	157.691,43	633.088	633.088	21%	
<i>Investissements Nets</i>	3.017.350	<i>157.691,43</i>	<i>633.088</i>	633.088	<i>21%</i>	<i>0</i>
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE						
5 Dépenses d'investissement	54.669.393	11.533.378,26	45.468.731	41.687.201	76%	-3.781.530
6 Recettes d'investissement	5.554.843	303.897,05	65.000	65.000	1%	
<i>Investissements Nets</i>	49.114.550	<i>11.229.481,21</i>	<i>45.403.731</i>	41.622.201	<i>85%</i>	<i>-3.781.530</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 02 Finances</i>						
1011679 Aménagement autour des interfaces CEVA (CO) CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	658.470		658.470	358.470	54%	-300.000
6 Recettes d'investissement	658.470					
<i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i>						
1010460 Construction de logements d'utilité publique - LUP II CR 05.06 Office cantonal du logement et de la planification foncière						
5 Dépenses d'investissement		4.598.506,00	8.000.000	8.000.000		
1011679 Aménagement autour des interfaces CEVA (CO) CR 05.15 Office de l'Urbanisme						
5 Dépenses d'investissement	29.850.393		11.398.031	5.857.001	20%	-5.541.030
6 Recettes d'investissement	5.229.843					
1011941 Contribution du canton au fond de développement urbain CR 05.01 Secrétariat général						
5 Dépenses d'investissement	20.000.000			2.000.000	10%	2.000.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 02 Finances</i>						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	781.690	29.555,47	28.172	558.172	71%	530.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
CR: 04 Sécurité et économie						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi)						
5 Dépenses d'investissement	3.017.350	157.691,43	633.088	633.088	21%	
CR: 05 Aménagement, logement et énergie						
2011514 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'aménagement, du lo CR 05.01 Secrétariat général						
5 Dépenses d'investissement	4.819.000	651.704,26	1.070.700	830.200	17%	-240.500
6 Recettes d'investissement	325.000	303.897,05	65.000	65.000	20%	
DOTATIONS - 3						
CR: 05 Aménagement, logement et énergie						
3010460 Construction de logements d'utilité publique - LUP II CR 05.06 Office cantonal du logement et de la planification foncière						
5 Dépenses d'investissement		6.283.168,00	25.000.000	25.000.000		

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
H SÉCURITÉ ET POPULATION						
5 Dépenses d'investissement	303.792.383	176.218.795,48	51.518.932	37.770.761	12%	-13.748.171
6 Recettes d'investissement	53.035.000	16.308.712,00		650.000	1%	650.000
<i>Investissements Nets</i>	250.757.383	<i>159.910.083,48</i>	<i>51.518.932</i>	37.120.761	<i>15%</i>	<i>-14.398.171</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	241.215.913	168.843.988,88	36.044.683	26.306.037	11%	-9.738.646
6 Recettes d'investissement	52.385.000	16.308.712,00		650.000		
<i>Investissements Nets</i>	188.830.913	<i>152.535.276,88</i>	<i>36.044.683</i>	26.306.037	<i>14%</i>	<i>-9.738.646</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	62.576.470	7.374.806,60	15.474.249	11.464.724	18%	-4.009.525
6 Recettes d'investissement	650.000			650.000	100%	650.000
<i>Investissements Nets</i>	61.926.470	<i>7.374.806,60</i>	<i>15.474.249</i>	10.814.724	<i>17%</i>	<i>-4.659.525</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	251.788.040	160.620.629,85	41.584.609	30.080.121	12%	-11.504.488
6 Recettes d'investissement	52.385.000	16.308.712,00		650.000		
<i>Investissements Nets</i>	199.403.040	<i>144.311.917,85</i>	<i>41.584.609</i>	30.080.121	<i>15%</i>	<i>-11.504.488</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	51.670.343	15.457.958,71	9.895.923	7.652.240	15%	-2.243.683
6 Recettes d'investissement	650.000			650.000	100%	650.000
<i>Investissements Nets</i>	51.020.343	<i>15.457.958,71</i>	<i>9.895.923</i>	7.002.240	<i>14%</i>	<i>-2.893.683</i>
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE						
5 Dépenses d'investissement	192.000	34.682,78	38.400	38.400	20%	
<i>Investissements Nets</i>	192.000	<i>34.682,78</i>	<i>38.400</i>	38.400	<i>20%</i>	<i>0</i>
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ						
5 Dépenses d'investissement	142.000	105.524,14				
<i>Investissements Nets</i>	142.000	<i>105.524,14</i>				
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 02 Finances</i>						
1010418 CURABILIS CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	105.518.000	102.209.225,40				
6 Recettes d'investissement	20.385.000	16.308.712,00				
1011254 Les Dardelles (Brenaz III) - étude CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	16.500.000	1.013.052,17	10.000.000	10.286.948	62%	286.948
1011272 Brenaz +100 (extension de 100 places) CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	67.299.100	54.668.778,18	15.700.000	2.584.089	4%	-13.115.911
6 Recettes d'investissement	32.000.000					
1011578 Relocalisation caserne des Vernets - Epeisses - études CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	2.905.000	30.138,30	1.900.000	885.000	30%	-1.015.000
1011579 Relocalisation caserne des Vernets - Aire-la-Ville - études CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	1.390.000	10.605,00	800.000	390.000	28%	-410.000
1011580 Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	18.736.000		3.400.000	9.000.000	48%	5.600.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1011942 Bâtiment PI, SARA 50, CCPD - étude CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	3.233.230			500.000	15%	500.000
CR: 04 Sécurité et économie						
1010418 CURABILIS CR 04.05 Office cantonal de la détention 5 Dépenses d'investissement	2.636.000	1.796.246,05	392.000			-392.000
1010418 CURABILIS CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	551.000	321.404,85	100.000			-100.000
1010759 SI office des poursuites CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	8.940.000	7.262.660,12	500.000			-500.000
1011272 Brenaz +100 (extension de 100 places) CR 04.05 Office cantonal de la détention 5 Dépenses d'investissement	2.352.520	1.205.610,96	800.000	200.000	9%	-600.000
1011272 Brenaz +100 (extension de 100 places) CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	302.380	220.112,77				
1011405 Acquisition de matériel en lien avec les risques nucléaire, radiologique CR 04.04 Corps de police 5 Dépenses d'investissement	2.452.683	630,94	1.452.683			-1.452.683
1011580 Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction CR 04.03 Services généraux 5 Dépenses d'investissement	1.985.000					
1011580 Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	148.000					
1011686 Aménagement du poste de police de la Servette CR 04.04 Corps de police 5 Dépenses d'investissement	1.150.000		500.000	650.000	57%	150.000
1011686 Aménagement du poste de police de la Servette CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	245.000		200.000			-200.000
1011702 Système d'information du service des contraventions CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	1.200.000		300.000	500.000	42%	200.000
1011788 Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	1.200.000			500.000	42%	500.000
1011945 Optimisation des prestations de l'OCPM CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	2.330.000			810.000	35%	810.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé						
1010418 CURABILIS CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	142.000	105.524,14				
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
CR: 02 Finances						
2011511 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département des finances CR 02.21 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	500.000	16.399,93	130.000	80.000	16%	-50.000
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	35.706.710	2.672.430,87	9.654.609	6.354.084	18%	-3.300.525
CR: 04 Sécurité et économie						
2011513 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de la sécurité et de l' CR 04.01 Présidence, secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	18.799.500	3.279.264,06	4.225.000	3.566.000	19%	-659.000
6 Recettes d'investissement	650.000			650.000	100%	650.000
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	7.378.260	1.372.028,96	1.426.240	1.426.240	19%	
CR: 06 Environnement, transports et agriculture						
2011515 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'environnement, des CR 06.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	192.000	34.682,78	38.400	38.400	20%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
I JUSTICE						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	44.833.740 44.833.740	1.685.873,13 <i>1.685.873,13</i>	5.373.763 <i>5.373.763</i>	8.182.970 8.182.970	18% 18%	2.809.207 <i>2.809.207</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	11.000.000 11.000.000			500.000 500.000	5% 5%	500.000 <i>500.000</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	33.833.740 33.833.740	1.685.873,13 <i>1.685.873,13</i>	5.373.763 <i>5.373.763</i>	7.682.970 7.682.970	23% 23%	2.309.207 <i>2.309.207</i>
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	34.833.740 34.833.740	401.294,88 <i>401.294,88</i>	3.161.263 <i>3.161.263</i>	5.970.470 5.970.470	17% 17%	2.809.207 <i>2.809.207</i>
14 - POUVOIR JUDICIAIRE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	10.000.000 10.000.000	1.284.578,25 <i>1.284.578,25</i>	2.212.500 <i>2.212.500</i>	2.212.500 2.212.500	22% 22%	<i>0</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 02 Finances</i> 1914007 Nouveau Palais de justice - Etude CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	11.000.000			500.000	5%	500.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	23.833.740	401.294,88	3.161.263	5.470.470	23%	2.309.207
<i>CR: 14 Pouvoir judiciaire</i> 2011519 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Pouvoir judiciaire CR 14.01 Administration du Pouvoir judiciaire 5 Dépenses d'investissement	10.000.000	1.284.578,25	2.212.500	2.212.500	22%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
J MOBILITÉ						
5 Dépenses d'investissement	3.337.377.392	1.627.296.331,29	288.167.462	322.238.552	10%	34.071.090
6 Recettes d'investissement	489.981.070	366.868.282,60	5.876.121	6.737.000	1%	860.879
<i>Investissements Nets</i>	2.847.396.322	<i>1.260.428.048,69</i>	<i>282.291.341</i>	315.501.552	<i>11%</i>	<i>33.210.211</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	2.688.143.738	1.174.457.827,06	114.919.523	168.070.151	6%	53.150.628
6 Recettes d'investissement	489.981.070	366.868.282,60	5.876.121	6.737.000	1%	860.879
<i>Investissements Nets</i>	2.198.162.668	<i>807.589.544,46</i>	<i>109.043.402</i>	161.333.151	<i>7%</i>	<i>52.289.749</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	120.860.654	26.976.803,16	26.018.462	24.538.552	20%	-1.479.910
<i>Investissements Nets</i>	120.860.654	<i>26.976.803,16</i>	<i>26.018.462</i>	24.538.552	<i>20%</i>	<i>-1.479.910</i>
PRETS FERROVIAIRES ET CEVA - 4						
5 Dépenses d'investissement	528.373.000	425.861.701,07	147.229.477	129.629.849	25%	-17.599.628
<i>Investissements Nets</i>	528.373.000	<i>425.861.701,07</i>	<i>147.229.477</i>	129.629.849	<i>25%</i>	<i>-17.599.628</i>
01 - PRÉSIDENTE						
5 Dépenses d'investissement	306.226.140	547.316,70		7.800.000	3%	7.800.000
6 Recettes d'investissement	21.690.000	43.650,00				
<i>Investissements Nets</i>	284.536.140	<i>503.666,70</i>		7.800.000	<i>3%</i>	<i>7.800.000</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	2.212.044	234.433,46	336.659	1.193.549	54%	856.890
<i>Investissements Nets</i>	2.212.044	<i>234.433,46</i>	<i>336.659</i>	1.193.549	<i>54%</i>	<i>856.890</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	2.550.010	105.368,64	598.753	598.753	23%	
<i>Investissements Nets</i>	2.550.010	<i>105.368,64</i>	<i>598.753</i>	598.753	<i>23%</i>	<i>0</i>
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE						
5 Dépenses d'investissement	68.438.860	9.148.873,18	80.000	8.659.000	13%	8.579.000
6 Recettes d'investissement		40.000,00		1.885.000		1.885.000
<i>Investissements Nets</i>	68.438.860	<i>9.108.873,18</i>	<i>80.000</i>	6.774.000	<i>10%</i>	<i>6.694.000</i>
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE						
5 Dépenses d'investissement	2.957.950.338	1.617.260.339,31	287.152.050	303.987.250	10%	16.835.200
6 Recettes d'investissement	468.291.070	366.784.632,60	5.876.121	4.852.000	1%	-1.024.121
<i>Investissements Nets</i>	2.489.659.268	<i>1.250.475.706,71</i>	<i>281.275.929</i>	299.135.250	<i>12%</i>	<i>17.859.321</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 01 Présidence</i>						
1000170 Projet d'agglomération de première génération (H 1 70) CR 01.22 Direction générale de l'extérieur						
5 Dépenses d'investissement	35.616.140	547.316,70				
6 Recettes d'investissement		43.650,00				
1011863 Projet d'agglomération de deuxième génération CR 01.22 Direction générale de l'extérieur						
5 Dépenses d'investissement	270.610.000			7.800.000	3%	7.800.000
6 Recettes d'investissement	21.690.000					
<i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i>						
1000170 Projet d'agglomération de première génération (H 1 70) CR 05.15 Office de l'urbanisme						
5 Dépenses d'investissement	68.438.860	9.148.873,18	80.000	8.659.000	13%	8.579.000
6 Recettes d'investissement		40.000,00		1.885.000		1.885.000
<i>CR: 06 Environnement, transports et agriculture</i>						

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1000150 Construction lignes de tramways (H 1 50) CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	7.600.000	23.282.722,44	1.700.000	2.630.000	35%	930.000
1000150 Construction lignes de tramways (H 1 50) CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	1.572.612.000	1.048.028.373,15	13.430.000	18.000.000	1%	4.570.000
6 Recettes d'investissement	353.570.070	354.698.454,15				
1000160 Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60) CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	40.115.000	11.465.711,04	3.973.872	3.509.147	9%	-464.725
6 Recettes d'investissement	32.510.000					
1000160 Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60) CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	8.581.000	2.250.000,00	3.126.651	2.761.004	32%	-365.647
1000170 Projet d'agglomération de première génération (H 1 70) CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	2.990.000		890.000	1.828.000	61%	938.000
6 Recettes d'investissement			363.347			-363.347
1000170 Projet d'agglomération de première génération (H 1 70) CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	199.585.000	13.430.205,44	30.230.000	31.541.000	16%	1.311.000
6 Recettes d'investissement	51.020.000	1.045.294,45	1.612.774	1.819.000	4%	206.226
1000170 Projet d'agglomération de première génération (H 1 70) CR 06.14 Direction générale de l'agriculture et de la nature 5 Dépenses d'investissement	14.000.000	569.876,87	1.511.000	4.000.000	29%	2.489.000
1008644 Mesures OPB CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	85.000.000	37.644.062,86	13.000.000	14.800.000	17%	1.800.000
6 Recettes d'investissement	21.500.000	11.040.884,00	1.900.000	1.900.000	9%	
1010789 Etude de variantes pour la liaison cyclable Avanchets - route de Meyrin CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	550.000	128.037,05	200.000			-200.000
1010834 Dépôt TPG En Chardon CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	150.000.000	27.392.866,00	30.000.000	30.000.000	20%	
1011310 Etudes liaisons L1 & L2 dans le secteur Genève-Sud CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	1.331.000	569.782,33	600.000	162.000	12%	-438.000
1011679 Aménagement autour des interfaces CEVA (CO) CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	511.872					
1011679 Aménagement autour des interfaces CEVA (CO) CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	10.018.866		60.000	545.000	5%	485.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1011690 Route de Challex CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	3.935.000		1.160.000	2.735.000	70%	1.575.000
1011691 Requalification de la route suisse à Versoix CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	24.800.000		3.480.000	5.600.000	23%	2.120.000
6 Recettes d'investissement	2.792.000			233.000	8%	233.000
1011692 MIMRCA - Mesures d'infrastructures autour du maillon routier des Comm CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	23.450.000		3.000.000	13.000.000	55%	10.000.000
1011720 Déploiement de la technologie TOSA sur une ligne TPG CR 06.03 Direction générale des transports 6 Recettes d'investissement	3.400.000		2.000.000	900.000	26%	-1.100.000
1011720 Déploiement de la technologie TOSA sur une ligne TPG CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	15.000.000		7.200.000	7.800.000	52%	600.000
1011758 Mesures d'accompagnement au développement du quartier de l'Etang CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	16.299.000		478.000	500.000	3%	22.000
6 Recettes d'investissement	3.499.000					
1011791 Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 8 CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	165.000					
1011791 Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 8 CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	7.835.000		800.000	1.000.000	13%	200.000
1011868 Aménagements routier et centrale régionale de trafic (PAR) CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	50.000.000			11.000.000	22%	11.000.000
1917001 Jonction autoroutière de Lancy et infrastructures Genève Sud CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	79.100.000			200.000	0%	200.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
CR: 02 Finances						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	2.212.044	234.433,46	336.659	1.193.549	54%	856.890
CR: 04 Sécurité et économie						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	2.550.010	105.368,64	598.753	598.753	23%	
CR: 06 Environnement, transports et agriculture						

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
2011515 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'environnement, des CR 06.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	15.353.600	4.440.200,42	2.936.800	3.160.000	21%	223.200
2011522 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Génie civil CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	100.745.000	22.196.800,64	22.146.250	19.586.250	19%	-2.560.000
PRETS FERROVIAIRES ET CEVA - 4						
CR: 06 Environnement, transports et agriculture						
4000160 Projet d'infrastructures ferroviaires CR 06.03 Direction générale des transports 5 Dépenses d'investissement	1.568.000	2.051.542,24				
4000160 Projet d'infrastructures ferroviaires CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	47.835.000	3.497.743,20	22.229.477	19.629.849	41%	-2.599.628
4010444 Liaison CEVA CR 06.11 Direction générale du génie civil 5 Dépenses d'investissement	478.970.000	420.312.415,63	125.000.000	110.000.000	23%	-15.000.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
K SANTÉ						
5 Dépenses d'investissement	606.348.364	292.156.033,95	106.070.696	84.812.359	14%	-21.258.337
<i>Investissements Nets</i>	606.348.364	<i>292.156.033,95</i>	<i>106.070.696</i>	84.812.359	14%	<i>-21.258.337</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
5 Dépenses d'investissement	471.322.000	289.844.491,57	76.300.000	49.362.384	10%	-26.937.616
<i>Investissements Nets</i>	471.322.000	<i>289.844.491,57</i>	<i>76.300.000</i>	49.362.384	10%	<i>-26.937.616</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
5 Dépenses d'investissement	135.026.364	2.311.542,38	29.770.696	35.449.975	26%	5.679.279
<i>Investissements Nets</i>	135.026.364	<i>2.311.542,38</i>	<i>29.770.696</i>	35.449.975	26%	<i>5.679.279</i>
02 - FINANCES						
5 Dépenses d'investissement	369.305.253	266.268.766,63	57.226.601	32.873.036	9%	-24.353.565
<i>Investissements Nets</i>	369.305.253	<i>266.268.766,63</i>	<i>57.226.601</i>	32.873.036	9%	<i>-24.353.565</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE						
5 Dépenses d'investissement	1.688.380	47.857,35	255.095	700.724	42%	445.629
<i>Investissements Nets</i>	1.688.380	<i>47.857,35</i>	<i>255.095</i>	700.724	42%	<i>445.629</i>
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ						
5 Dépenses d'investissement	235.354.731	25.839.409,97	48.589.000	51.238.599	22%	2.649.599
<i>Investissements Nets</i>	235.354.731	<i>25.839.409,97</i>	<i>48.589.000</i>	51.238.599	22%	<i>2.649.599</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
CR: 02 Finances						
1009422 Hôpital cantonal-maternité 3ème étape-constr. CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	74.119.000	70.815.862,37	500.000	1.720.046	2%	1.220.046
1010667 HUG maternité Etape 3.3 CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	66.676.000	29.364.348,56	18.000.000	14.766.000	22%	-3.234.000
1010703 BDL 2 CR 02.30 Office des bâtiments						
5 Dépenses d'investissement	227.334.269	165.898.398,95	38.500.000	16.161.110	7%	-22.338.890
CR: 04 Sécurité et économie						
1011946 Gestion des hospitalisations hors canton CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi)						
5 Dépenses d'investissement	578.000			445.629	77%	445.629
CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé						
1009422 Hôpital cantonal-maternité 3ème étape-constr. CR 07.15 Direction générale de la santé						
5 Dépenses d'investissement	12.812.000	11.568.502,65				
1010667 HUG maternité Etape 3.3 CR 07.15 Direction générale de la santé						
5 Dépenses d'investissement	7.050.000	467.775,40	5.000.000	779.000	11%	-4.221.000
1010703 BDL 2 CR 07.15 Direction générale de la santé						
5 Dépenses d'investissement	26.352.731	1.815.537,63	13.000.000	7.390.599	28%	-5.609.401

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
1010865 Crédit ouvrage 2012-2015 - HUG CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	17.400.000	9.914.066,01	1.300.000	3.700.000	21%	2.400.000
1011015 Equipement de deux immeubles avec accompagnement pour personnes âgées (I CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	600.000			600.000	100%	600.000
1011957 Crédits d'ouvrages 2016-2019 - HUG CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	18.500.000			2.300.000	12%	2.300.000
1917012 Equipement IEPA et informatique (IMAD) CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	19.900.000			1.500.000	8%	1.500.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
CR: 02 Finances						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	1.175.984	190.156,75	226.601	225.880	19%	-721
CR: 04 Sécurité et économie						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	1.110.380	47.857,35	255.095	255.095	23%	
CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé						
2011516 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'emploi, des affair CR 07.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	2.500.000	448.430,30	500.000	500.000	20%	
2011527 Crédit de renouvellement 2015-2019 - IMAD CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	8.000.000	1.625.097,98	1.629.000	1.709.000	21%	80.000
2011957 Crédit de renouvellement 2016-2019 - HUG CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	119.200.000		26.400.000	32.000.000	27%	5.600.000
2916002 Crédits de renouvellement 2016-2019 - CLINIQUES CR 07.15 Direction générale de la santé 5 Dépenses d'investissement	3.040.000		760.000	760.000	25%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
L ECONOMIE						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	10.565.450 <i>10.565.450</i>	3.694.056,76 <i>3.694.056,76</i>	3.111.438 <i>3.111.438</i>	1.389.329 <i>1.389.329</i>	13% <i>13%</i>	-1.722.109 <i>-1.722.109</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	6.175.300 <i>6.175.300</i>	3.229.999,69 <i>3.229.999,69</i>	2.269.609 <i>2.269.609</i>	560.000 <i>560.000</i>	9% <i>9%</i>	-1.709.609 <i>-1.709.609</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	4.390.150 <i>4.390.150</i>	464.057,07 <i>464.057,07</i>	841.829 <i>841.829</i>	829.329 <i>829.329</i>	19% <i>19%</i>	-12.500 <i>-12.500</i>
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	2.601.670 <i>2.601.670</i>	234.829,30 <i>234.829,30</i>	520.334 <i>520.334</i>	520.334 <i>520.334</i>	20% <i>20%</i>	0
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	7.963.780 <i>7.963.780</i>	3.459.227,46 <i>3.459.227,46</i>	2.591.104 <i>2.591.104</i>	868.995 <i>868.995</i>	11% <i>11%</i>	-1.722.109 <i>-1.722.109</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 1010484 SIC - Système d'information du Commerce. CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	2.658.200	1.268.341,95	969.609			-969.609
1010514 REG@. CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	3.517.100	1.961.657,74	1.300.000	560.000	16%	-740.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	2.601.670	234.829,30	520.334	520.334	20%	
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 2011513 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de la sécurité et de l' CR 04.01 Présidence, secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	1.242.500	135.981,59	220.000	207.500	17%	-12.500
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	545.980	93.246,18	101.495	101.495	19%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
M FINANCE ET IMPÔTS						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	36.414.322 36.414.322	2.714.888,97 <i>2.714.888,97</i>	4.000.393 <i>4.000.393</i>	8.373.919 8.373.919	23% 23%	4.373.526 4.373.526
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	11.520.000 11.520.000			2.880.000 2.880.000	25% 25%	2.880.000 2.880.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	24.894.322 24.894.322	2.714.888,97 <i>2.714.888,97</i>	4.000.393 <i>4.000.393</i>	5.493.919 5.493.919	22% 22%	1.493.526 1.493.526
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	12.090.137 12.090.137	44.463,46 <i>44.463,46</i>	1.492.597 <i>1.492.597</i>	2.986.123 2.986.123	25% 25%	1.493.526 1.493.526
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	24.324.185 24.324.185	2.670.425,51 <i>2.670.425,51</i>	2.507.796 <i>2.507.796</i>	5.387.796 5.387.796	22% 22%	2.880.000 2.880.000
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 1011792 Evolution du système d'information et de communication fiscal CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	11.520.000			2.880.000	25%	2.880.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011511 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département des finances CR 02.21 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	850.000	44.463,46	200.000	150.000	18%	-50.000
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	11.240.137		1.292.597	2.836.123	25%	1.543.526
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	12.804.185	2.670.425,51	2.507.796	2.507.796	20%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
N CULTURE, SPORT ET LOISIRS						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	70.122.800 70.122.800	6.186.007,99 <i>6.186.007,99</i>	2.051.362 <i>2.051.362</i>	12.252.660 12.252.660	17% 17%	10.201.298 <i>10.201.298</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	61.022.117 61.022.117	5.369.146,09 <i>5.369.146,09</i>	450.000 <i>450.000</i>	10.767.896 10.767.896	18% 18%	10.317.896 <i>10.317.896</i>
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	9.100.683 9.100.683	816.861,90 <i>816.861,90</i>	1.601.362 <i>1.601.362</i>	1.484.764 1.484.764	16% 16%	-116.598 <i>-116.598</i>
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	5.427.378 5.427.378	200.314,73 <i>200.314,73</i>	672.036 <i>672.036</i>	664.938 664.938	12% 12%	-7.098 <i>-7.098</i>
03 - INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	3.574.000 3.574.000	616.547,17 <i>616.547,17</i>	904.500 <i>904.500</i>	795.000 795.000	22% 22%	-109.500 <i>-109.500</i>
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	99.305 99.305		24.826 <i>24.826</i>	24.826 24.826	25% 25%	0
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	61.022.117 61.022.117	5.369.146,09 <i>5.369.146,09</i>	450.000 <i>450.000</i>	10.767.896 10.767.896	18% 18%	10.317.896 <i>10.317.896</i>
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 06 Environnement, transports et agriculture</i>						
1010533 Nautique - Parc, Plage CR 06.08 Direction générale de l'eau 5 Dépenses d'investissement	61.022.117	5.369.146,09	450.000	10.767.896	18%	10.317.896
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 02 Finances</i>						
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	5.427.378	200.314,73	672.036	664.938	12%	-7.098
<i>CR: 03 Instruction publique, culture et sport</i>						
2011512 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'instruction publiq CR 03.11 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	3.574.000	616.547,17	904.500	795.000	22%	-109.500
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i>						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	99.305		24.826	24.826	25%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
O AUTORITÉS ET GOUVERNANCE						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	41.681.157 41.681.157	1.293.244,09 <i>1.293.244,09</i>	2.653.150 <i>2.653.150</i>	5.216.325 5.216.325	13% 13%	2.563.175 2.563.175
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	27.785.000 27.785.000			2.500.000 2.500.000	9% 9%	2.500.000 2.500.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	13.896.157 13.896.157	1.293.244,09 <i>1.293.244,09</i>	2.653.150 <i>2.653.150</i>	2.716.325 2.716.325	20% 20%	63.175 63.175
01 - PRÉSIDENTE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	374.000 374.000	39.206,92 <i>39.206,92</i>	46.800 <i>46.800</i>	46.800 46.800	13% 13%	 0
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	30.598.332 30.598.332	251.472,24 <i>251.472,24</i>	1.850.394 <i>1.850.394</i>	3.463.569 3.463.569	11% 11%	1.613.175 1.613.175
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	7.780.825 7.780.825	912.077,17 <i>912.077,17</i>	495.956 <i>495.956</i>	1.495.956 1.495.956	19% 19%	1.000.000 1.000.000
11 - GRAND CONSEIL 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	2.813.000 2.813.000	85.580,70 <i>85.580,70</i>	200.000 <i>200.000</i>	200.000 200.000	7% 7%	 0
12 - COUR DES COMPTES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	115.000 115.000	4.907,06 <i>4.907,06</i>	60.000 <i>60.000</i>	10.000 10.000	9% 9%	-50.000 -50.000
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 02 Finances</i>						
1011472 Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	18.276.000			1.000.000	5%	1.000.000
1011943 Archives d'Etat dans le bâtiment de l'arsenal - étude CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	3.689.000			500.000	14%	500.000
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i>						
1011472 Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	67.000					
1011867 Vote électronique de deuxième génération CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	4.740.000			1.000.000	21%	1.000.000
<i>CR: 11 Grand Conseil</i>						
1011472 Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville CR 11.01 Grand Conseil 5 Dépenses d'investissement	1.013.000					
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 01 Présidence</i>						

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
2011510 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département présidentiel CR 01.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	374.000	39.206,92	46.800	46.800	13%	
CR: 02 Finances						
2011511 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département des finances CR 02.21 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	50.000		10.000	10.000	20%	
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	8.583.332	251.472,24	1.840.394	1.953.569	23%	113.175
CR: 04 Sécurité et économie						
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	2.973.825	912.077,17	495.956	495.956	17%	
CR: 11 Grand Conseil						
2011517 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Grand Conseil CR 11.01 Grand Conseil 5 Dépenses d'investissement	1.800.000	85.580,70	200.000	200.000	11%	
CR: 12 Cour des comptes						
2011518 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Cour des comptes CR 12.01 Cour des comptes 5 Dépenses d'investissement	115.000	4.907,06	60.000	10.000	9%	-50.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
P ETATS-MAJORS ET PRESTATIONS DE MOYENS						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	388.001.537 388.001.537	40.321.303,03 <i>40.321.303,03</i>	36.206.733 <i>36.206.733</i>	51.572.210 51.572.210	13% 13%	15.365.477 15.365.477
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	222.352.000 222.352.000	19.917.694,50 <i>19.917.694,50</i>	4.682.762 <i>4.682.762</i>	17.304.371 17.304.371	8% 8%	12.621.609 12.621.609
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	165.649.537 165.649.537	20.403.608,53 <i>20.403.608,53</i>	31.523.971 <i>31.523.971</i>	34.267.839 34.267.839	21% 21%	2.743.868 2.743.868
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	180.517.407 180.517.407	24.320.673,68 <i>24.320.673,68</i>	16.597.550 <i>16.597.550</i>	22.729.002 22.729.002	13% 13%	6.131.452 6.131.452
03 - INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	34.400 34.400	688,15 <i>688,15</i>	1.600 <i>1.600</i>			-1.600 -1.600
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	205.253.130 205.253.130	15.933.897,99 <i>15.933.897,99</i>	19.298.506 <i>19.298.506</i>	28.532.877 28.532.877	14% 14%	9.234.371 9.234.371
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	275.000 275.000	17.500,15 <i>17.500,15</i>	39.000 <i>39.000</i>	39.000 39.000	14% 14%	 0
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	1.771.600 1.771.600	33.818,11 <i>33.818,11</i>	240.077 <i>240.077</i>	241.331 241.331	14% 14%	1.254 1.254
07 - EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	150.000 150.000	14.724,95 <i>14.724,95</i>	30.000 <i>30.000</i>	30.000 30.000	20% 20%	 0
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1						
<i>CR: 02 Finances</i>						
1010775 Acquisitions de terrains et bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	30.000.000	19.917.694,50	4.682.762			-4.682.762
1917003 Efficience énergétique CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	35.000.000			3.000.000	9%	3.000.000
1917017 Acquisitions de terrains et bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	50.000.000			5.000.000	10%	5.000.000
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i>						
1011866 SIRH - refonte technique CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	3.630.000			500.000	14%	500.000
1914015 Crédits d'ouvrage à venir en matière de systèmes d'information et de com CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	103.722.000			8.804.371	8%	8.804.371
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2						
<i>CR: 02 Finances</i>						

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
2011511 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département des finances CR 02.21 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	1.100.000	90.963,94	260.000	210.000	19%	-50.000
2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement	64.417.407	4.312.015,24	11.654.788	14.519.002	23%	2.864.214
CR: 03 Instruction publique, culture et sport						
2011512 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'instruction public CR 03.11 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	34.400	688,15	1.600			-1.600
CR: 04 Sécurité et économie						
2011513 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de la sécurité et de l' CR 04.01 Présidence, secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	700.000	39.764,55	160.000	90.000	13%	-70.000
2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSI) 5 Dépenses d'investissement	97.201.130	15.894.133,44	19.138.506	19.138.506	20%	
CR: 05 Aménagement, logement et énergie						
2011514 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'aménagement, du lo CR 05.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	275.000	17.500,15	39.000	39.000	14%	
CR: 06 Environnement, transports et agriculture						
2011515 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'environnement, des CR 06.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	1.771.600	33.818,11	240.077	241.331	14%	1.254
CR: 07 Emploi, affaires sociales et santé						
2011516 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'emploi, des affair CR 07.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	150.000	14.724,95	30.000	30.000	20%	

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
Q ENERGIE						
5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	15.427.690 15.427.690	6.952,50 6.952,50	103.823 103.823	1.903.823 1.903.823	12% 12%	1.800.000 1.800.000
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	15.000.000 15.000.000			1.800.000 1.800.000	12% 12%	1.800.000 1.800.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	427.690 427.690	6.952,50 6.952,50	103.823 103.823	103.823 103.823	24% 24%	0
02 - FINANCES 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>		6.952,50 6.952,50				
04 - SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	365.690 365.690		91.423 91.423	91.423 91.423	25% 25%	0
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE 5 Dépenses d'investissement <i>Investissements Nets</i>	15.062.000 15.062.000		12.400 12.400	1.812.400 1.812.400	12% 12%	1.800.000 1.800.000
CRÉDITS D'OUVRAGE OU D'ACQUISITION - 1 <i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i> 1917002 Axe stratégique réseaux - façade sud aéroport CR 05.20 Office cantonal de l'énergie (OCEN) 5 Dépenses d'investissement	15.000.000			1.800.000	12%	1.800.000
CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT - 2 <i>CR: 02 Finances</i> 2011520 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Bâtiments CR 02.30 Office des bâtiments 5 Dépenses d'investissement		6.952,50				
<i>CR: 04 Sécurité et économie</i> 2011521 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Systèmes d'information et de commun CR 04.11 Direction générale des systèmes d'information (DGSi) 5 Dépenses d'investissement	365.690		91.423	91.423	25%	
<i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i> 2011514 Crédit de renouvellement 2015-2019 - Département de l'aménagement, du lo CR 05.01 Secrétariat général 5 Dépenses d'investissement	62.000		12.400	12.400	20%	

Vue d'ensemble des prêts à caractère général

Prêts à caractère général

Les prêts à caractère général sont octroyés à des entités ou à des particuliers dans le cadre de politiques publiques. Ils sont remboursables et accordés à un nombre indéterminé de personnes lorsque celles-ci remplissent les conditions ou les critères fixés par des lois ou des règlements. Les montants totaux ne sont pas connus à l'avance. Ces prêts sont majoritairement issus de lois de portée générale.

Selon les normes comptables des collectivités publiques suisses, les prêts à caractère général sont inscrits au patrimoine administratif et doivent figurer dans le compte d'investissement. L'octroi d'un prêt est enregistré en dépense d'investissement, et le remboursement est comptabilisé en recette d'investissement. La trésorerie nécessaire au financement de ces prêts figure au compte annuel des investissements dans une enveloppe distincte.

En raison de la nature différente de ce type de prêt, il a été décidé de les présenter de manière séparée dans cette deuxième partie du tome 2. Les prêts CEVA et ferroviaires, qui sont assimilés à des crédits d'ouvrage, sont traités en première partie.

Le projet de budget 2017 affiche des dépenses liées à cette catégorie de prêts à hauteur de 34.2 millions (+58% par rapport à 2016) et 2.9 millions de recette (+26%). Ils représentent moins de 4% des investissements nets du projet de budget 2017.

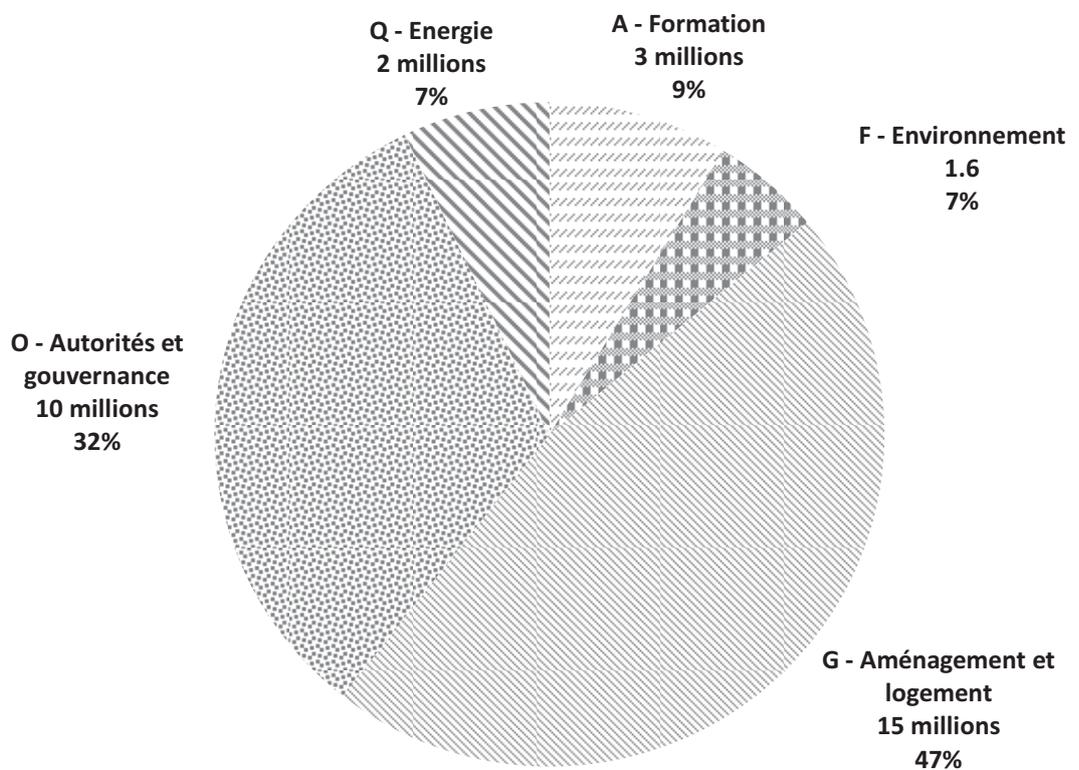
En millions

Libellé	Dépenses	Recettes	Net
Prêts aux coopératives d'habitation	14.0	1.3	12.7
Prêt à la FIPOI pour ONUG et OMS	12.4		12.4
Prêts aux étudiants	2.8	0.4	2.4
Prêts énergie	2.3	0.1	2.2
Prêts investissement et désendettement	1.6	0.8	0.9
Prêts hypothécaires HLM-HM	1.0	0.2	0.8
Aides aux exploitations paysannes – AEP	0.1	0.0	0.1
Remboursement de prêt à l'Ecole International de Genève		0.1	-0.1
TOTAL PB2017	34.2	2.9	31.3

Dès 2017, la première tranche budgétaire du prêt de 89'600'000 CHF est constituée en faveur des organisations internationales (palais des nations et organisation mondiale de la santé).

Ces prêts du patrimoine administratif sont répartis sur cinq politiques publiques :

- *la Formation (A)* par des prêts aux étudiants ou aux apprentis ;
- *l'Environnement (F)* par des prêts aux agriculteurs ou aux coopératives liées ;
- *l'Aménagement et le logement (G)* par l'octroi de prêts aux coopératives d'habitation ou de prêts hypothécaires HLM/HBM ;
- *l'autorités et gouvernance (O)* par un prêt à la FIPOI pour l'ONU et l'OMS ;
- *l'Energie (Q)* par des prêts attribués pour le développement des projets d'infrastructures énergétiques (énergies renouvelables) ;



Prêts à caractère général par politique publique

A - Formation

Prêts

4800002 - Prêts aux étudiants

CR 0332 - OFPC -
Office pour
l'orientation, la
formation
professionnelle et
continue

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	2'800'000	2'800'000		0
Recettes						

Résumé de la loi et but du crédit

Les prêts aux étudiants du service des bourses et prêts d'études (SBPE) sont régis par la Loi sur les bourses et prêts d'études (C 1 20) et son règlement d'application. Ils définissent les conditions d'octroi d'aides financières aux étudiants.

Les personnes en formation inscrites en maîtrise ainsi que les deuxièmes formations initiales ou bachelor sont financées par des prêts.

Solde du bilan au 31/12/2015: 10'663'327.55 F

Objectifs annuels 2017

Octroyer des prêts d'études aux bénéficiaires qui remplissent les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur en la matière. Les conditions d'octroi de prêts selon la LBPE impliquent le versement de plus de prêts par rapport à la LEE (pour laquelle l'octroi de prêts était décidé en commission des allocation spéciales "CAS").

Nouveaux prêts octroyés en 2015 : 4'038'247 F

Objectifs annuels 2016

Allouer des prêts d'études aux étudiants qui remplissent les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur en la matière (LBPE et RBPE). Les conditions d'octroi de prêts d'études selon la LBPE implique le versement de plus de prêts par rapport à la LEE (pour laquelle l'octroi de prêts était décidé en commission).

Nouveaux prêts octroyés en 2014 : 2'381'196.00 F

4800004 - Remboursement de prêt à l'Ecole International de Genève

CR 0311 - Secrétariat
général

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses						
Recettes	0	0	100'000	100'000		0

Résumé de la loi et but du crédit

Prêt de 10'000'000 F accordé à la Fondation de l'Ecole internationale selon la convention établie le 3 janvier 1972. Ce prêt est accordé à des conditions de faveur en vue de faciliter l'édification des constructions scolaires nouvelles prévues au plan de développement de l'Ecole internationale de Genève.

Solde du bilan au 31/12/2015: 5'900'000 F.

Objectifs annuels 2017

Encaisser la tranche annuelle de remboursement du prêt accordé (selon courrier du 21 avril 1989 de la direction des finances du DIP à l'École internationale).

Objectifs annuels 2016

Encaisser la tranche annuelle de remboursement du prêt accordé (selon courrier du 21 avril 1989 de la direction des finances du DIP à l'École internationale).

A - Formation

4800006 - Remboursement de Prêts aux étudiants

CR 0332 - OFPC -
Office pour
l'orientation, la
formation
professionnelle et
continue

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses						
Recettes	0	0	400'000	400'000		0

Résumé de la loi et but du crédit

Les prêts aux étudiants du service des bourses et prêts d'études (SBPE) sont régis par la Loi sur les bourses et prêts d'études (C 1 20) et son règlement d'application. Ils définissent les conditions d'octroi d'aides financières aux étudiants ainsi que les modalités de remboursement des prêts. Solde du bilan au 31/12/2015: 10'663'327.55 F

Objectifs annuels 2017

Encaisser la tranche annuelle de remboursement des prêts d'études octroyés au bénéficiaires. Le montant inscrit au budget est une estimation basée sur les années précédentes.

Le SBPE a pour objectif de régulariser la gestion des débiteurs dans son application métier Plexus. Ceci permettra d'envoyer à nouveau, dans le respect des délais et échéances, les plans de remboursement aux bénéficiaires.

Objectifs annuels 2016

Encaisser la tranche annuelle de remboursement des prêts d'études accordés aux étudiants. Le montant inscrit en 2016 est une estimation basée sur les années précédentes.

F - Environnement

Prêts

4800011 - Prêts investissement et désendettement

CR 0614 - Direction générale de l'agriculture et de la nature

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	1'600'000	1'600'000		0
Recettes	0	0	710'000	750'000		40'000

Résumé de la loi et but du crédit

Accorder des prêts sans intérêt dans le but de maintenir une agriculture dynamique de proximité. Ce soutien, en complément des mesures fédérales, est régi sur le plan cantonal par la loi sur l'agriculture (M2 05) et son règlement. Il vise à encourager l'installation de jeunes agriculteurs(trices), les constructions rurales, l'achat de machines, la diversification de l'activité et la réduction de l'endettement. Ces prêts doivent être remboursés et leur financement provient du fonds de compensation agricole.

Prêts en cours au 31/12/2015 : 5'639'514 F

Objectifs annuels 2017

Verser les prêts d'investissement et de désendettement ainsi que les crédits relais d'urgence aux exploitants conformément aux dossiers approuvés par la Commission d'attribution du fonds de compensation agricole, dont les décisions sont exécutoires.

Encaisser les recettes relatives aux amortissements des crédits versés au cours des années précédentes.

Objectifs annuels 2016

Verser les prêts d'investissement et de désendettement ainsi que les crédits relais d'urgence aux exploitants conformément aux dossiers approuvés par la Commission d'attribution du fonds de compensation agricole, dont les décisions sont exécutoires.

Encaisser les recettes relatives aux amortissements des crédits versés au cours des années précédentes.

4800012 - Aides aux exploitations paysannes – AEP

CR 0614 - Direction générale de l'agriculture et de la nature

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	0	100'000		100'000
Recettes	0	0	30'000	30'000		0

Résumé de la loi et but du crédit

Accorder des prêts sans intérêt aux exploitants agricoles dans le but de remédier ou de parer à des difficultés financières qui ne leur sont pas imputables ou qui résultent d'un changement des conditions-cadre économiques, en application de la loi sur l'agriculture (M 2 05) et de son règlement. Ce soutien découle des mesures fédérales en faveur de l'agriculture. La Confédération octroie, sous la même forme, une aide d'un montant équivalent à celui consenti par le canton. Ces prêts doivent être remboursés et le financement de la part cantonale provient du fonds de compensation agricole.

Prêts en cours au 31/12/2015 : 189'423 F

Objectifs annuels 2017

Verser la part cantonale des prêts d'aides aux exploitations paysannes conformément aux dossiers approuvés par la Commission d'attribution du fonds de compensation agricole, dont les décisions sont exécutoires.

Encaisser les recettes relatives aux amortissements des crédits versés au cours des années précédentes.

Objectifs annuels 2016

Encaisser les recettes relatives aux amortissements des crédits versés au cours des années précédentes.

G - Aménagement et logement

Prêts

4008427 - Prêts aux coopératives d'habitation

CR 0506 - Office cantonal du logement et de la planification foncière

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	14'000'000	14'000'000		0
Recettes	0	0	730'995	1'315'026		584'031

Résumé de la loi et but du crédit

Permettre aux coopératives d'habitation, en application de l'article 39D de la loi générale sur le logement et la protection des locataires (LGL), d'avoir les fonds propres suffisants afin de réaliser des projets de construction et, en application de l'article 39E, aux coopérateurs d'acquérir les parts sociales leur ouvrant l'accès à un logement coopératif.

Solde du bilan au 31/12/2015: 10'870'019 F.

Objectifs annuels 2017

Augmenter la construction de logements en coopérative d'habitation et permettre l'accession au logement coopératif. L'enveloppe des prêts de 14'000'000 F doit permettre de faire face aux demandes de coopératives pour près de 600 logements. A noter que les prêts sont remboursables au plus tard 5 ans après leur octroi et portent intérêt au cours moyen de la dette de l'Etat.

Objectifs annuels 2016

Augmenter la construction de logements en coopérative d'habitation et permettre l'accession au logement coopératif. L'enveloppe des prêts de 14'000'000 F doit permettre de faire face aux demandes de coopératives pour près de 600 logements. A noter que les prêts sont remboursables au plus tard 5 ans après leur octroi et portent intérêt au cours moyen de la dette de l'Etat.

4800003 - Prêts hypothécaires HLM-HM

CR 0506 - Office cantonal du logement et de la planification foncière

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	1'000'000	1'000'000		0
Recettes	0	0	213'664	213'664		0

Résumé de la loi et but du crédit

Assurer, en application de l'article 21 de la loi générale sur le logement et la protection des locataires, le financement de logements d'utilité publique au sens de la LGL par l'octroi de prêts hypothécaires en 2e et 3e rang.

Solde du bilan au 31/12/2015 : 5'354'632 F.

Objectifs annuels 2017

Faciliter le financement à l'exploitation d'une ou deux opérations soumises aux dispositions de la LGL, sous forme d'une aide d'appoint pour des entités de droit public ou sans but lucratif qui se verraient refuser l'accès au crédit.

Objectifs annuels 2016

Faciliter le financement à l'exploitation d'une ou deux opérations soumises aux dispositions de la LGL, sous forme d'une aide d'appoint pour des entités de droit public ou sans but lucratif qui se verraient refuser l'accès au crédit.

O - Autorités et gouvernance

Prêts

4011864 - Prêt à la FIPOI pour ONUG et OMS

CR 0122 - Direction
générale de l'extérieur

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	89'600'000	0	0	12'400'000	14%	12'400'000
Recettes	89'600'000	0	0	0	0%	0

Résumé de la loi et but du crédit

Loi 11864, votée le 03/06/2016, ouvrant trois crédits d'investissement d'un montant total de 89'600'000 F pour des prêts en faveur de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) destinés au financement de projets de construction et rénovation de bâtiments de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

Objectifs annuels 2017

L'échelonnement du prêt prévu dans l'exposé des motifs du PL à raison de 10,4 mio en 2017 a été mis à jour par rapport au dernier calendrier des travaux communiqué par l'ONU et l'OMS. Ainsi la tranche de 12,4 mio en 2017 représente le prêt pour le bâtiment de l'OMS (2,4 mio) et de l'ONU (10 mio), dont la plus grande partie concerne la construction du nouveau bâtiment prévu pour fin 2019.

Objectifs annuels 2016

Projet non prévu en 2016.

Q - Énergie

Prêts

4800010 - Prêts énergie

CR 0520 - Office cantonal de l'énergie (OCEN)

	Crédit total	Cumul au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit total	Variation 2016 - 2017
Dépenses	0	0	2'290'000	2'290'000		0
Recettes	0	0	138'766	114'075		-24'691

Résumé de la loi et but du crédit

Fonds disposant d'une dotation de 20'000'000 F qui octroie des prêts avec ou sans intérêts ou des garanties d'emprunts. Ces prestations sont complémentaires aux contributions fédérales et aux bonus conjoncturels. Elles sont accordées aux personnes physiques et morales susceptibles de contribuer au développement des énergies renouvelables ainsi que des économies d'énergie.

Solde du bilan au 31/12/2015 : 9'323'976 F

Objectifs annuels 2017

Poursuivre le soutien aux projets d'infrastructures énergétiques (cautionnement de risques) et aux créations d'entreprises innovantes et/ou efficaces en matière énergétique (par des prêts ou cautionnements) en développant la collaboration avec la fondation d'aide aux entreprises (FAE).

Objectifs annuels 2016

Les objectifs 2016 consistent à poursuivre le soutien aux projets d'infrastructures énergétiques (cautionnement de risques) et aux créations d'entreprises innovantes et/ou efficaces en matière énergétique (par des prêts ou cautionnements).

Récapitulations chiffrées des prêts à caractère général

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
A FORMATION						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>	2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>		0
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>	2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>		0
03 - INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>	2.800.000 500.000 <i>2.300.000</i>		0
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
<i>CR: 03 Instruction publique, culture et sport</i>						
4800002 Prêts aux étudiants. CR 03.32 OFPC - Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue 5 Dépenses d'investissement			2.800.000	2.800.000		
4800004 Remboursement ecole internationale. CR 03.11 Secrétariat général 6 Recettes d'investissement			100.000	100.000		
4800006 Remboursement de prêts étudiants. CR 03.32 OFPC - Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue 6 Recettes d'investissement			400.000	400.000		

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
F ENVIRONNEMENT						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			1.600.000 740.000 <i>860.000</i>	1.700.000 780.000 <i>920.000</i>		100.000 40.000 <i>60.000</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			1.600.000 740.000 <i>860.000</i>	1.700.000 780.000 <i>920.000</i>		100.000 40.000 <i>60.000</i>
06 - ENVIRONNEMENT, TRANSPORTS ET AGRICULTURE						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			1.600.000 740.000 <i>860.000</i>	1.700.000 780.000 <i>920.000</i>		100.000 40.000 <i>60.000</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
<i>CR: 06 Environnement, transports et agriculture</i>						
4800011 Prêts investissement et désendettement. CR 06.14 Direction générale de l'agriculture et de la nature						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement			1.600.000 710.000	1.600.000 750.000		40.000
4800012 Prêts aides aux exploitations paysannes - AEP. CR 06.14 Direction générale de l'agriculture et de la nature						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement			30.000	100.000 30.000		100.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
G AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			15.000.000 944.659 <i>14.055.341</i>	15.000.000 1.528.690 13.471.310		584.031 -584.031
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			15.000.000 944.659 <i>14.055.341</i>	15.000.000 1.528.690 13.471.310		584.031 -584.031
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>			15.000.000 944.659 <i>14.055.341</i>	15.000.000 1.528.690 13.471.310		584.031 -584.031
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
<i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i>						
4008427 Prêts aux coopératives d'habitation CR 05.06 Office cantonal du logement et de la planification foncière						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement			14.000.000 730.995	14.000.000 1.315.026		584.031
4800003 Prêts hypothécaires HLM-HBM CR 05.06 Office cantonal du logement et de la planification foncière						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement			1.000.000 213.664	1.000.000 213.664		

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
O AUTORITÉS ET GOUVERNANCE						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>	89.600.000 89.600.000 0			12.400.000 <i>12.400.000</i>	14%	12.400.000 <i>12.400.000</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>	89.600.000 89.600.000 0			12.400.000 <i>12.400.000</i>	14%	12.400.000 <i>12.400.000</i>
01 - PRÉSIDENTE						
5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement <i>Investissements Nets</i>	89.600.000 89.600.000 0			12.400.000 <i>12.400.000</i>	14%	12.400.000 <i>12.400.000</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
CR: 01 Présidence						
4011864 Prêts à la FIPOI pour ONUG et OMS CR 01.22 Direction générale de l'extérieur 5 Dépenses d'investissement 6 Recettes d'investissement	 89.600.000 89.600.000			 12.400.000	14%	12.400.000

Libellé	Crédit total	Comptes au 31/12/2015	Budget 2016	Budget 2017	% crédit	Variation 2017-2016
Q ENERGIE						
5 Dépenses d'investissement			2.290.000	2.290.000		
6 Recettes d'investissement			138.766	114.075		-24.691
<i>Investissements Nets</i>			<i>2.151.234</i>	<i>2.175.925</i>		<i>24.691</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
5 Dépenses d'investissement			2.290.000	2.290.000		
6 Recettes d'investissement			138.766	114.075		-24.691
<i>Investissements Nets</i>			<i>2.151.234</i>	<i>2.175.925</i>		<i>24.691</i>
05 - AMÉNAGEMENT, LOGEMENT ET ÉNERGIE						
5 Dépenses d'investissement			2.290.000	2.290.000		
6 Recettes d'investissement			138.766	114.075		-24.691
<i>Investissements Nets</i>			<i>2.151.234</i>	<i>2.175.925</i>		<i>24.691</i>
PRETS A CARACTERE GENERAL - 4						
<i>CR: 05 Aménagement, logement et énergie</i>						
4800010 Prêts énergie						
CR 05.20 Office cantonal de l'énergie (OCEN)						
5 Dépenses d'investissement			2.290.000	2.290.000		
6 Recettes d'investissement			138.766	114.075		-24.691

Annexes

Annexe 1 - Récapitulation des investissements par politique publique

ANNEXE 1 - Investissements par politique publique

Investissements hors prêts à caractère général							
Politique Publique	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	Projet de Budget 2016 amendé	Projet de budget 2017	% Crédit total	Ecart 2017-2016	
A - Formation	998'336'370	313'688'299	203'296'052	162'486'208	16.3%	-40'809'844	-20.1%
B - Emploi	2'352'110	32'498	412'747	412'747	17.5%		
C - Action sociale	19'366'910	1'586'764	3'974'851	3'765'195	19.4%	-209'656	-5.3%
D - Personnes âgées	30'274'855	23'668'727	4'516'961	1'500'661	5.0%	-3'016'300	-66.8%
E - Handicap	12'549'920	651'607	675'894	2'509'984	20.0%	1'834'090	271.4%
F - Environnement	106'012'193	40'113'608	14'049'712	15'327'624	14.5%	1'277'912	9.1%
G - Aménagement et logement	59'126'903	11'720'625	46'788'461	43'236'931	73.1%	-3'551'530	-7.6%
H - Sécurité et population	303'792'383	176'218'795	51'518'932	37'770'761	12.4%	-13'748'171	-26.7%
I - Justice	44'833'740	1'685'873	5'373'763	8'182'970	18.3%	2'809'207	52.3%
J - Mobilité	3'337'377'392	1'627'296'331	288'167'462	322'238'552	9.7%	34'071'090	11.8%
K - Santé	606'348'364	292'156'034	106'070'696	84'812'359	14.0%	-21'258'337	-20.0%
L - Économie	10'565'450	3'694'057	3'111'438	1'389'329	13.1%	-1'722'109	-55.3%
M - Finance et impôts	36'414'322	2'714'889	4'000'393	8'373'919	23.0%	4'373'526	109.3%
N - Culture, sport et loisirs	70'122'800	6'186'008	2'051'362	12'252'660	17.5%	10'201'298	497.3%
O - Autorités et gouvernance	41'681'157	1'293'244	2'653'150	5'216'325	12.5%	2'563'175	96.6%
P - Etats-majors et prestations de moyens	388'001'537	40'321'303	36'206'733	51'572'210	13.3%	15'365'477	42.4%
Q - Energie	15'427'690	6'953	103'823	1'903'823	12.3%	1'800'000	1733.7%
Total Dépenses hors prêts à caractère général	6'082'584'096	2'543'035'614	772'972'430	762'952'258	12.5%	-10'020'172	-1.3%
A - Formation	99'504'683	45'982'870	15'362'069	7'035'900	7.1%	-8'326'169	-54.2%
B - Emploi	770'000		64'000	64'000	8.3%		
F - Environnement	1'469'340	10'225'404		100'000	6.8%	100'000	
G - Aménagement et logement	6'213'313	303'897	65'000	65'000	1.0%		
H - Sécurité et population	53'035'000	16'308'712		650'000	1.2%	650'000	
J - Mobilité	489'981'070	366'868'283	5'876'121	6'737'000	1.4%	860'879	14.7%
Total Recettes hors prêts à caractère général	650'973'406	439'689'166	21'367'190	14'651'900	2.3%	-6'715'290	-31.4%
TOTAL NET hors prêts à caractère général	5'431'610'690	2'103'346'448	751'605'240	748'300'358	13.8%	-3'304'882	-0.4%

Prêts à caractère général							
Politique Publique	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	Projet de Budget 2016 amendé	Projet de budget 2017	% Crédit total	Ecart 2017-2016	
A - Formation			2'800'000	2'800'000			
F - Environnement			1'600'000	1'700'000		100'000	6.25%
G - Aménagement et logement			15'000'000	15'000'000			
O - Autorités et gouvernance	89'600'000			12'400'000		12'400'000	
Q - Energie			2'290'000	2'290'000			
Total Dépenses des prêts à caractère général	89'600'000		21'690'000	34'190'000		12'500'000	57.6%
A - Formation			500'000	500'000			
F - Environnement			740'000	780'000		40'000	5.41%
G - Aménagement et logement			944'659	1'528'690		584'031	61.82%
O - Autorités et gouvernance	89'600'000						
Q - Energie			138'766	114'075		-24'691	-17.79%
Total Recettes des prêts à caractère général	89'600'000		2'323'425	2'922'765		599'340	25.8%
TOTAL NET des prêts à caractère général			19'366'575	31'267'235		11'900'660	61.4%

Annexe 2 - Tableau des investissements par loi et catégorie

ANNEXE 2 - Tableau des investissements par loi et catégorie

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017
CREDITS D'OUVRAGE (CO)									
A - Formation	1009995	UNI - CMU 5ème étape	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	177'887'000	113'482'094	25'000'000	24'000'000
A - Formation	1009995	UNI - CMU 5ème étape	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	37'000'000	27'957'000	5'000'000	
A - Formation	1009995	UNI - CMU 5ème étape	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	15'596'000	701'248	11'096'000	
A - Formation	1010516	HEG Battelle - bâtiment B	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	49'232'487	39'564'087	8'054'815	3'668'400
A - Formation	1010516	HEG Battelle - bâtiment B	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	10'800'000	3'383'465	2'712'069	2'416'535
A - Formation	1010516	HEG Battelle - bâtiment B	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	2'604'000	899'474	868'000	
A - Formation	1010516	HEG Battelle - bâtiment B	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	335'513	282'150		
A - Formation	1010822	CMU - 6ème étape	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	133'604'000	69'974'134	25'000'000	21'000'000
A - Formation	1010822	CMU - 6ème étape	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	21'500'625	13'392'405	4'000'000	1'269'365
A - Formation	1010822	CMU - 6ème étape	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	15'333'000	21'522	14'583'000	
A - Formation	1010875	Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	29'700'000	627'883	10'000'000	11'000'000
A - Formation	1010875	Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	7'000'000		2'500'000	2'500'000
A - Formation	1010875	Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	2'184'000			1'500'000
A - Formation	1011264	Ecole de commerce de Frontenex	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	81'806'316	29'836'034	19'218'269	16'532'483
A - Formation	1011264	Ecole de commerce de Frontenex	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	8'954'058			
A - Formation	1011264	Ecole de commerce de Frontenex	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	315'684			215'684
A - Formation	1011325	Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	17'554'000	8'014'838	6'500'000	1'500'000
A - Formation	1011325	Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	2'250'000	1'250'000	750'000	450'000
A - Formation	1011325	Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	480'000			
A - Formation	1011732	Etudes pour le remplacement du système d'information et de communication	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	959'000		459'000	500'000
A - Formation	1011865	Equipement de l'école de commerce de Frontenex	2-Déposé	03 - DIP	Dépenses	2'276'000			1'876'000
A - Formation	1011865	Equipement de l'école de commerce de Frontenex	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'314'000			1'200'000
A - Formation	1011944	Reconstruction du CO Renard - étude	2-Déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	5'494'800			500'000
A - Formation	1917008	Rénovation du CO Budé	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	22'700'000			4'000'000
A - Formation	1917008	Rénovation du CO Budé	3-Non déposé	03 - DIP	Dépenses	500'000			
A - Formation	1917008	Rénovation du CO Budé	3-Non déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	170'000			
A - Formation	1917009	Rénovation du collège Rousseau - étude	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	6'000'000			2'000'000
A - Formation	1917011	Rénovation d'Uni Bastions	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	72'700'000			1'300'000
A - Formation	1917011	Rénovation d'Uni Bastions	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Recettes	10'000'000			
C - Action sociale	1011608	Informatique à l'hospice général (GED, environnement collaboratif et extranet)	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	2'500'000		1'145'000	575'000
D - Personnes âgées	1010309	EMS Prieuré - Fondation Clair Bois - Subvention	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	28'214'000	23'402'580	4'093'220	1'076'920
E - Handicap	1917004	Subventions d'investissement aux EPI	3-Non déposé	07 - DEAS	Dépenses	9'170'450			1'834'090
F - Environnement	1008269	Etude nouvelle décharge bioactive	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	780'000	245'091	207'733	207'733
F - Environnement	1010827	Renaturation de l'Aire étape 3	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	25'443'914	22'006'303	85'000	
F - Environnement	1010827	Renaturation de l'Aire étape 3	1-Voté	06 - DETA	Recettes		10'057'404		
F - Environnement	1010850	Infrastructures agricoles durables	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	15'700'000	6'811'172	2'180'000	2'945'000
F - Environnement	1010850	Infrastructures agricoles durables	1-Voté	06 - DETA	Recettes		168'000		
F - Environnement	1011790	Ouvrages de protection contre les dangers naturels	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	4'800'000			200'000
F - Environnement	1011790	Ouvrages de protection contre les dangers naturels	1-Voté	06 - DETA	Recettes	1'469'340			100'000
G - Aménagement et logement	1010460	Construction de logements d'utilité publique - LUP II	1-Voté	05 - DALE	Dépenses		4'598'506	8'000'000	8'000'000
G - Aménagement et logement	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	658'470		658'470	358'470
G - Aménagement et logement	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	658'470			
G - Aménagement et logement	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	05 - DALE	Dépenses	29'850'393		11'398'031	5'857'001
G - Aménagement et logement	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	05 - DALE	Recettes	5'229'843			
G - Aménagement et logement	1011941	Contribution du canton au fond de développement urbain	2-Déposé	05 - DALE	Dépenses	20'000'000			2'000'000

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017
H - Sécurité et population	1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	105'518'000	102'209'225		
H - Sécurité et population	1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	20'385'000	16'308'712		
H - Sécurité et population	1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	2'636'000	1'796'246	392'000	
H - Sécurité et population	1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	551'000	321'405	100'000	
H - Sécurité et population	1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	142'000	105'524		
H - Sécurité et population	1010759	Refonte du SI de l'office des poursuites	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	8'940'000	7'262'660	500'000	
H - Sécurité et population	1011254	Les Dardelles (Brenaz III) - étude	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	16'500'000	1'013'052	10'000'000	10'286'948
H - Sécurité et population	1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	67'299'100	54'668'778	15'700'000	2'584'089
H - Sécurité et population	1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	32'000'000			
H - Sécurité et population	1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	2'352'520	1'205'611	800'000	200'000
H - Sécurité et population	1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	302'380	220'113		
H - Sécurité et population	1011405	Equipements NRBC	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	2'452'683	631	1'452'683	
H - Sécurité et population	1011578	Relocalisation caserne des Vernets - Epeisses - études	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	2'905'000	30'138	1'900'000	885'000
H - Sécurité et population	1011579	Relocalisation caserne des Vernets - Aire-la-Ville - études	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	1'390'000	10'605	800'000	390'000
H - Sécurité et population	1011580	Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	18'736'000		3'400'000	9'000'000
H - Sécurité et population	1011580	Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	1'985'000			
H - Sécurité et population	1011580	Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	148'000			
H - Sécurité et population	1011686	Aménagement du poste de police de la Servette	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	1'150'000		500'000	650'000
H - Sécurité et population	1011686	Aménagement du poste de police de la Servette	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	245'000		200'000	
H - Sécurité et population	1011702	Système d'information du service des contraventions	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'200'000		300'000	500'000
H - Sécurité et population	1011788	Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'200'000			500'000
H - Sécurité et population	1011942	Bâtiment PI, SARA 50, CCPD - étude	2-Déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	3'233'230			500'000
H - Sécurité et population	1011945	Optimisation des prestations de l'OCPM	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'330'000			810'000
I - Justice	1914007	Nouveau Palais de justice - Etude	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	11'000'000			500'000
J - Mobilité	1000150	Construction lignes de tramways (H 1 50)	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	7'600'000	23'282'722	1'700'000	2'630'000
J - Mobilité	1000150	Construction lignes de tramways (H 1 50)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	1'572'612'000	1'048'028'373	13'430'000	18'000'000
J - Mobilité	1000150	Construction lignes de tramways (H 1 50)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Recettes	353'570'070	354'698'454		
J - Mobilité	1000160	Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	40'115'000	11'465'711	3'973'872	3'509'147
J - Mobilité	1000160	Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	1-Voté	06 - DETA	Recettes	32'510'000			
J - Mobilité	1000160	Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	8'581'000	2'250'000	3'126'651	2'761'004
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	01 - DP	Dépenses	35'616'140	547'317		
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	01 - DP	Recettes		43'650		
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	05 - DALE	Dépenses	68'438'860	9'148'873	80'000	8'659'000
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	05 - DALE	Recettes		40'000		1'885'000
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	16'990'000	569'877	2'401'000	5'828'000
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	06 - DETA	Recettes			363'347	
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	199'585'000	13'430'205	30'230'000	31'541'000
J - Mobilité	1000170	Projet d'agglomération de première génération (H 1 70)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Recettes	51'020'000	1'045'294	1'612'774	1'819'000
J - Mobilité	1008644	Mesures OPB	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	85'000'000	37'644'063	13'000'000	14'800'000
J - Mobilité	1008644	Mesures OPB	1-Voté	06 - DETA / DGG	Recettes	21'500'000	11'040'884	1'900'000	1'900'000
J - Mobilité	1010789	Etude de variantes pour la liaison cyclable Avanchets - route de Meyrin	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	550'000	128'037	200'000	
J - Mobilité	1010834	Dépôt TPG En Chardon	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	150'000'000	27'392'866	30'000'000	30'000'000
J - Mobilité	1011310	Etudes liaisons L1 & L2 dans le secteur Genève-Sud	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	1'331'000	569'782	600'000	162'000
J - Mobilité	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	511'872			
J - Mobilité	1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	10'018'866		60'000	545'000
J - Mobilité	1011690	Route de Challex	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	3'935'000		1'160'000	2'735'000
J - Mobilité	1011691	Requalification de la route Suisse à Versoix	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	24'800'000		3'480'000	5'600'000
J - Mobilité	1011691	Requalification de la route Suisse à Versoix	1-Voté	06 - DETA / DGG	Recettes	2'792'000			233'000
J - Mobilité	1011692	MIMRCA - Mesures d'infrastructures autour du maillon routier des Communes	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	23'450'000		3'000'000	13'000'000
J - Mobilité	1011720	TOSA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	15'000'000		7'200'000	7'800'000
J - Mobilité	1011720	TOSA	1-Voté	06 - DETA	Recettes	3'400'000		2'000'000	900'000

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017	
J - Mobilité	1011758	Mesures d'accompagnement au développement du quartier de l'Etang	1-Voté	06 - DETA	Recettes	3'499'000				
J - Mobilité	1011758	Mesures d'accompagnement au développement du quartier de l'Etang	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	16'299'000		478'000	500'000	
J - Mobilité	1011791	Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 80	2-Déposé	06 - DETA	Dépenses	165'000				
J - Mobilité	1011791	Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 80	2-Déposé	06 - DETA / DGG	Dépenses	7'835'000		800'000	1'000'000	
J - Mobilité	1011863	Projet d'agglomération de deuxième génération	2-Déposé	01 - PRE	Dépenses	270'610'000			7'800'000	
J - Mobilité	1011863	Projet d'agglomération de deuxième génération	2-Déposé	01 - PRE	Recettes	21'690'000				
J - Mobilité	1011868	Aménagements routier et centrale régionale de trafic (PAR)	2-Déposé	06 - DETA	Dépenses	50'000'000			11'000'000	
J - Mobilité	1917001	Jonction autoroutière de Lancy et infrastructures Genève Sud	3-Non déposé	06 - DETA / DGG	Dépenses	79'100'000			200'000	
K - Santé	1009422	HUG - maternité - 3e étape (phases 3.1 et 3.2)	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	74'119'000	70'815'862	500'000	1'720'046	
K - Santé	1009422	HUG - maternité - 3e étape (phases 3.1 et 3.2)	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	12'812'000	11'568'503			
K - Santé	1010667	HUG - maternité - 3ème étape (phase 3.3)	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	66'676'000	29'364'349	18'000'000	14'766'000	
K - Santé	1010667	HUG - maternité - 3ème étape (phase 3.3)	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	7'050'000	467'775	5'000'000	779'000	
K - Santé	1010703	BDL2 - Construction	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	227'334'269	165'898'399	38'500'000	16'161'110	
K - Santé	1010703	BDL2 - Construction	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	26'352'731	1'815'538	13'000'000	7'390'599	
K - Santé	1010865	Crédits d'Ouvrages 2012-2015 des HUG	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	17'400'000	9'914'066	1'300'000	3'700'000	
K - Santé	1011015	Equipement de deux immeubles avec accompagnement pour personnes âgées	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	600'000			600'000	
K - Santé	1011946	Gestion des hospitalisations hors canton	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	578'000			445'629	
K - Santé	1917012	Equipement IEPA et informatique (IMAD)	3-Non déposé	07 - DEAS	Dépenses	19'900'000			1'500'000	
K - Santé	1011957	Crédits d'ouvrage 2016-2019 - HUG	2-Déposé	07 - DEAS / HUG	Dépenses	18'500'000			2'300'000	
L - Économie	1010484	Réalisation du système d'information du commerce	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'658'200	1'268'342	969'609		
L - Économie	1010514	Refonte du répertoire des entreprises	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	3'517'100	1'961'658	1'300'000	560'000	
M - Finance et impôts	1011792	Evolution du SI fiscal 2016-2019	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	11'520'000			2'880'000	
N - Culture, sport et loisirs	1010533	Parc et plage aux Eaux-Vives et agrandissement du port	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	61'022'117	5'369'146	450'000	10'767'896	
O - Autorités et gouvernance	1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	67'000				
O - Autorités et gouvernance	1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	1-Voté	11 - GC	Dépenses	1'013'000				
O - Autorités et gouvernance	1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	2-Déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	18'276'000			1'000'000	
O - Autorités et gouvernance	1011867	Vote électronique de deuxième génération	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	4'740'000			1'000'000	
O - Autorités et gouvernance	1011943	Archives d'Etat dans le bâtiment de l'arsenal - étude	2-Déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	3'689'000			500'000	
P - Etats-majors et prestations de moyens	1010775	Acquisitions de terrains et bâtiments	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	30'000'000	19'917'695	4'682'762		
P - Etats-majors et prestations de moyens	1011866	SIRH - refonte technique	2-Déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	3'630'000			500'000	
P - Etats-majors et prestations de moyens	1914015	Crédits d'ouvrage à venir en matière de systèmes d'information et de commu	3-Non déposé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	103'722'000			8'804'371	
P - Etats-majors et prestations de moyens	1917003	Efficacité énergétique	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	35'000'000			3'000'000	
P - Etats-majors et prestations de moyens	1917017	Acquisitions de terrains et bâtiments	3-Non déposé	02 - DF / OBA	Dépenses	50'000'000			5'000'000	
Q - Energie	1917002	Axe stratégique réseaux - façade sud aéroport	3-Non déposé	05 - DALE	Dépenses	15'000'000			1'800'000	
CREDITS D'OUVRAGE (CO)						Dépenses	4'531'399'095	1'982'130'263	383'213'115	393'897'620
						Recettes	647'228'406	439'385'268	20'838'190	13'472'900
						NET	3'884'170'689	1'542'744'994	362'374'925	380'424'720

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017
CREDITS DE RENOUVELLEMENT (CRENOUV)									
A - Formation	2011512	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DIP	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	32'710'600	6'352'969	7'554'300	6'332'100
A - Formation	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	235'771'535	29'374'016	56'002'009	47'233'782
A - Formation	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Recettes	2'000'000		400'000	400'000
A - Formation	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	15'858'435	2'282'282	3'287'459	3'287'459
A - Formation	2011523	Crédit de renouvellement 2015-2019 - HES-SO	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	15'300'000	2'601'925	3'050'000	3'050'000
A - Formation	2011524	Crédit de renouvellement 2015-2019 - Université	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	59'950'000	9'673'643	12'623'200	11'790'300
B - Emploi	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	850'000	17'054	80'000	80'000
B - Emploi	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Recettes	770'000		64'000	64'000
B - Emploi	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	855'620	3'263	171'124	171'124
B - Emploi	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	646'490	12'180	161'623	161'623
C - Action sociale	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	700'000	41'847	140'000	140'000
C - Action sociale	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	4'537'565	379'430	434'765	395'109
C - Action sociale	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	4'389'345	89'239	1'055'086	1'055'086
C - Action sociale	2011526	Crédit de renouvellement 2015-2019 - Hospice général	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	7'240'000	1'076'248	1'200'000	1'600'000
D - Personnes âgées	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	119'450	19'967	23'890	23'890
D - Personnes âgées	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'941'405	246'180	399'851	399'851
E - Handicap	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	3'277'000	651'607	655'400	655'400
E - Handicap	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	102'470		20'494	20'494
F - Environnement	2011515	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	34'186'800	6'606'438	6'441'600	7'166'400
F - Environnement	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	2'633'269	28'854	669'076	342'188
F - Environnement	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'468'210	415'750	466'303	466'303
F - Environnement	2011525	Crédit de renouvellement 2015-2019 - Communes	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	20'000'000	4'000'000	4'000'000	4'000'000
G - Aménagement et logement	2011514	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE	1-Voté	05 - DALE	Dépenses	4'819'000	651'704	1'070'700	830'200
G - Aménagement et logement	2011514	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE	1-Voté	05 - DALE	Recettes	325'000	303'897	65'000	65'000
G - Aménagement et logement	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	781'690	29'555	28'172	558'172
G - Aménagement et logement	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	3'017'350	157'691	633'088	633'088
H - Sécurité et population	2011511	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	500'000	16'400	130'000	80'000
H - Sécurité et population	2011513	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	18'799'500	3'279'264	4'225'000	3'566'000
H - Sécurité et population	2011513	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE	1-Voté	04 - DSE	Recettes	650'000			650'000
H - Sécurité et population	2011515	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	192'000	34'683	38'400	38'400
H - Sécurité et population	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	35'706'710	2'672'431	9'654'609	6'354'084
H - Sécurité et population	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	7'378'260	1'372'029	1'426'240	1'426'240
I - Justice	2011519	Crédit de renouvellement 2015-2019 - PJ	1-Voté	14 - PJ	Dépenses	10'000'000	1'284'578	2'212'500	2'212'500
I - Justice	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	23'833'740	401'295	3'161'263	5'470'470
J - Mobilité	2011515	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	15'353'600	4'440'200	2'936'800	3'160'000
J - Mobilité	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	2'212'044	234'433	336'659	1'193'549
J - Mobilité	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'550'010	105'369	598'753	598'753
J - Mobilité	2011522	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGGC	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	100'745'000	22'196'801	22'146'250	19'586'250
K - Santé	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	2'500'000	448'430	500'000	500'000
K - Santé	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	1'175'984	190'157	226'601	225'880
K - Santé	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'110'380	47'857	255'095	255'095
K - Santé	2011527	Crédit de renouvellement 2015-2019 - IMAD	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	8'000'000	1'625'098	1'629'000	1'709'000
K - Santé	2011957	Crédits de renouvellement 2016-2019 - HUG	2-Déposé	07 - DEAS / HUG	Dépenses	119'200'000		26'400'000	32'000'000
K - Santé	2916002	Crédits de renouvellement 2017-2019 - CLINIQUES	3-Non déposé	07 - DEAS / CLIN	Dépenses	3'040'000		760'000	760'000
L - Économie	2011513	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	1'242'500	135'982	220'000	207'500
L - Économie	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	2'601'670	234'829	520'334	520'334
L - Économie	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	545'980	93'246	101'495	101'495

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017
M - Finance et impôts	2011511	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	850'000	44'463	200'000	150'000
M - Finance et impôts	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	11'240'137		1'292'597	2'836'123
M - Finance et impôts	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	12'804'185	2'670'426	2'507'796	2'507'796
N - Culture, sport et loisirs	2011512	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DIP	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	3'574'000	616'547	904'500	795'000
N - Culture, sport et loisirs	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	5'427'378	200'315	672'036	664'938
N - Culture, sport et loisirs	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	99'305		24'826	24'826
O - Autorités et gouvernance	2011510	Crédit de renouvellement 2015-2019 - PRE	1-Voté	01 - DP	Dépenses	374'000	39'207	46'800	46'800
O - Autorités et gouvernance	2011511	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	50'000		10'000	10'000
O - Autorités et gouvernance	2011517	Crédit de renouvellement 2015-2019 - GC	1-Voté	11 - GC	Dépenses	1'800'000	85'581	200'000	200'000
O - Autorités et gouvernance	2011518	Crédit de renouvellement 2015-2019 - CdC	1-Voté	12 - CdC	Dépenses	115'000	4'907	60'000	10'000
O - Autorités et gouvernance	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	8'583'332	251'472	1'840'394	1'953'569
O - Autorités et gouvernance	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'973'825	912'077	495'956	495'956
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011511	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DF	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	1'100'000	90'964	260'000	210'000
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011512	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DIP	1-Voté	03 - DIP	Dépenses	34'400	688	1'600	
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011513	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DSE	1-Voté	04 - DSE	Dépenses	700'000	39'765	160'000	90'000
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011514	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE	1-Voté	05 - DALE	Dépenses	275'000	17'500	39'000	39'000
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011515	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DETA	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	1'771'600	33'818	240'077	241'331
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011516	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DEAS	1-Voté	07 - DEAS	Dépenses	150'000	14'725	30'000	30'000
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses	64'417'407	4'312'015	11'654'788	14'519'002
P - Etats-majors et prestations de moyens	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	97'201'130	15'894'133	19'138'506	19'138'506
Q - Energie	2011514	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DALE	1-Voté	05 - DALE	Dépenses	62'000		12'400	12'400
Q - Energie	2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	1-Voté	02 - DF / OBA	Dépenses		6'953		
Q - Energie	2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSI	1-Voté	04 - DSE / DGSI	Dépenses	365'690		91'423	91'423
CREDITS DE RENOUVELLEMENT (CRENOUV)					Dépenses	1'022'812'001	128'760'482	217'529'838	214'424'789
					Recettes	3'745'000	303'897	529'000	1'179'000
					NET	1'019'067'001	128'456'585	217'000'838	213'245'789
DOTATIONS									
G - Aménagement et logement	3010460	Construction de logements d'utilité publique - LUP II	1-Voté	05 - DALE	Dépenses		6'283'168	25'000'000	25'000'000
					Dépenses		6'283'168	25'000'000	25'000'000
					Recettes				
					NET		6'283'168	25'000'000	25'000'000
PRETS CEVA ET FERROVIAIRES									
J - Mobilité	4000160	Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	1-Voté	06 - DETA	Dépenses	1'568'000	2'051'542		
J - Mobilité	4000160	Projet d'infrastructures ferroviaires (H 1 60)	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	47'835'000	3'497'743	22'229'477	19'629'849
J - Mobilité	4010444	Liaison CEVA	1-Voté	06 - DETA / DGG	Dépenses	478'970'000	420'312'416	125'000'000	110'000'000
					Dépenses	528'373'000	425'861'701	147'229'477	129'629'849
					Recettes				
					NET	528'373'000	425'861'701	147'229'477	129'629'849
TOTAL DES INVESTISSEMENTS hors prêts à caractère général					Dépenses	6'082'584'096	2'543'035'614	772'972'430	762'952'258
					Recettes	650'973'406	439'689'166	21'367'190	14'651'900
					NET	5'431'610'690	2'103'346'448	751'605'240	748'300'358
PRETS A CARACTERE GENERAL									
A - Formation	4800002	Prêts aux étudiants	1-Voté	03 - DIP	Dépenses			2'800'000	2'800'000
A - Formation	4800004	Remboursement de prêt à l'Ecole International de Genève	1-Voté	03 - DIP	Recettes			100'000	100'000
A - Formation	4800006	Remboursement de Prêts aux étudiants	1-Voté	03 - DIP	Recettes			400'000	400'000
F - Environnement	4800011	Prêts investissement et désendettement	1-Voté	06 - DETA	Dépenses			1'600'000	1'600'000
F - Environnement	4800011	Prêts investissement et désendettement	1-Voté	06 - DETA	Recettes			710'000	750'000
F - Environnement	4800012	Aides aux exploitations paysannes – AEP	1-Voté	06 - DETA	Dépenses				100'000
F - Environnement	4800012	Aides aux exploitations paysannes – AEP	1-Voté	06 - DETA	Recettes			30'000	30'000

Politique publique	N° Projet 7P	Libellé	Statut	Département	Nature	Crédit total	Cumul au 31.12.2015	PB2016 amendé	PB2017
G - Aménagement et logement	4800003	Prêts hypothécaires HLM-HM	1-Voté	05 - DALE	Dépenses			1'000'000	1'000'000
G - Aménagement et logement	4800003	Prêts hypothécaires HLM-HM	1-Voté	05 - DALE	Recettes			213'664	213'664
G - Aménagement et logement	4008427	Prêts aux coopératives d'habitation	1-Voté	05 - DALE	Dépenses			14'000'000	14'000'000
G - Aménagement et logement	4008427	Prêts aux coopératives d'habitation	1-Voté	05 - DALE	Recettes			730'995	1'315'026
O - Autorités et gouvernance	4011864	Prêt à la FIPOI pour ONUG et OMS	1-Voté	01 - PRE	Dépenses	89'600'000			12'400'000
O - Autorités et gouvernance	4011864	Prêt à la FIPOI pour ONUG et OMS	1-Voté	01 - PRE	Recettes	89'600'000			
Q - Energie	4800010	Prêts énergie	1-Voté	05 - DALE	Dépenses			2'290'000	2'290'000
Q - Energie	4800010	Prêts énergie	1-Voté	05 - DALE	Recettes			138'766	114'075
PRETS A CARACTERE GENERAL						Dépenses	89'600'000	21'690'000	34'190'000
						Recettes	89'600'000	2'323'425	2'922'765
						NET		19'366'575	31'267'235

Annexe 3 – Investissements par nature

ANNEXE 3 - Investissements par nature

Comparaison par nature des dépenses d'investissements hors prêts à caractère général

Nature	Libellés	PB 2017	Écart par rapport au Budget 2016		PB 2016 amendé	Compte 2015
50	Biens d'investissements	450'509'123	30'432'399	7.2%	420'076'724	388'374'802
500	Terrains	8'580'000	-2'182'762	-20.3%	10'762'762	5'049'429
501	Routes et voies de communication	152'493'983	53'428'733	53.9%	99'065'250	47'851'252
502	Aménagement des cours d'eau	16'327'796	10'972'896	204.9%	5'354'900	8'540'276
503	Autres travaux de génie civil	100'000	-324'189	-76.4%	424'189	29'711
504	Bâtiments	231'746'784	-39'742'844	-14.6%	271'489'628	292'747'449
506	Biens meubles	40'147'560	7'694'265	23.7%	32'453'295	33'533'637
509	Autres biens d'investissements	1'113'000	586'300	111.3%	526'700	623'048
52	Immobilisations incorporelles	31'502'355	3'294'281	11.7%	28'208'074	23'274'644
520	Logiciels, applications et licences	30'472'355	3'198'281	11.7%	27'274'074	21'969'503
529	Autres immobilisations incorporelles	1'030'000	96'000	10.3%	934'000	1'305'141
54	Prêts CEVA et ferroviaires	135'748'320	-30'216'992	-18.2%	165'962'312	120'868'054
540	Confédération et entreprises fédérales	133'865'829	-26'208'171	-16.4%	160'074'000	120'868'054
545	Entreprises privées	1'879'491	-	-	5'888'312	-
55	Participations et capitaux sociaux	25'000'000	-	-	25'000'000	23'930'909
552	Communes et groupes intercommunaux	5'000'000	-	-	5'000'000	2'689'960
554	Entreprises publiques	20'000'000	-	-	20'000'000	21'240'949
56	Subventions d'investissements accordées	120'195'460	-13'529'860	-10.1%	133'725'320	73'776'764
560	Confédération et entreprises fédérales	6'270'151	6'270'151	-	-	-
562	Communes et groupes intercommunaux	6'735'000	2'590'383	62.5%	4'144'617	4'125'193
564	Entreprises publiques	101'372'989	-21'647'931	-17.6%	123'020'920	66'909'702
565	Entreprises privées	1'820'320	-3'058'532	-62.7%	4'878'852	2'339'606
566	Organisations privées à but non lucratif	1'560'000	1'439'867	1198.6%	120'133	101'271
567	Personnes physiques	2'437'000	876'202	56.1%	1'560'798	300'992
568	Subventions d'investissement à l'étranger	-	-	-	-	-
	Totaux généraux	762'952'258	-10'020'172	-1.3%	772'972'430	630'225'173

Comparaison par nature des recettes d'investissements hors prêts à caractère général

Nature	Libellés	PB 2017	Écart par rapport au Budget 2016		PB 2016 amendé	Compte 2015
60	Cession de biens d'investissements		-	-		117'303'469
600	Terrains		-	-		91'204'444
601	Routes et voies de communication		-	-		55'100
604	Bâtiments		-	-		25'043'924
609	Autres immobilisations corporelles		-	-		1'000'000
62	Cession de biens d'investissements immatériels		-	-		
620	Logiciels, applications et licences		-	-		
63	Subventions acquises	14'651'900	-6'715'290	-31.4%	21'367'190	26'166'073
630	Confédération et entreprises fédérales	14'651'900	-6'715'290	-31.4%	21'367'190	24'874'669
631	Cantons et concordats		-	-		168'000
632	Communes et groupes intercommunaux		-	-		1'123'404
	Totaux généraux	14'651'900	-6'715'290	-31.4%	21'367'190	143'469'541

Comparaison par nature des dépenses des prêts à caractère général

Nature	Libellés	PB 2017	Écart par rapport au Budget 2016		PB 2016 amendé	Compte 2015
54	Prêts ordinaires	34'190'000	12'500'000	57.6%	21'690'000	8'459'177
545	Entreprises privées	3'700'000	-	-	3'600'000	3'484'680
546	Organisations privées à but non lucratif	26'900'000	-	-	14'500'000	893'500
547	Personnes physiques	3'590'000	-	-	3'590'000	4'080'997

Comparaison par nature des recettes des prêts à caractère général

Nature	Libellés	PB 2017	Écart par rapport au Budget 2016		PB 2016 amendé	Compte 2015
64	Remboursement de prêts à caractère général	2'922'765	599'340	25.8%	2'323'425	1'800'279
645	Entreprises privées	966'895	-	-	946'584	1'158'994
646	Organisation privées à but non lucratif	1'113'664	-	-	713'664	192'664
647	Personnes physiques	842'206	-	-	663'177	448'621

**Annexe 4 – Projets inscrits au projet de budget 2017
sans base légale votée**

ANNEXE 4 - Objets inscrits au projet de budget 2017 sans base légale votée

1. Projets de loi déposés

Projet	Libellé	Politique Publique	Départ.	Nature	Crédits prévus	PB 2017
1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	O - Autorités et gouvernance	02 - DF / OBA	Dépenses	18'276'000	1'000'000
1011732	Etudes pour le remplacement du système d'information et de communication pour l'éducation et	A - Formation	04 - DSE / DGSI	Dépenses	959'000	500'000
1011791	Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 80	J - Mobilité	06 - DETA	Dépenses	165'000	
1011791	Mobilités douces (amélioration des déplacements piétons et vélos) - H1 80	J - Mobilité	06 - DETA / DGGC	Dépenses	7'835'000	1'000'000
1011863	Projet d'agglomération de deuxième génération	J - Mobilité	01 - PRE	Dépenses	270'610'000	7'800'000
1011863	Projet d'agglomération de deuxième génération	J - Mobilité	01 - PRE	Recettes	21'690'000	
1011865	Equipement de l'école de commerce de Frontenex	A - Formation	03 - DIP	Dépenses	2'276'000	1'876'000
1011865	Equipement de l'école de commerce de Frontenex	A - Formation	04 - DSE / DGSI	Dépenses	1'314'000	1'200'000
1011866	SIRH - refonte technique	P - Etats-majors et prestations de	04 - DSE / DGSI	Dépenses	3'630'000	500'000
1011867	Vote électronique de deuxième génération	O - Autorités et gouvernance	04 - DSE / DGSI	Dépenses	4'740'000	1'000'000
1011868	Aménagements routier et centrale régionale de trafic (PAR)	J - Mobilité	06 - DETA	Dépenses	50'000'000	11'000'000
1011941	Contribution du canton au fond de développement urbain	G - Aménagement et logement	05 - DALE	Dépenses	20'000'000	2'000'000
1011942	Bâtiment PI, SARA 50, CCPD - étude	H - Sécurité et population	02 - DF / OBA	Dépenses	3'233'230	500'000
1011943	Archives d'Etat dans le bâtiment de l'arsenal - étude	O - Autorités et gouvernance	02 - DF / OBA	Dépenses	3'689'000	500'000
1011944	Reconstruction du CO Renard - étude	A - Formation	02 - DF / OBA	Dépenses	5'494'800	500'000
1011945	Optimisation des prestations de l'OCPM	H - Sécurité et population	04 - DSE / DGSI	Dépenses	2'330'000	810'000
1011946	Gestion des hospitalisations hors canton	K - Santé	04 - DSE / DGSI	Dépenses	578'000	445'629
1011957	Crédits d'ouvrage 2016-2019 - HUG	K - Santé	07 - DEAS / HUG	Dépenses	18'500'000	2'300'000
2011957	Crédits de renouvellement 2016-2019 - HUG	K - Santé	07 - DEAS / HUG	Dépenses	119'200'000	32'000'000
Total des dépenses					532'830'030	64'931'629
Total des recettes					21'690'000	0
Investissements nets					511'140'030	64'931'629

2. Projets de loi non déposés

Projet	Libellé	Politique Publique	Départ.	Nature	Crédits prévus	PB 2017
1914007	Nouveau Palais de justice - Etude	I - Justice	02 - DF / OBA	Dépenses	11'000'000	500'000
1914015	Crédits d'ouvrage à venir en matière de systèmes d'information et de communication	P - Etats-majors et prestations de	04 - DSE / DGSI	Dépenses	103'722'000	8'804'371
1917001	Jonction autoroutière de Lancy et infrastructures Genève Sud	J - Mobilité	06 - DETA / DGGC	Dépenses	79'100'000	200'000
1917002	Axe stratégique réseaux - façade sud aéroport	Q - Energie	05 - DALE	Dépenses	15'000'000	1'800'000
1917003	Efficience énergétique	P - Etats-majors et prestations de	02 - DF / OBA	Dépenses	35'000'000	3'000'000
1917004	Subventions d'investissement aux EPI	E - Handicap	07 - DEAS	Dépenses	9'170'450	1'834'090
1917008	Rénovation du CO Budé	A - Formation	02 - DF / OBA	Dépenses	22'700'000	4'000'000
1917008	Rénovation du CO Budé	A - Formation	03 - DIP	Dépenses	500'000	
1917008	Rénovation du CO Budé	A - Formation	04 - DSE / DGSI	Dépenses	170'000	
1917009	Rénovation du collège Rousseau - étude	A - Formation	02 - DF / OBA	Dépenses	6'000'000	2'000'000
1917011	Rénovation d'Uni Bastions	A - Formation	02 - DF / OBA	Dépenses	72'700'000	1'300'000
1917011	Rénovation d'Uni Bastions	A - Formation	02 - DF / OBA	Recettes	10'000'000	

Projet	Libellé	Politique Publique	Départ.	Nature	Crédits prévus	PB 2017
1917012	Equipement IEPA et informatique (IMAD)	K - Santé	07 - DEAS	Dépenses	19'900'000	1'500'000
1917017	Acquisitions de terrains et bâtiments	P - Etats-majors et prestations de	02 - DF / OBA	Dépenses	50'000'000	5'000'000
2916002	Crédits de renouvellement 2017-2019 - CLINIQUES	K - Santé	07 - DEAS / CLINIQUES	Dépenses	3'040'000	760'000
Total des dépenses					428'002'450	30'698'461
Total des recettes					10'000'000	0
Investissements nets					418'002'450	30'698'461

Annexe 5 – Investissements de l'OBA et de la DGSJ

ANNEXE 5 - investissements de l'OBA et de la DGSI (dépense)

Projet	Libellé	Politique Publique	CREDIT VOTE/PREU	Cumul au 31/12/2015	PB2016 amendé	PB2017
DF / Office des bâtiments - CREDIT D'OUVRAGE						
1009422	HUG - maternité - 3e étape (phases 3.1 et 3.2)	K - Santé	74'119'000	70'815'862	500'000	1'720'046
1009995	UNI - CMU 5ème étape	A - Formation	177'887'000	113'482'094	25'000'000	24'000'000
1010309	EMS Prieuré - Fondation Clair Bois - Subvention	D - Personnes âgées	28'214'000	23'402'580	4'093'220	1'076'920
1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	H - Sécurité et population	105'518'000	102'209'225		
1010516	HEG Battelle - bâtiment B	A - Formation	49'232'487	39'564'087	8'054'815	3'668'400
1010667	HUG - maternité - 3ème étape (phase 3.3)	K - Santé	66'676'000	29'364'349	18'000'000	14'766'000
1010703	BDL2 - Construction	K - Santé	227'334'269	165'898'399	38'500'000	16'161'110
1010775	Acquisitions de terrains et bâtiments	P - Etats-majors et prestations de moyens	30'000'000	19'917'695	4'682'762	
1010822	CMU - 6ème étape	A - Formation	133'604'000	69'974'134	25'000'000	21'000'000
1010875	Ancienne Ecole de médecine - rénovation et agrandissement	A - Formation	29'700'000	627'883	10'000'000	11'000'000
1011254	Les Dardelles (Brenaz III) - étude	H - Sécurité et population	16'500'000	1'013'052	10'000'000	10'286'948
1011264	Ecole de commerce de Frontenex	A - Formation	81'806'316	29'836'034	19'218'269	16'532'483
1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	H - Sécurité et population	67'299'100	54'668'778	15'700'000	2'584'089
1011325	Extension de l'observatoire de Genève à Sauverny	A - Formation	17'554'000	8'014'838	6'500'000	1'500'000
1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	O - Autorités et gouvernance	18'276'000			1'000'000
1011578	Relocalisation caserne des Vernets - Epeisses - études	H - Sécurité et population	2'905'000	30'138	1'900'000	885'000
1011579	Relocalisation caserne des Vernets - Aire-la-Ville - études	H - Sécurité et population	1'390'000	10'605	800'000	390'000
1011679	Aménagement autour des interfaces CEVA	G - Aménagement et logement	658'470		658'470	358'470
1011942	Bâtiment PI, SARA 50, CCPD - étude	H - Sécurité et population	3'233'230			500'000
1011943	Archives d'Etat dans le bâtiment de l'arsenal - étude	O - Autorités et gouvernance	3'689'000			500'000
1011944	Reconstruction du CO Renard - étude	A - Formation	5'494'800			500'000
1914007	Nouveau Palais de justice - Etude	I - Justice	11'000'000			500'000
1917003	Efficience énergétique	P - Etats-majors et prestations de moyens	35'000'000			3'000'000
1917008	Rénovation du CO Budé	A - Formation	22'700'000			4'000'000
1917009	Rénovation du collège Rousseau - étude	A - Formation	6'000'000			2'000'000
1917011	Rénovation d'Uni Bastions	A - Formation	72'700'000			1'300'000
1917017	Acquisitions de terrains et bâtiments	P - Etats-majors et prestations de moyens	50'000'000			5'000'000
Total crédit d'ouvrage			1'357'226'672	728'829'752	192'007'536	153'229'466

Projet	Libellé	Politique Publique	CREDIT VOTE/PREVU	Cumul au 31/12/2015	PB2016 amendé	PB2017
DF / Office des bâtiments - CREDIT DE RENOUELEMENT						
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	A - Formation	235'771'534	29'374'016	56'002'009	47'233'782
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	B - Emploi	855'620	3'263	171'124	171'124
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	C - Action sociale	4'537'565	379'430	434'765	395'109
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	D - Personnes âgées	119'450	19'967	23'890	23'890
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	E - Handicap	102'470		20'494	20'494
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	F - Environnement	2'633'269	28'854	669'076	342'188
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	G - Aménagement et logement	781'690	29'555	28'172	558'172
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	H - Sécurité et population	35'706'710	2'672'431	9'654'609	6'354'084
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	I - Justice	23'833'740	401'295	3'161'263	5'470'470
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	J - Mobilité	2'212'044	234'433	336'659	1'193'549
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	K - Santé	1'175'984	190'157	226'601	225'880
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	L - Économie	2'601'670	234'829	520'334	520'334
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	M - Finance et impôts	11'240'137		1'292'597	2'836'123
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	N - Culture, sport et loisirs	5'427'378	200'315	672'036	664'938
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	O - Autorités et gouvernance	8'583'332	251'472	1'840'394	1'953'569
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	P - Etats-majors et prestations de moyens	64'417'407	4'312'015	11'654'788	14'519'002
2011520	Crédit de renouvellement 2015-2019 - OBA	Q - Energie		6'953		
Total 2011520			400'000'000	38'338'985	86'708'811	82'482'708
Total crédit de renouvellement			400'000'000	38'338'985	86'708'811	82'482'708
DF / Office des bâtiments - TOTAL			1'757'226'672	767'168'738	278'716'347	235'712'174
DSE / Direction Générale des système d'information - CREDIT D'OUVRAGE						
1010418	Etablissement Curabilis et divers ouvrages à Champs-Dollon	H - Sécurité et population	551'000	321'405	100'000	
1010484	Réalisation du système d'information du commerce	L - Économie	2'658'200	1'268'342	969'609	
1010514	Refonte du répertoire des entreprises	L - Économie	3'517'100	1'961'658	1'300'000	560'000
1010516	HEG Battelle - bâtiment B	A - Formation	335'513	282'150		
1010759	Refonte du SI de l'office des poursuites	H - Sécurité et population	8'940'000	7'262'660	500'000	
1011264	Ecole de commerce de Frontenex	A - Formation	315'684			215'684
1011272	Brenaz +100 (extension de 100 places)	H - Sécurité et population	302'380	220'113		
1011472	Transformation du bâtiment de l'Hotel-de-ville	O - Autorités et gouvernance	67'000			
1011580	Relocalisation caserne des Vernets - Meyrin Mategnin - construction	H - Sécurité et population	148'000			
1011686	Aménagement du poste de police de la Servette	H - Sécurité et population	245'000		200'000	
1011702	Système d'information du service des contraventions	H - Sécurité et population	1'200'000		300'000	500'000
1011732	Etudes pour le remplacement du système d'information et de communication pour l'éducation	A - Formation	959'000		459'000	500'000
1011788	Lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité	H - Sécurité et population	1'200'000			500'000
1011792	Evolution du SI fiscal 2016-2019	M - Finance et impôts	11'520'000			2'880'000
1011865	Equipement de l'école de commerce de Frontenex	A - Formation	1'314'000			1'200'000
1011866	SIRH - refonte technique	P - Etats-majors et prestations de moyens	3'630'000			500'000
1011867	Vote électronique de deuxième génération	O - Autorités et gouvernance	4'740'000			1'000'000
1011945	Optimisation des prestations de l'OCPM	H - Sécurité et population	2'330'000			810'000
1011946	Gestion des hospitalisations hors canton	K - Santé	578'000			445'629
1914015	Crédits d'ouvrage à venir en matière de systèmes d'information et de communication	P - Etats-majors et prestations de moyens	103'722'000			8'804'371
1917008	Rénovation du CO Budé	A - Formation	170'000			
Total crédit d'ouvrage			148'442'877	11'316'328	3'828'609	17'915'684

Projet	Libellé	Politique Publique	CREDIT VOTE/PREUVU	Cumul au 31/12/2015	PB2016 amendé	PB2017
DSE / Direction Générale des système d'information - CREDIT DE RENOUVELLEMENT						
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	A - Formation	15'858'435	2'282'282	3'287'459	3'287'459
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	B - Emploi	646'490	12'180	161'623	161'623
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	C - Action sociale	4'389'345	89'239	1'055'086	1'055'086
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	D - Personnes âgées	1'941'405	246'180	399'851	399'851
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	F - Environnement	2'468'210	415'750	466'303	466'303
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	G - Aménagement et logement	3'017'350	157'691	633'088	633'088
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	H - Sécurité et population	7'378'260	1'372'029	1'426'240	1'426'240
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	J - Mobilité	2'550'010	105'369	598'753	598'753
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	K - Santé	1'110'380	47'857	255'095	255'095
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	L - Économie	545'980	93'246	101'495	101'495
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	M - Finance et impôts	12'804'185	2'670'426	2'507'796	2'507'796
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	N - Culture, sport et loisirs	99'305		24'826	24'826
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	O - Autorités et gouvernance	2'973'825	912'077	495'956	495'956
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	P - Etats-majors et prestations de moyens	97'201'130	15'894'133	19'138'506	19'138'506
2011521	Crédit de renouvellement 2015-2019 - DGSi	Q - Energie	365'690		91'423	91'423
Total 2011521			153'350'000	24'298'459	30'643'500	30'643'500
Total crédit de renouvellement			153'350'000	24'298'459	30'643'500	30'643'500
DSE / Direction Générale des système d'information - TOTAL			301'792'877	35'614'787	34'472'109	48'559'184
TOTAL GENERAL (OBA + DGSi)			2'059'019'549	802'783'525	313'188'456	284'271'358

Annexe 6 - Tableau des durées d'amortissement

ANNEXE 6

Tableau des durées d'amortissement

Catégories d'Immobilisations	Durée d'utilité Années
Corporelle	
Terrain	
Terrain - Terrain bâti ou non bâti	non amorti
Bâtiment	
Bâtiment - Gros œuvres 1 - 70 ans	70
Bâtiment - Gros œuvres 2 - 30 ans	30
Bâtiment - Equipements techniques 25 ans	25
Bâtiment - Aménagements intérieurs 25 ans	25
Bâtiment - Aménagements extérieurs 70 ans	70
Génie civil - Route	
Route - Infrastructure 90 ans	90
Route - Revêtement 20 ans	20
Route - Électromécanique 15 ans	15
Route - Aménagements 20 ans	20
Génie civil - Ouvrage d'art	
Ouvrage d'art - Gros oeuvre 90 ans	90
Ouvrage d'art - Revêtement 20 ans	20
Ouvrage d'art - Électromécanique 10 ans	10
Ouvrage d'art - Aménagements extérieurs 90 ans	90
Nature	
Nature - Gros oeuvre 90 ans	90
Nature - Aménagements - durée moyenne 20ans	20
Méthode alternative : durée effective appliquée à l'immobilisation	
Mobilier, machine, matériel bureau	
mobilier, machine, matériel bureau - Mobilier de bureau 15 ans	15
mobilier, machine, matériel bureau - Appareil bureau électrique / mécanique 10 ans	10
mobilier, machine, matériel bureau - Autres 15 ans	15
Œuvre d'art	non amorti
Appareil, matériel technique	
Appareil, matériel technique - Pédagogique, scientifique 10 ans	10
Appareil, matériel technique - Equipement pour entretien 10 ans	10
Appareil, matériel technique - Equipement garages, ateliers 15 ans	15
Appareil, matériel technique - Autres 5 ans	5
Véhicule et matériel transport	
Véhicule et matériel transport - Voitures 5 ans	5
Véhicule et matériel transport - Moto / Vélo 5 ans	5
Véhicule et matériel transport - Camion 10 ans	10
Véhicule et matériel transport - Remorque / Véhic. Industriel 10 ans	10
Véhicule et matériel transport - Autocar / Bus 10 ans	10
Véhicule et matériel transport - Autre véhicule spécialisé 15 ans	15
Véhicule et matériel transport - Bateau 20 ans	20
Informatique	
Informatique - Postes de travail 5 ans	5
Informatique - Serveurs 5 ans	5
Informatique - Editique 5 ans	5
Informatique - Equipement spécialisé "Métiers" 5 ans	5
Informatique - Robots, stockage, sauvegarde 10 ans	10

Catégories d'Immobilisations	Durée d'utilité Années
Télécommunications	
Télécommunications - Equipement numérique mobile 5 ans	5
Télécommunications - Equipement actif du réseau et de la téléphonie 5 ans	5
Télécommunications - Câblage interne aux bâtiment 10 ans	10
Télécommunications - Câblage extérieur aux bâtiment & canalisations 15 ans	15
Incorporelle	
Informatique	
Informatique - Licence d'exploitation 4	4
Informatique - Applications et progiciels 8	8
Informatique - Incorporel 5	5
Informatique - Incorporel 10	10
Divers	
Autres immobilisations Incorporel 5 ans	5

Subvention d'investissement accordées	
Subvention d'investissement accordée	
Bâtiment - durée moyenne 40 ans	40
Route - 60 ans	60
Ouvrage d'art - 60 ans	60
Mobiliers et équipement - durée moyenne 10 ans	10
Informatique - durée moyenne 5 ans	5
Nature - 50 ans	50
Méthode alternative : durée effective appliquée à l'immobilisation subventionnée	

Subventions d'investissement reçue	
Subvention d'investissement reçue	
Bâtiment - durée moyenne 40 ans	40
Route - 60 ans	60
Ouvrage d'art - 60 ans	60
Mobiliers et équipement - durée moyenne 10 ans	10
Informatique - durée moyenne 5 ans	5
Méthode alternative : durée effective appliquée à l'immobilisation subventionnée	